

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204764]

**10 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (UE) n° 1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifiant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2014 et modifiant le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil ainsi que les Règlements (UE) n° 1307/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leur application au cours de l'exercice 2014;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.6, D.242, D.243, D.245 à D.248 et D.254, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2013 organisant un régime transitoire des aides aux investissements dans le secteur agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

Vu le rapport du 2 avril 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue les 23 avril 2015 et 18 juin 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 2015;

Vu l'avis 57.864/2/V du Conseil d'Etat, donné le 26 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'octroi de la garantie publique constitue une aide d'Etat exemptée en application du Règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 1^{er} juillet 2014 sous la référence "JO L 193 du 1.7.2014, p. 1-75", en particulier en application du chapitre I^{er} et des articles 14 et 18;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° comité de suivi : le comité de suivi institué en vertu de l'article 47 du Règlement n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant les dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, ci-après le Règlement n° 1303/2013;

2° convention sur les garanties : la convention établie entre un organisme de crédit et le Ministre fixant les modalités de gestion de la garantie accordée en vertu du présent arrêté;

3° CUMA : la société coopérative constituée conformément à l'article 2, § 2, quatrième tiret, du Code des sociétés, qui répond aux conditions suivantes :

a) son l'objet social se rattache principalement, dans l'exploitation de ses membres, à l'utilisation en commun du matériel agricole nécessaire à l'activité agricole de ses membres;

b) la majorité des membres de la CUMA sont des partenaires de type producteur admissibles à l'aide, avec un minimum de trois partenaires admissibles à l'aide;

c) les statuts prévoient qu'aux assemblées générales tout associé dispose d'au moins une voix;

4° Comité d'installation : le comité d'installation visé à l'article 60 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

5° date d'introduction : la date d'introduction de la demande d'aide complète et conforme;

6° date d'installation par création : la date du premier enregistrement au SIGeC en tant qu'agriculteur à titre principal et qui correspond à la date d'inscription à la caisse d'assurances sociales en tant qu'agriculteur à titre principal;

7° date d'installation par reprise : la date du premier enregistrement au SIGeC en tant qu'agriculteur à titre principal et qui correspond à la date de reprise mentionnée dans la convention de reprise et à la date d'inscription à la caisse d'assurances sociales en tant qu'agriculteur à titre principal;

8° demande d'aide : la demande d'aide au sens de l'article 2, § 1^{er}, (3) du Règlement n° 640/2014 pour une demande de participation à l'un des régimes d'aides prévus aux articles 17 et 19 du Règlement n° 1305/2013;

9° expérience pratique : l'expérience professionnelle agricole en équivalent temps plein en tant qu'agriculteur ou aidant ou conjoint aidant;

10° garantie : l'aide accordée sous forme d'une garantie publique qui peut être attachée au remboursement en capital, intérêts et accessoires des prêts consentis aux personnes physiques et morales visées au présent arrêté, pour autant que le prêt soit accordé par un organisme de crédit agréé visé à l'article D.248 du Code wallon de l'Agriculture;

11° investissements : les opérations qui consistent à acquérir, construire ou rénover des biens immeubles ou à acquérir des biens mobiliers au profit des bénéficiaires des aides;

12° jeune agriculteur : le bénéficiaire des aides à l'installation tel que défini par l'article 2, n), du Règlement n° 1305/2013;

13° partenaire de type producteur : personne physique ou groupement de personnes physiques ou personne morale ou groupement de personnes morales identifiées au SIGeC exerçant une activité agricole ou horticole;

14° partenaire de type coopérative : les sociétés coopératives de type CUMA ou SCTC identifiées au SIGeC;

15° plan d'entreprise : le plan visé à l'article 19, § 4, du règlement n° 1305/2013;

16° produits de qualité : les produits de qualité visés aux articles D.171 à D.184 du Code wallon de l'Agriculture;

17° règlement n° 1305/2013 : le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

18° règlement n° 1306/2013 : le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

19° règlement n° 1307/2013 : le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

20° règlement n° 640/2014 : le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

21° règlement n° 702/2014 : le Règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

22° règlement n° 807/2014 : le Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

23° remplacement : l'acquisition d'un matériel neuf identique ou similaire à un autre matériel appartenant à l'agriculteur, à la CUMA ou à la SCTC, dans le but de le remplacer, avec un écart entre les années de fabrication de ces deux matériels de moins de sept ans;

24° SCTC : la société coopérative, constituée conformément à l'article 2, § 2, quatrième tiret, du Code des sociétés, qui répond aux conditions suivantes :

a) l'objet de la société se rattache principalement à l'agriculture, l'horticulture ou à l'élevage et est destiné à favoriser l'amélioration et la rationalisation du traitement, de la transformation ou de la commercialisation des produits agricoles;

b) la majorité des membres de la SCTC sont des partenaires de type producteur admissibles à l'aide, avec un minimum de trois partenaires admissibles à l'aide;

c) les statuts prévoient qu'aux assemblées générales tout associé dispose d'au moins une voix;

25° taux de liaison au sol : le taux de liaison au sol global de l'exploitation visé à l'article R.210, § 4, du Code de l'Eau et, le cas échéant, le taux de liaison au sol en zone vulnérable de l'exploitation visé à l'article R.214, § 2, du Code de l'Eau;

26° UT : l'unité de travail ou le rapport entre, d'une part, le nombre d'heures de travail prestées annuellement sur l'exploitation, ce nombre étant au maximum de 1.800 heures, réduit du nombre d'heures de travail prestées durant la même période hors de l'exploitation et, d'autre part, la valeur de 1.800 heures de travail.

CHAPITRE II. — *Conditions communes à l'aide à l'investissement, à l'installation et à la diversification non-agricole*

Section 1^{re}. — Disposition commune

Art. 2. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux demandes d'aides à l'investissement, à l'installation et à l'investissement dans la diversification non-agricole.

Section 2. — Dispositions relatives à l'introduction, au traitement et au paiement de la demande d'aide

Art. 3. L'agriculteur introduit la demande d'aide dans les formes prévues par l'organisme payeur.

Dans les dix jours ouvrables suivant la réception de la demande d'aide, l'organisme payeur notifie par envoi au demandeur soit :

1° la recevabilité de la demande d'aide lorsque celle-ci est considérée comme complète et conforme;

2° l'irrecevabilité de la demande d'aide lorsque celle-ci est incomplète ou non conforme.

Dans le cas visé au point 2°, l'envoi indique les éléments manquants à la demande pour être complète et conforme.

Dans le cas d'une demande irrecevable, la demande est considérée comme inexistante.

Art. 4. Après la notification de la recevabilité, l'organisme payeur peut requérir des documents ou des informations complémentaires auprès du demandeur.

La demande d'informations complémentaires suspend le traitement du dossier. Après 15 jours, la demande d'aide peut être considérée comme non admissible si l'entièreté des documents et des informations n'est pas réceptionnée par l'organisme payeur.

Le Ministre peut définir la durée de traitement du dossier de demande d'aide ainsi que la durée de traitement du dossier suite à la réception des documents complémentaires visé à l'alinéa 2.

Art. 5. § 1^{er}. L'organisme payeur notifie la décision au demandeur par tout moyen conférant une date certaine au sens de l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture.

La décision d'octroi d'une aide précise :

1° la description de l'investissement ou de l'installation;

2° le montant admissible de l'investissement;

3° le montant de l'aide;

4° la date limite de réalisation de l'investissement;

5° les conditions éventuelles à respecter en ce compris les pièces à présenter comme justificatifs de réalisation de l'investissement ou de l'installation.

§ 2. Le paiement des aides est établi sur base de la présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont admissibles si elles permettent d'identifier clairement les dépenses pour la réalisation de l'investissement. Les factures sont admissibles uniquement si elles sont accompagnées de preuves de paiement.

En cas de pièces justificatives insuffisantes ou en cas de valeur non probante des pièces, elles sont considérées comme non admissibles.

Dans le cas des aides visées aux chapitres 4 et 5, le demandeur ne peut pas réaliser ou commencer un investissement avant la date de la notification de recevabilité visée à l'article 3, alinéa 2, 1°.

Section 3. — Dispositions communes relatives à la recevabilité et à l'admissibilité des demandes d'aides

Art. 6. § 1^{er}. La demande d'aide est recevable si le demandeur :

1° dispose d'une adresse de correspondance en Région wallonne;

2° gère de manière autonome à son profit et pour son compte son exploitation sur le territoire de la Région wallonne;

3° est identifié auprès de l'organisme payeur au SIGeC par son numéro de partenaire;

4° est identifié au SIGeC comme gestionnaire d'unité de production;

5° a chacune des unités de production de son exploitation identifiée au SIGeC.

§ 2. Une même personne physique sollicite uniquement une aide à l'installation et ne sollicite pas des aides à l'investissement sous de multiples identifications au SIGeC qu'elle soit ou non gérant ou administrateur délégué d'une personne morale hors d'une société coopérative.

Les aides à l'installation par reprise et par création ne sont pas cumulables.

Art. 7. La demande d'aide relève d'une activité agricole au sens de l'article D.3, 1°, du Code wallon de l'Agriculture à l'exclusion d'une activité aquacole.

Art. 8. Le revenu annuel global issu de l'activité professionnelle est la somme du revenu brut imposable issu de l'ensemble des activités professionnelles et des revenus de remplacement dans le chef d'un exploitant agricole.

Le revenu brut imposable issu de l'ensemble des activités professionnelles comprend les revenus :

1° provenant d'activités en qualité de travailleur salarié;

2° de pension;

3° à titre d'indépendant.

Les revenus de remplacement sont les allocations sociales, les allocations de chômage, les indemnités "Assurances Maladies Invalidités", les indemnités pour accident de travail, les indemnités pour maladie professionnelle ou les revenus pour interruption de carrière.

Art. 9. L'agriculteur personne morale est admissible si ses statuts indiquent comme objet social l'activité agricole dont le chiffre d'affaires provient au moins à cinquante pourcent de cette activité, et satisfait aux conditions suivantes :

1° pour une société agricole visée par l'article 2, § 3, du Code des sociétés, les gérants de la société exercent une activité professionnelle relative à l'exploitation considérée;

2° pour les autres formes de sociétés visées par l'article 2, § 2, du Code des sociétés :

a) la société est constituée pour une durée d'au moins vingt ans;

b) les actions ou les parts de la société sont nominatives;

c) les actions ou les parts de la société appartiennent en majorité aux administrateurs-délégués ou gérants;

d) les administrateurs délégués ou gérants de la société sont désignés parmi les associés;

e) tous les administrateurs délégués ou gérants de la société ou, à défaut, tous les administrateurs sont des personnes physiques qui gèrent l'exploitation considérée et y exercent une activité professionnelle.

Art. 10. Dans le calcul du revenu par UT, le travail presté est celui accompli par toute personne active dans une exploitation et affiliée au statut social d'exploitant agricole indépendant soit au titre d'agriculteur, soit au titre d'aidant ou de conjoint-aidant.

Le nombre d'UT ne dépasse pas une unité par personne qui est active sur l'exploitation et qui est affiliée à une caisse d'assurance sociale.

Section 4. — Dispositions communes relatives à l'admissibilité des investissements

Art. 11. § 1^{er}. Pour être admissible, tout investissement pour lequel une aide est sollicitée est fonctionnel et justifié par son utilisation professionnelle raisonnable. Afin d'apprécier l'utilisation professionnelle raisonnable, l'organisme payeur tient compte de la taille de l'exploitation, de l'évolution technologique, de la rentabilité économique de l'investissement, de la pertinence du lien avec l'activité agricole.

§ 2. Le Ministre peut fixer une liste d'investissements non admissibles.

§ 3. Est considéré comme un investissement immobilier, l'investissement concernant un immeuble au sens de l'article 517 du Code civil.

Est considéré comme investissement mobilier, l'investissement concernant un meuble par sa nature au sens de l'article 528 du Code civil.

Art. 12. Seuls les investissements réalisés et affectés aux unités de production situées en Région wallonne sont admissibles.

Pour la rénovation de biens immeubles existants sur l'exploitation, ces biens immeubles font partie de l'exploitation agricole du demandeur. Le fond appartient à l'agriculteur ou il en a la jouissance pour une durée d'au moins cinq ans après la date du dernier paiement avec un minimum de sept ans après réalisation de l'investissement et au moins égale à celle de la garantie publique.

Toute adaptation de la demande d'aide a lieu uniquement en introduisant une nouvelle demande d'aide qui la remplace. Une telle demande d'aide est introduite uniquement après l'écoulement de la période de traitement du dossier défini par le Ministre en vertu de l'article 4.

Le demandeur avertit l'organisme payeur de l'abandon d'investissement qui a fait l'objet d'une demande d'aide. L'aide relative à l'investissement non réalisé est annulée.

Section 5. — Critères d'engagement

Art. 13. Pendant une période minimale précisée à l'alinéa 3, le bénéficiaire d'aide respecte :

1° la tenue d'une comptabilité telle que définie à l'article 14;

2° les normes de capacité de stockage des effluents d'élevage visés aux articles R.191 à R.197 du Code de l'Eau;

3° les taux de liaison au sol visés à l'article 1^{er}, 25°, inférieurs ou égaux à un;

4° le cas échéant, le cahier des charges des produits de qualité;

5° la conservation des investissements subsidiés et leur affectation à la destination prévue;

6° l'interdiction de louer les investissements subsidiés;

7° en cas d'installation, être chef d'exploitation exclusif ou exercer le contrôle effectif de l'exploitation pendant minimum huit ans.

Pour le respect du point 2° de l'alinéa 1^{er}, conformément à l'article 25, l'agriculteur est en conformité dans les vingt-quatre mois de l'installation.

Concernant le point 5°, conformément à l'article 71, § 1^{er}, du Règlement n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, la période minimale mentionnée à l'alinéa 1^{er} est de cinq ans après la date du dernier paiement d'aide au bénéficiaire :

1° avec un minimum de huit ans à compter de la date d'installation effective pour les aides à l'installation;

2° avec un minimum de sept ans à compter de la date de réalisation effective de l'investissement pour les aides à l'investissement et l'aide à la diversification non agricole.

La condition mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est remplie lorsque le demandeur possède une attestation de conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage délivrée en vertu de l'article R.198 du Code de l'Eau. La présomption de conformité établie par l'article R.198, § 4, permet le traitement du dossier mais le paiement de l'aide est conditionné par l'obtention d'une attestation de conformité confirmant le respect des normes visées aux articles R.194 à R.197 du Code de l'Eau.

Art. 14. § 1^{er}. Le demandeur d'aide, personne physique ou morale, tient une comptabilité qui comporte au moins les éléments repris au paragraphe 2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur de l'aide est une CUMA, une SCTC, une comptabilité simplifiée est acceptée.

§ 2. La comptabilité mentionnée au paragraphe 1^{er} est annuelle et reprend au moins les éléments suivants:

1° une description des caractéristiques générales de l'exploitation, en ce compris des facteurs de production mis en œuvre;

2° un bilan et un compte d'exploitation, mentionnant les charges et produits détaillés;

3° les éléments nécessaires à l'appréciation de l'efficacité de la gestion de l'exploitation dans son ensemble ainsi que de la rentabilité des principales spéculations;

4° un inventaire annuel d'ouverture et de clôture;

5° l'enregistrement systématique et régulier, au cours de l'exercice comptable, des divers mouvements en nature et espèces de l'exploitation.

La comptabilité mentionnée à l'alinéa 1^{er} couvre l'année de la réalisation de l'investissement admissible.

En cas de reprise ou de création, pour la 1^{re} année, le bénéficiaire peut transmettre uniquement les documents mentionnés au paragraphe 2, aliéna 1^{er}, 1°, 3° et 5°

§ 3. Dans le respect des normes européennes, le Ministre peut :

1° définir la forme et le contenu de la comptabilité simplifiée visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2;

2° fixer la forme de présentation des documents visés au paragraphe 2;

3° compléter la liste des éléments visés au paragraphe 2.

CHAPITRE III. — Aides à l'installation par reprise ou par création

Section 1^{re}. — Recevabilité de la demande

Art. 15. § 1^{er}. La demande d'aide à l'installation par reprise ou par création est recevable si elle est envoyée :

1° au moyen du formulaire, mis à disposition par l'organisme payeur, et contient un plan d'entreprise rédigé avec l'aide d'un consultant;

2° complète et conforme, en ce qu'elle contient les documents nécessaires pour vérifier si les conditions de recevabilité sont remplies, à l'organisme payeur au plus tard douze mois après l'enregistrement au SIGeC.

Concernant le point 1°, le consultant contresigne le plan d'entreprise.

§ 2. L'exploitant agricole n'est pas tenu de suivre l'avis du consultant lors de la conception de son plan d'entreprise. En cas de divergence de vues, le consultant indique dans une annexe au plan les propositions alternatives qu'il formule.

L'exploitant agricole peut faire appel à des consultants différents pour la rédaction du plan d'entreprise et pour sa mise en œuvre. Lorsque plusieurs consultants se succèdent pour la rédaction d'un plan d'entreprise, leurs noms et les motivations de leur remplacement sont indiqués dans le plan.

Art. 16. Conformément à l'article 5, § 1^{er}, du Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires, ci-après le Règlement n° 807/2014, le plan d'entreprise pour être recevable comprend:

1° l'objectif d'être un agriculteur actif au sens de l'article 9 du Règlement n° 1307/2013 tel qu'exécuté par le chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs dans un délai de dix-huit mois à compter de la date d'installation;

2° les étapes et les objectifs sur trois ans pour le développement des activités de l'exploitation;

3° une analyse du projet reprenant le potentiel de l'exploitation au moment de l'installation par reprise ou par création;

4° les besoins ou l'absence de besoin d'investissements complémentaires pendant les trois premières années suivant la date de l'installation par reprise ou par création;

5° un calcul de viabilité dont les modalités sont fixées par le Ministre;

6° des indicateurs de résultats établis au moment de la demande et utilisés comme outils d'analyse de l'évolution de l'exploitation au terme du plan et permettent à l'organisme payeur d'apprécier l'état de réalisation des objectifs au travers du calcul de viabilité;

7° les détails des mesures, y compris celles qui sont liées à la durabilité de l'environnement et à l'utilisation efficace des ressources, nécessaires au développement des activités de l'exploitation agricole, comme les investissements, la formation, le conseil;

8° la situation initiale de l'exploitation.

Le Ministre peut définir le contenu des éléments mentionnés à l'alinéa 1^{er}.

La mise en œuvre du plan d'entreprise commence au plus tard dans un délai de neuf mois à compter de la date de la décision d'octroi de l'aide conformément à l'article 19, § 4, alinéa 1^{er}, du Règlement n° 1305/2013.

L'organisme payeur vérifie au terme de la période de trois ans visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, la réalisation des objectifs du plan d'entreprise et l'atteinte du seuil de viabilité visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, 5°. La réalisation des objectifs conditionne l'octroi de la dernière tranche de l'aide à l'installation.

Section 2. — Admissibilité de l'installation par reprise et par création

Art. 17. § 1^{er}. L'installation par reprise est l'acquisition par un jeune agriculteur de tout ou partie d'une exploitation agricole préexistante. Elle est prouvée par un registre des parts ou une convention de reprise enregistrée ou un acte authentique qui :

1° mentionne la date effective de l'installation par reprise du jeune agriculteur, les modalités et l'inventaire de la reprise;

2° est daté et signé par les différentes parties au plus tard le jour de la date d'installation par reprise.

Le jeune agriculteur exerce un contrôle effectif sur l'exploitation durant au moins huit ans.

Le Ministre définit les conditions que le jeune agriculteur qui n'est pas le chef d'exploitation exclusif respecte pour être considéré comme exerçant un contrôle effectif.

§ 2. Si la convention ou l'acte ne répond pas aux conditions reprises au paragraphe 1^{er}, elle n'est pas prise en compte par l'organisme payeur.

Art. 18. L'installation par création est la création par un jeune agriculteur d'une exploitation agricole fonctionnelle en vue de s'y installer.

Le jeune agriculteur exerce un contrôle effectif sur l'exploitation durant au moins 8 ans.

Le Ministre définit les conditions que le jeune agriculteur qui n'est pas le chef d'exploitation exclusif respecte pour être considéré comme exerçant un contrôle effectif.

La date admissible pour l'installation par création est la date de démarrage de la gestion de l'unité de production enregistrée au SIGeC en tant qu'agriculteur à titre principal.

Section 3. — Admissibilité du demandeur

Art. 19. § 1^{er}. Pour bénéficier des aides à l'installation, le demandeur, s'installant en personne physique, remplit à la date de l'installation effective les conditions suivantes :

1° s'installer en qualité d'indépendant comme agriculteur à titre principal sur une exploitation agricole;

2° être déclaré et en ordre de cotisation auprès d'une caisse d'assurances sociales, à titre principal comme indépendant agriculteur;

3° faire partie d'un partenaire identifié au SIGeC en tant que gestionnaire d'unité de production à titre principal;

4° être le chef d'exploitation exclusif ou, exercer un contrôle effectif de l'exploitation durant au moins huit ans conformément à l'article 2, § 1^{er}, du Règlement n° 807/2014, soit en tant que personne physique membre d'un groupement, soit en tant qu'administrateur délégué, gérant, ou associé-gérant d'une personne morale.

Concernant le point 1°, on entend par agriculteur à titre principal, l'agriculteur qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° retire de ses activités agricoles, touristiques, pédagogiques, artisanales exercées sur le site de l'exploitation considérée ou encore de ses activités forestières ou de ses activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques, un revenu annuel brut total imposable supérieur à cinquante pour-cent du montant de son revenu annuel global issu de l'ensemble de ses activités professionnelles;

2° à partir de l'installation, consacre moins de neuf cents heures sur douze mois aux activités professionnelles extérieures à l'exploitation.

§ 2. Pour bénéficier des aides à l'installation, le demandeur, personne physique, respecte à la date d'introduction de la demande d'aide, les conditions suivantes :

1° ne pas être âgé de plus de 40 ans;

2° être titulaire d'une qualification ou à défaut, d'une expérience suffisante;

3° avoir réalisé un stage de minimum 20 jours ouvrables en conformité avec les exigences du Code wallon de l'Agriculture ou en conformité avec l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 27 mai 1993 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels des personnes travaillant dans l'agriculture et leurs modifications postérieures.

Concernant le point 2°, le Ministre définit la qualification et l'expérience suffisante.

Art. 20. Si l'exploitation possède déjà une spéculation avicole ou porcine, l'investissement ne relève pas de la classe 1 au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Si le demandeur souhaite démarrer une spéculation avicole ou porcine, l'investissement ne relève pas de la classe 1 au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement dès le démarrage de l'activité.

Pour les élevages concernés par le taux de liaison au sol, le demandeur :

1° en cas de création, s'engage à respecter un taux de liaison au sol inférieur ou égal à un l'année de la demande et ne pas dépasser ce seuil durant les années suivantes;

2° en cas de reprise, respecte un taux de liaison au sol inférieur ou égal à un l'année de la demande et les années suivantes.

Le non respect des conditions du présent article est sanctionné conformément au chapitre 8.

Art. 21. Le jeune agriculteur qui s'installe en tant que gérant ou administrateur-délégué d'une personne morale ayant pour objet principal une activité agricole respecte les conditions visées à l'article 19, §§ 1^{er} et 2.

Section 4. — Pré-demande relative à la qualification du jeune agriculteur

Art. 22. Toute personne qui envisage de solliciter l'aide à l'installation peut introduire une pré-demande auprès de l'organisme payeur par le biais du formulaire mis à disposition par ce dernier.

La pré-demande sert à déterminer l'admissibilité relative à la qualification du jeune agriculteur.

La décision prise après examen de la pré-demande lie l'organisme payeur quant à la qualification du jeune agriculteur.

Art. 23. Lorsque la pré-demande est incomplète ou non conforme, l'organisme payeur transmet dans les dix jours ouvrables suivant la réception de la pré-demande un envoi confirmant l'irrecevabilité de la pré-demande et indiquant les éléments manquants à celle-ci pour être complète et conforme.

Lorsque la pré-demande est complète, l'organisme payeur transmet dans les dix jours ouvrables suivant la réception de la pré-demande un envoi notifiant l'admissibilité ou la non-admissibilité relative à la qualification du jeune agriculteur.

Art. 24. Toutefois, lorsque la non-admissibilité est liée à un manque d'expérience pratique, le demandeur qui dispose des qualifications suffisantes peut solliciter une audition auprès du Comité d'installation.

Le Comité d'installation peut lui demander de réaliser un stage supplémentaire pouvant aller jusqu'à 60 jours pour confirmer l'expérience suffisante du bénéficiaire potentiel de l'aide.

L'avis du Comité d'installation lie l'organisme payeur uniquement pour ce qui concerne l'expérience pratique.

Section 5. — Admissibilité de l'exploitation reprise ou créée

Art. 25. L'exploitation reprise ou créée respecte les conditions suivantes :

1° être en conformité avec les normes de capacité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage dans les vingt-quatre mois de l'installation;

2° respecter un seuil plancher de viabilité au début du plan d'entreprise;

3° être fonctionnelle au terme de la première année du plan d'entreprise;

4° ne pas dépasser le seuil plafond au début du plan d'entreprise;

5° atteindre un seuil de viabilité au terme du plan d'entreprise;

6° sa production brute standard au sens de l'article 5 du Règlement n° 1242/2008 de la Commission du 8 décembre 2008 portant établissement d'une typologie communautaire des exploitations agricoles respecte un seuil plancher et un seuil plafond définis par le Ministre.

La condition mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplie lorsque le demandeur possède une attestation de conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage délivrée en vertu de l'article R.198 du Code de l'Eau. La présomption de conformité établie par l'article R.198, § 4, du Code de l'Eau permet le traitement du dossier mais le paiement de l'aide est conditionné par l'obtention d'une attestation de conformité confirmant le respect des normes visées aux articles R194 à R197 du Code de l'Eau.

Sans préjudice de l'alinéa 2, le Ministre peut définir les critères permettant de considérer que les conditions mentionnées à l'alinéa 1^{er} sont remplies. Le Ministre est également habilité à définir des seuils différents selon l'activité poursuivie par l'exploitation.

Art. 26. Conformément à l'article 19, § 4, alinéa 3, du Règlement n° 1305/2013, l'aide à l'installation est limitée aux exploitations relevant de la définition communautaire des micro- et petites entreprises.

Section 6. — Aides et critères de sélection

Art. 27. § 1^{er}. L'aide à l'installation par reprise ou par création, d'un montant maximum cumulé de 70.000 euros, est constituée d'une subvention forfaitaire en capital équivalente à 70.000 euros.

L'aide à l'installation par reprise ou par création peut être constituée d'une garantie publique, si elle est demandée. La garantie publique est de septante-cinq pour-cent maximum accordée pour tous les emprunts portant sur des investissements admissibles et pour une durée maximale de dix ans.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er} est déduite d'un montant équivalent à l'équivalent-subvention brut ou à un montant dépassant le plafond prévu à l'article 18, § 7, alinéa 1^{er}, du Règlement n° 702/2014, lorsqu'une garantie publique est sollicitée par le bénéficiaire de l'aide et que la somme de l'aide à l'investissement et de l'équivalent subvention-brut dépasse ledit plafond.

L'équivalent-subvention de la garantie est soustrait du montant total des aides.

§ 2. L'aide mentionnée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est versée en deux tranches pour la reprise et en quatre tranches pour la création sur une période de cinq ans maximum. La dernière tranche est liquidée après vérification de l'atteinte des objectifs du plan d'entreprise et du seuil de viabilité visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, 5°.

Les deux tranches sont respectivement de 75 et de 25 pour-cent. Les quatre tranches sont de 25 pourcent chacune.

L'aide est versée au partenaire de type « producteur » mentionné à l'article 36, § 1^{er}.

Art. 28. Le jeune agriculteur qui obtient la cotation minimale, à l'ensemble des critères de sélection a droit aux aides à l'installation par reprise ou par création.

Le Ministre détermine la cotation minimale, la méthode de sélection, les critères de sélection et sollicite l'approbation du comité de suivi à cette fin, dans le cadre de la mise en œuvre du programme wallon de développement rural.

CHAPITRE IV. — Aides à l'investissement

Section 1^{re}. — Recevabilité de la demande

Art. 29. La demande d'aide à l'investissement est recevable si elle est envoyée au moyen du formulaire mis à disposition par l'organisme payeur.

Une demande d'aide est introduite pour un seul investissement. Plusieurs demandes peuvent être introduites dans la limite du plafond maximum d'aides pour la période de programmation 2014-2020 défini à l'article 45.

Art. 30. Un jeune agriculteur peut bénéficier simultanément d'une aide à l'installation et d'aides à l'investissement.

Section 2. — Délai de réalisation des investissements admissibles à l'aide

Art. 31. Dans le respect de l'article 5, § 2, aucun investissement immobilier au sens de l'article 11, § 3, alinéa 1^{er}, n'est commencé suivant les conditions énoncées à l'article 32, alinéa 1^{er}, avant la date de notification de la recevabilité de la demande d'aide à l'investissement.

Aucun investissement mobilier, au sens de l'article 11, § 3, alinéa 2, n'est réalisé avant la date de notification de la recevabilité de la demande d'aide à l'investissement.

Art. 32. § 1^{er}. Le commencement de l'investissement et la réalisation effective de l'investissement ont lieu au plus tard le 30 juin de l'année qui suit la date d'introduction.

La date de réalisation effective d'un investissement et la date de commencement de l'investissement correspondent à la date d'émission du premier justificatif. Les justificatifs admissibles sont :

- 1° la première facture d'acompte payée;
- 2° la première facture payée;
- 3° le compromis de vente signé et pour lequel un acompte a été payé;
- 4° l'acte notarié avec paiement.

Conformément à l'article 5, § 2, alinéa 4, les dates des pièces justificatives mentionnées à l'alinéa 2 sont antérieures à la date visée à l'alinéa 1^{er}.

Toutes les pièces justificatives relatives à un investissement sont introduites en même temps auprès de l'organisme payeur.

§ 2. La date du premier justificatif admissible payé est antérieure à la date limite de réalisation notifiée au demandeur. Les autres factures sont admissibles si elles sont établies dans un délai de deux ans à compter de la première facture payée.

Section 3. — Admissibilité du demandeur et de l'exploitation

Art. 33. Pour prétendre à l'aide à l'investissement, le demandeur, personne physique ou groupement de personnes physiques respecte, à la date d'introduction de la demande d'aide, les conditions suivantes :

- 1° prouver une qualification suffisante telle que celle requise pour l'aide à l'installation;
- 2° retirer un revenu annuel brut total imposable supérieur à trente-cinq pourcent du montant de son revenu annuel global issu de l'activité professionnelle défini à l'article 8 des activités :
 - a) agricoles exercées sur le site de l'exploitation considérée;
 - b) touristiques exercées sur le site de l'exploitation considérée;
 - c) pédagogiques exercées sur le site de l'exploitation considérée;
 - d) artisanales exercées sur le site de l'exploitation considérée;
 - e) forestières;
 - f) d'entretien de l'espace naturel dans la mesure où ces activités d'entretien bénéficient d'aides publiques;
- 3° consacrer moins de 1 170 heures par an aux activités professionnelles extérieures à l'exploitation;
- 4° être déclaré et en ordre de cotisation auprès d'une caisse d'assurances sociales, comme indépendant agriculteur à titre complémentaire ou principal;
- 5° prouver que l'exploitation respecte les normes de capacité de stockage des effluents d'élevage et un taux de liaison au sol inférieur ou égal à un;
- 6° prouver que le revenu des activités de l'exploitation avant investissement respecte un seuil plancher de viabilité et ne dépasse pas le plafond maximal;
- 7° atteindre un seuil de viabilité après investissement;
- 8° être un agriculteur actif au sens de l'article 9 du Règlement n° 1307/2013 tel qu'exécuté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs.

À défaut de la qualification visée au point 1°, posséder une expérience pratique équivalente à au moins dix ans soit à titre principal comme indépendant agriculteur ou horticulteur, ou aidant ou conjoint aidant, soit à temps plein comme salarié agricole ou salarié horticole.

L'expérience pratique est prouvée par les périodes d'affiliation à une caisse d'assurances sociales ou l'expérience professionnelle en tant qu'ouvrier ou salarié agricole prouvée par un contrat de travail.

La condition mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 5°, est remplie lorsque le demandeur possède une attestation de conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage délivrée en vertu de l'article R.198 du Code de l'Eau. La présomption de conformité établie par l'article R.198, § 4, ne s'applique pas.

Le Ministre définit le seuil plancher de viabilité et le plafond maximal mentionnés au point 6°.

Le Ministre définit le seuil de viabilité mentionné au point 7°.

Art. 34. Pour tout groupement de personnes physiques, au moins la moitié des agriculteurs composant ce groupement répondent aux conditions de l'article 33, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, et sont propriétaires d'au moins cinquante pour-cent du capital de l'exploitation, à l'exclusion des bâtiments et des terres, et d'au moins cinquante pour-cent de l'investissement pour lequel l'aide est sollicitée.

L'exploitation du groupement respecte les conditions de l'article 33, alinéa 1^{er}, 5° à 7°.

Le groupement respecte l'article 33, alinéa 1^{er}, 8°, les personnes physiques membres du groupement identifié au SIGeC signent la demande d'aide.

Art. 35. § 1^{er}. Au moins la moitié des associés gérants dans le cas d'une société agricole ou au moins la moitié des gérants ou administrateurs-délégués dans le cas d'une personne morale répondent aux conditions de l'article 33, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, et sont propriétaires d'au moins cinquante pour-cent des parts de la société.

§ 2. Pour pouvoir prétendre à l'aide à l'investissement, l'exploitation de la société agricole ou de la personne morale remplit les conditions de l'article 33, alinéa 1^{er}, 5 à 7°.

La société agricole ou la personne morale respecte les conditions énoncées à l'article 33, alinéa 1^{er}, 4° et 8°.

Les gérants de la société agricole identifiée au SIGeC, les gérants ou administrateurs délégués de la personne morale identifiée au SIGeC signent la demande d'aide.

Art. 36. § 1^{er}. Chaque type de partenaire de type producteur est identifié au SIGeC par un numéro de partenaire.

Un partenaire de type producteur est admissible si la majorité des personnes physiques qui le composent répond aux conditions de l'article 33, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, et sont propriétaires d'au moins cinquante pour-cent du capital de l'exploitation, à l'exclusion des bâtiments et des terres.

§ 2. Chaque type de partenaire de type coopérative est identifié au SIGeC par un numéro de partenaire.

Un partenaire de type coopérative est admissible s'il est composé d'une majorité de partenaires de type producteur admissibles qui sont propriétaires d'au moins cinquante pour-cent des parts de la coopérative. Un partenaire de type coopérative est composé d'un minimum de trois partenaires de type producteur.

Au sein d'un partenaire de type coopérative CUMA ou SCTC, les conditions d'admissibilité sont les suivantes :

1° l'identification au SIGeC;

2° la majorité des partenaires de type producteur lorsque la CUMA ou la SCTC est composée de moins de dix partenaires de type producteur;

3° six partenaires de type producteur lorsque la CUMA ou la SCTC est composée d'au moins dix partenaires de type producteur.

Art. 37. Pour pouvoir prétendre à l'aide, un demandeur de type CUMA :

1° a un objet social qui se rattache principalement, dans l'exploitation de ses partenaires, à l'utilisation en commun du matériel agricole nécessaire à l'activité agricole de ses partenaires;

2° est composée de partenaires de type producteur qui ne sont pas dans une autre CUMA ayant le même objet social;

3° prouve pour l'investissement l'utilisation collective par au moins trois partenaires de type producteur de la CUMA;

4° prouve pour l'investissement l'utilisation majoritairement au profit des partenaires de type producteur de la CUMA;

5° prouve que le revenu issu du calcul de viabilité est au moins de zéro euro pour la CUMA.

Art. 38. Pour pouvoir prétendre à l'aide, un demandeur de type SCTC :

1° a un objet social qui se rattache principalement à l'agriculture, l'horticulture ou à l'élevage et qui est destiné à favoriser l'amélioration et la rationalisation du traitement, de la transformation ou de la commercialisation des produits agricoles;

2° est composée de partenaires de type producteur qui ne sont pas dans une autre SCTC ayant le même objet social;

3° prouve pour l'investissement l'utilisation collective par au moins trois partenaires de type producteur de la SCTC;

4° prouve pour l'investissement l'utilisation majoritairement au profit des partenaires de type producteur de la SCTC;

5° prouve que le volume des produits agricoles transformé et commercialisés a été produit majoritairement dans les exploitations des partenaires de la SCTC;

6° prouve que le revenu issu du calcul de viabilité est au moins de zéro euro pour la SCTC.

Art. 39. Dans le respect des conditions de l'article 36, § 2, toutes les personnes physiques qui composent la majorité des partenaires de type producteur admissibles d'une CUMA ou d'une SCTC, ainsi que les personnes physiques qui composent les partenaires de type producteur justifiant l'investissement, signent la demande d'aide pour une CUMA ou une SCTC.

Art. 40. Si la défection d'un partenaire de la CUMA ou de la SCTC conduit au non respect des articles 36, 37 et 38, la CUMA ou la SCTC en informe l'organisme payeur et dispose de six mois à partir de la défection pour trouver un repreneur admissible.

Si, au terme de ce délai, les exigences de l'alinéa 1^{er} ne sont pas remplies, le paiement des aides est suspendu et les aides perçues sont recouvrées.

Section 4. — Investissements admissibles

Art. 41. Le Ministre peut définir les investissements admissibles pour un demandeur personne physique ou morale, une CUMA et une SCTC dans le respect des investissements admissibles mentionnés dans le programme wallon de développement rural.

Art. 42. Le Ministre peut ajouter dans la liste des investissements admissibles de l'article 41, des investissements matériels qui améliorent la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole pour autant que cette possibilité soit prévue dans le programme wallon de développement rural.

Art. 43. Le montant minimal et maximal de l'investissement admissible est défini par le Ministre dans le respect du programme wallon de développement rural.

Section 5. — Aides à l'investissement et critères de sélection

Art. 44. § 1^{er}. Les critères permettent la sélection des projets soumis dans la demande d'aide. La cotation des projets sélectionnés détermine le pourcentage d'aide à l'investissement.

Le Ministre détermine la cotation minimale, la méthode de sélection, les critères de sélection et sollicite l'approbation du comité de suivi à cette fin, dans le cadre de la mise en œuvre du programme wallon de développement rural.

§ 2. L'aide est constituée d'une subvention en capital équivalente au pourcentage d'aide avec un maximum de quarante pour-cent du montant de l'investissement admissible. La subvention en capital est versée en maximum deux tranches annuelles. La dernière tranche peut être versée avant la fin du délai de deux ans.

L'aide peut être constituée, d'une garantie publique si elle est demandée. La garantie publique peut être accordée pour tous les emprunts portant sur des investissements admissibles pour une durée maximale de dix ans.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er} est déduite d'un montant équivalent à l'équivalent-subvention brut ou à un montant dépassant 40 pourcent des montants des investissements admissibles conformément à l'article 14, § 12, *d*, du Règlement n° 702/2014, lorsqu'une garantie publique est sollicitée par le bénéficiaire de l'aide et que la somme de l'aide à l'investissement et de l'équivalent subvention-brut dépasse le seuil des 40 pourcent du montant de l'investissement admissible conformément à l'article 8, § 3, *b*, du Règlement n° 702/2014.

Le seuil des 40 pourcent des montants admissibles visés à l'alinéa 2 peut être majoré de 20 points de pourcentage lorsque le bénéficiaire est un jeune agriculteur ou qu'il s'est installé au cours des 5 années précédant la date de la demande d'aide conformément à l'article 14, § 13, *a*, du Règlement n° 702/2014.

§ 3. Pour les SCTC, l'aide visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est de 60 pourcents du montant déterminé en application des dispositions prises en vertu du paragraphe 1^{er}.

Art. 45. Sur la période de programmation 2014-2020, le Ministre définit le plafond cumulé des aides à l'investissement et des aides à la diversification non agricole accordées à un même bénéficiaire.

CHAPITRE V. — Aide à la diversification non agricole

Section 1^{re}. — Recevabilité de la demande, admissibilité du demandeur et de l'exploitation, niveaux d'aides et critères de sélection

Art. 46. Un demandeur peut également bénéficier d'aide à la diversification vers des activités non agricoles, ci-après aide à la diversification non agricole.

Les critères de recevabilité de la demande d'aide, les conditions d'admissibilité du demandeur, les conditions d'admissibilité de l'exploitation et les critères de sélection prévus au chapitre 4 s'appliquent à l'aide à la diversification non agricole.

Le Ministre définit le niveau d'aide relatif à la diversification non agricole.

Par dérogation à l'alinéa 2, une CUMA ou une SCTC n'obtient pas une aide à la diversification non agricole.

Section 2. — Admissibilité de l'activité de diversification non agricole en zone rurale

Art. 47. Sont admissibles à l'aide, les activités de diversification non agricoles suivantes :

- 1° les activités d'accueil sociale pédagogiques, artisanales et de tourisme rural;
- 2° la transformation ou la vente à la ferme d'une majorité de produits non agricoles issus de matières premières agricoles;
- 3° les activités de service en milieu rural.

Concernant l'activité touristique visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, celle-ci est reconnue par le Commissariat général au Tourisme ou par le Ministère de la Communauté germanophone en ce qui concerne les communes de langue allemande. L'aide à la diversification non-agricole porte sur le solde après déduction de toute autre aide.

Les produits non agricoles vendus visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, proviennent majoritairement de matières premières issues de l'exploitation agricole du demandeur.

Les activités de loisirs et sportives ne sont pas admissibles.

Le Ministre peut fixer une liste des investissements admissibles et non admissibles à l'aide à la diversification non agricole en zone rurale.

Section 3. — Admissibilité des investissements de diversification non-agricole

Art. 48. Les investissements dans la diversification non-agricole respectent les conditions relatives aux investissements reprises au chapitre II, à l'exception de l'article 11, § 1^{er}, et au chapitre VI, à l'exception des investissements des CUMA et des SCTC visés à l'article 41.

Pour être admissible, tout investissement pour lequel une aide est sollicitée est fonctionnel et justifié par son utilisation professionnelle raisonnable à des fins non agricoles. Afin d'apprécier l'utilisation professionnelle raisonnable à des fins non agricoles, l'organisme payeur tient au moins compte de la taille de l'infrastructure d'accueil social, touristique, pédagogique ou artisanal, de la taille de l'exploitation agricole, de la rentabilité économique de l'investissement, de la pertinence du lien avec l'activité de diversification non agricole développée.

CHAPITRE VI. — *Aide complémentaire à l'investissement dans la transformation et commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles, ainsi qu'à l'investissement pour les entreprises du secteur de la première transformation du bois*

Section 1^{re}. — Principe des aides complémentaires

Art. 49. L'aide à l'investissement dans la transformation et commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles est une aide européenne du Feader complémentaire et proportionnelle à une aide régionale à l'investissement.

L'aide régionale visée à l'alinéa 1^{er} est :

1° soit l'aide accordée aux entreprises par la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des entreprises;

2° soit l'aide accordée aux SCTC par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, représentée par l'organisme payeur.

Art. 50. L'aide à l'investissement pour les entreprises du secteur de la première transformation du bois est une aide européenne du Feader complémentaire et proportionnelle à une aide régionale à l'investissement.

Section 2. — Admissibilité du demandeur et recevabilité de la demande d'aide complémentaire

Art. 51. Pour prétendre au complément d'aide à l'investissement dans la transformation et commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles, le demandeur de type SCTC respecte, à la date d'introduction de la demande d'aide complémentaire, les conditions des articles 35, § 2, 38, 39 et 40, et a reçu une décision d'octroi d'aide à l'investissement de l'organisme payeur.

Pour prétendre au complément d'aide à l'investissement dans la transformation et commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles, le demandeur de type P.M.E. ou de type grande entreprise démontre qu'à la date d'introduction de la demande d'aide complémentaire, il respecte les conditions d'accès aux aides du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises et qu'il a reçu une décision d'octroi d'aide à l'investissement auprès de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche.

Art. 52. Pour prétendre au complément d'aide à l'investissement pour les entreprises du secteur de la première transformation du bois, le demandeur de type P.M.E. démontre que, à la date d'introduction de la demande d'aide complémentaire, il respecte les conditions d'accès aux aides du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises et qu'il a reçu un avis de décision d'octroi d'aide à l'investissement auprès de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche.

Art. 53. L'organisme payeur définit la forme des demandes d'aide complémentaire.

Dans les dix jours ouvrables suivant la réception de la demande d'aide complémentaire, l'organisme payeur notifie par envoi au demandeur soit :

1° la recevabilité de la demande d'aide complémentaire lorsque celle-ci est considérée comme complète et conforme;

2° l'irrecevabilité de la demande d'aide complémentaire lorsque celle-ci est incomplète ou non conforme.

Dans le cas visé au point 2°, l'envoi indique les éléments manquants à la demande pour être complète et conforme.

Section 3. — Admissibilité de la demande et octroi de l'aide complémentaire

Art. 54. Après la notification de la recevabilité, l'organisme payeur peut requérir des documents ou des informations complémentaires auprès du demandeur. La demande d'aide complémentaire peut être considéré comme non admissible si l'entière des documents et des informations n'est pas réceptionnée par l'organisme payeur dans un délai de quinze jours.

Art. 55. § 1^{er}. L'organisme payeur notifie la décision au demandeur par tout moyen conférant une date certaine au sens de l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture.

La décision d'octroi d'une aide visée au présent chapitre précise :

1° la description des investissements;

2° le montant admissible total des investissements;

3° le montant de l'aide octroyée;

4° la période de réalisation de l'investissement;

5° les conditions éventuelles à respecter;

6° les pièces à présenter comme justificatifs de la réalisation des investissements.

§ 2. Le paiement des aides est établi sur base de la présentation des pièces justificatives.

Les pièces à présenter comme justificatifs sont admissibles si elles permettent d'identifier clairement les dépenses pour la réalisation de l'investissement. Les factures sont admissibles uniquement si elles sont accompagnées de preuves de paiement.

En cas de pièces justificatives insuffisantes ou en cas de valeur non probante des pièces, elles sont considérées comme non admissibles.

§ 3. Les dates de factures payées sont comprises dans la période de réalisation de l'investissement fixée dans la décision d'octroi.

Art. 56. La demande d'aide complémentaire est recevable si le demandeur respecte les conditions suivantes :

1° avoir obtenu une décision d'octroi de l'aide régionale visée aux articles 49 et 50;

2° disposer d'une adresse de correspondance en Belgique et investir en Région wallonne;

3° gérer de manière autonome à son profit et pour son compte son entreprise;

4° être identifié auprès de l'organisme payeur au SIGeC par son numéro de partenaire.

La demande d'aide complémentaire à l'investissement dans la transformation et commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles relève d'une activité dans un des secteurs suivants : la transformation, le conditionnement et le stockage de produits issus de l'agriculture.

Art. 57. La demande d'aide complémentaire à l'investissement pour les entreprises du secteur de la première transformation du bois relève d'une activité dans le secteur de l'exploitation forestière.

Section 4. — Admissibilité des investissements

Art. 58. § 1^{er}. Pour être admissible, tout investissement pour lequel une aide complémentaire est sollicitée est fonctionnel et est justifié par son utilisation professionnelle raisonnable. Afin d'apprécier l'utilisation professionnelle raisonnable, l'organisme payeur tient compte de la taille de l'entreprise, de l'évolution technologique, de la rentabilité économique de l'investissement, de la pertinence du lien avec l'activité.

§ 2. Pour les SCTC, seuls les investissements en Région wallonne sont admissibles.

Le Ministre fixe une liste des investissements admissibles et non admissibles pour les SCTC.

§ 3. Pour les entreprises des secteurs liés aux produits agricoles et au secteur du bois, seuls les investissements réalisés dans les unités d'établissement situées en Région wallonne sont admissibles.

Le Ministre fixe une liste des investissements admissibles et non admissibles pour les entreprises des secteurs liés aux produits agricoles et au secteur du bois.

Section 5. — Niveau d'aide complémentaire

Art. 59. L'aide complémentaire est calculée de la façon suivante :

1° pour les SCTC : l'aide est au maximum de 40 pourcents du montant déterminé en application des dispositions prises en vertu du 44, § 1^{er} ;

2° pour les entreprises des secteurs liés aux produits agricoles et au secteur du bois : la participation régionale est calculée comme prévu par la législation régionale en pourcentage du montant de l'investissement.

Concernant le point 2°, à cette participation régionale, il est ajouté au titre du cofinancement européen, un montant complémentaire égal à deux tiers de l'intervention régionale calculée sur le montant des investissements admissibles visés aux articles 58, § 3, et 60.

Art. 60. La valeur de l'aide publique totale ne dépasse pas 40 pourcents du coût admissible de l'investissement.

Art. 61. Le Ministre fixe le montant maximal de l'aide complémentaire accordée à un même bénéficiaire sur la période de programmation 2014-2020.

CHAPITRE VII. — Garantie

Section 1^{re}. — Agrément des organismes de crédit

Art. 62. En application de l'article D.248 du Code wallon de l'Agriculture, le Ministre peut agréer les organismes de crédit pour lesquels une garantie publique peut être octroyée selon les conditions énoncées à la section 2.

Art. 63. Pour être agréé, l'organisme de crédit :

1° est agréé conformément à la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

2° dispose d'une structure de gestion adéquate pour le traitement des demandes de crédit des agriculteurs;

3° dispose en permanence au moins d'une personne de contact liée aux garanties octroyées en vertu du présent chapitre;

4° s'engage à travailler et à utiliser les formulaires et outils de gestion mis à disposition pour le traitement des garanties publiques par l'organisme payeur;

5° s'engage à respecter les délais repris aux articles 73 et 74;

6° signe avec le Ministre une convention sur les garanties.

Art. 64. Conformément à l'article D.8, 3°, du Code wallon de l'Agriculture, les organismes de crédit agréés sont contrôlés quant au respect des critères précisés à l'article 63.

Section 2. — Octroi de la garantie

Art. 65. § 1^{er}. L'organisme payeur peut accorder des garanties publiques selon les modalités reprises aux articles 65 à 70, et dans les cas visés aux paragraphes 3 et 7.

La garantie publique est uniquement accordée pour un investissement tel que mentionné à l'article 1^{er}, 10°, et pour les premières installations, pour lesquels un prêt est demandé auprès d'un organisme de crédit agréé. Elle complète les sûretés constituées par le demandeur de crédit et ne peut pas couvrir plus de 75 pourcents de la tranche du crédit prélevé et utilisé pour le financement d'investissements admissibles à l'intervention de l'organisme payeur.

§ 2. Le montant pris en compte du crédit sur lequel porte la garantie ne dépasse pas le montant de 500.000 euros pour les aides à l'installation, et de 400.000 euros pour les aides à l'investissement.

§ 3. Conformément à l'article 18 du Règlement n° 702/2014, la garantie est octroyée pour un prêt servant au financement de l'installation des jeunes agriculteurs par reprise ou par création.

Le projet d'installation du jeune agriculteur par reprise ou par création respecte les dispositions du chapitre 3 et celles prises en vertu de celles-ci.

Conformément à l'article 18, § 2, alinéa 4, du Règlement n° 702/2014, la garantie est uniquement octroyée lorsque le bénéficiaire est une micro ou petite entreprise au sens de ce Règlement n° 702/2014, annexe 1^{re}, article 2.

§ 4. Pour des investissements, pour une même exploitation agricole au sens de l'article D.3, 15° du Code, le montant total des garanties octroyées ne dépasse pas le montant de 750.000 euros sur l'ensemble des dossiers d'aides octroyés.

Le montant pris en considération est l'encours du capital garanti.

§ 5. La garantie publique est octroyée uniquement pour sûreté des engagements d'emprunteurs résultants d'emprunts en euros.

La garantie publique couvre :

- 1° le capital garanti ou son solde calculé conformément à la convention sur les garanties;
- 2° le solde en intérêts calculé conformément à la convention, au prorata du solde en capital restant garanti;
- 3° les intérêts générés par le solde en capital garanti après dénonciation au taux légal à la date de dénonciation au prorata du solde en capital restant garanti;
- 4° les accessoires, recouvrables à charge de l'emprunteur, au prorata du solde en capital restant garanti.

La durée maximale de la garantie se limite à dix ans. L'organisme de crédit et l'emprunteur peuvent convenir d'un crédit dont le terme dépasse la durée de la garantie publique.

§ 6. La garantie n'est pas octroyée lorsque :

- 1° la garantie sollicitée ne rentre pas dans le champ d'application prévue à l'article 1^{er} du Règlement n° 702/2014;
- 2° le bénéficiaire est une grande entreprise, conformément à l'article 2, § 26, du Règlement n° 702/2014;
- 3° la qualité du crédit correspond à la catégorie "la capacité de paiement est tributaire du maintien de conditions favorables" ou à la catégorie "en défaillance ou proche de la défaillance".

Afin de vérifier la condition prévue au 3°, le Ministre établit un tableau de correspondance de la qualité du crédit.

§ 7. Conformément à l'article 14 du Règlement n° 702/2014, la garantie est octroyée pour un prêt servant au financement d'un investissement en immobilisation corporelles ou incorporelles dans les exploitations agricoles liées à la production agricole primaire.

Le projet d'investissement respecte les dispositions du chapitre 4 et les dispositions prises en vertu d'une disposition du chapitre IV.

La garantie n'est pas octroyée lorsque le projet d'investissement n'a pas pour objectif l'un des objectifs cités à l'article 14, § 3, du Règlement n° 702/2014.

La garantie n'est pas octroyée lorsque le projet d'investissement :

- 1° consiste dans un projet d'irrigation visé à l'article 14, § 8, du Règlement n° 702/2014;
- 2° consiste en l'une des opérations visées à l'article 14, §§ 7 et 9, du Règlement n° 702/2014;
- 3° contrevient à une interdiction ou une restriction prévue par le Règlement n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, même lorsque ces interdictions et restrictions ne concernent que le soutien de l'Union prévu dans ledit règlement, conformément à l'article 14, § 10, du Règlement n° 702/2014;
- 4° couvre des coûts différents de ceux prévus par l'article 14, § 6, du Règlement 702/2014;
- 5° peut être lié à la production, dans l'exploitation agricole, de biocarburants ou d'énergie à partir de sources renouvelables et ne respecte pas les conditions prévues à l'article 14, § 5, du Règlement n° 702/2014.

Art. 66. La demande de garantie de l'agriculteur est introduite par l'organisme de crédit agréé mandaté pour ce faire.

L'organisme de crédit agréé introduit la demande en garantie publique auprès de l'organisme payeur selon les modalités fixées par l'organisme payeur.

La demande en garantie comporte au moins les données suivantes :

- 1° l'identification du demandeur et de l'organisme de crédit;
- 2° le montant, le but, le taux d'intérêt, la durée et d'autres conditions contractuelles de la convention;
- 3° un aperçu des autres sûretés pour garantir la convention de financement auquel la garantie est accordée;
- 4° la durée et le pourcentage de la garantie sollicitée.

La demande en garantie est accompagnée d'une déclaration signée par le demandeur qui :

- 1° confirme qu'il demande la garantie et mandate l'organisme de crédit pour introduire la demande;
- 2° mentionne le nom, le prénom ou la dénomination sociale du demandeur;
- 3° mentionne la taille du demandeur, exprimé en micro, petite, moyenne ou grande entreprise conformément à l'article 2, 2° et 26°, du Règlement n° 702/2014;
- 4° mentionne la description du projet financé par le prêt pour lequel la garantie est demandée, mentionnant les dates de début et de fin;
- 5° mentionne la localisation du projet financé par le prêt pour lequel la garantie est demandée;
- 6° mentionne la description et quantification des coûts garantis par le prêt pour lequel la garantie est demandée, ventilée conformément à l'article 65, § 5, alinéa 2, 1° à 4°;
- 7° mentionne que l'aide demandée consiste en une garantie du prêt;
- 8° mentionne le montant de l'équivalent-subvention calculé conformément à l'article 71;
- 9° consent à ce que soit communiquée à l'organisme payeur toute la documentation nécessaire à l'examen de sa demande;
- 10° atteste avoir donné connaissance à l'organisme de crédit de tous les éléments tant actifs que passifs de son patrimoine;
- 11° certifie qu'il n'a pas introduit et qu'il n'introduit pas d'autre demande d'intervention de garantie publique portant sur le même objet.

Le bénéficiaire conserve une copie de la déclaration visée à l'alinéa 4.

Art. 67. L'organisme payeur traite le dossier. Il examine des demandes en garantie et l'appel de la garantie. L'organisme payeur peut recueillir des informations complémentaires pour l'examen auprès du demandeur, ou de l'organisme de crédit dans le respect de l'article D.36 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 68. § 1^{er}. L'organisme payeur est compétent pour octroyer la garantie si l'investissement, objet du crédit, est admissible à l'aide, et si le demandeur démontre la viabilité de son exploitation.

L'organisme payeur notifie sa décision dans les nonante jours de la réception de la demande de garantie.

§ 2. La garantie entre en vigueur au plus tôt le jour où les sommes faisant l'objet du crédit sont partiellement ou totalement prélevées.

Art. 69. L'organisme de crédit :

1° demande à l'organisme payeur l'approbation du maintien de l'aide en garantie pour toute modification du plan de remboursement par rapport à la décision initiale;

2° communique à l'organisme payeur, pendant toute la durée de l'aide et dès qu'il en a connaissance, tout manquement de l'emprunteur à ses obligations légales, réglementaires ou conventionnelles afférentes à l'octroi du crédit ou à l'intervention de l'organisme payeur;

3° fournit une copie des dossiers, des comptes et des documents relatifs aux crédits qui font l'objet d'une intervention de la garantie publique en cas de demande de l'organisme payeur;

4° justifie, à la première demande de l'organisme payeur ou du Ministre, de sa gestion des crédits et de la réalisation des biens de l'emprunteur et des sûretés apportées et communique à l'organisme payeur ou au Ministre tout document utile à cet effet.

Art. 70. La garantie publique est diminuée de plein droit à chaque échéance en garantie d'un montant égal au montant du capital garanti divisé par le nombre d'échéances en capital fixées pour la garantie suivant des modalités définies dans la convention.

Si une fixation plus adéquate des échéances le justifie, la garantie peut prendre fin à une autre date à fixer dans les douze mois précédant ou suivant la date d'expiration que celle initialement prévue si le délai de garantie ainsi modifié ne dépasse pas dix ans.

Art. 71. L'équivalent-subvention brut visé à l'article 5 du Règlement n° 702/2014 est calculé selon la formule définie par le Ministre.

Section 3. — Constat d'arriérés de paiement

Art. 72. Lorsque l'emprunteur bénéficiant de la garantie publique ne s'acquitte pas de son obligation, pour le crédit consenti, de payer l'amortissement en capital ou les intérêts au plus tard six mois après l'échéance fixée, l'organisme de crédit soumet à l'organisme payeur avant la fin du septième mois, un constat mentionnant l'origine des difficultés de l'emprunteur ainsi que sa situation financière.

Toute échéance impayée est couverte par la garantie publique si elle a fait l'objet d'un constat visé au paragraphe 1^{er}. Toute échéance n'ayant pas fait l'objet d'un constat visé au paragraphe 1^{er} est, pour la détermination de la garantie publique, réputée payée intégralement.

Si dans un délai d'un an suivant le constat, l'organisme de crédit ne réitère pas un nouveau constat ou ne dénonce pas le crédit, le constat d'arriérés de paiement est présumé n'avoir jamais existé.

Section 4. — Appel à la garantie

Art. 73. § 1^{er}. L'organisme de crédit peut appeler la garantie s'il a formellement mis en demeure le demandeur sur la base des dispositions du contrat de crédit et s'il a déclaré exigible le financement octroyé.

Dans les trois cent soixante cinq jours de la dénonciation du crédit, l'organisme de crédit communique l'appel à garantie par un envoi ayant date certaine au sens des articles D.15 et D.16 du Code wallon de l'Agriculture à l'organisme payeur. Cette communication comprend une proposition pour la mise en paiement provisoire de la garantie, compte tenu du pourcentage de garantie, en attendant la clôture du dossier après la réalisation de toutes les sûretés accordées au contrat de crédit.

§ 2. La proposition de paiement provisoire contient :

1° la motivation de la dénonciation;

2° le montant à recouvrer du contrat de crédit en capital et intérêts à la date de la dénonciation;

3° une appréciation des sûretés réelles à l'aide d'un rapport d'évaluation, établi par un expert indépendant;

4° une appréciation des sûretés personnelles;

5° une proposition de décompte qui tient compte des réalisations escomptées;

6° le numéro de compte auquel le montant est versé.

§ 3. L'organisme payeur examine la proposition de paiement provisoire et peut exécuter le paiement provisoire lorsque l'établissement de crédit a respecté les conditions contractuelles de l'emprunt et de la convention sur les garanties dans les limites du budget disponible.

§ 4. L'organisme payeur peut imposer à l'organisme de crédit d'établir une proposition de décompte intermédiaire après la réalisation d'une ou plusieurs sûretés.

Art. 74. § 1^{er}. L'organisme de crédit introduit une demande de décompte final et de clôture du dossier au plus tard nonante jours après soit :

1° la réalisation de toutes les sûretés;

2° la clôture de la faillite;

3° la clôture d'un règlement collectif de dettes;

4° un paiement définitif convenu avec l'organisme payeur après la réalisation des sûretés réelles et personnelles.

En cas de demande de décompte final et de clôture du dossier après la réalisation de toutes les sûretés, ou après la clôture de la faillite ou du règlement collectif de dettes, la demande comprend les éléments définis dans la convention.

§ 2. L'organisme de crédit ne propose pas la clôture du dossier avant la réalisation de toutes les sûretés sauf si un paiement définitif est convenu avec l'organisme payeur après la réalisation ou non des sûretés réelles et personnelles.

Art. 75. Lorsque les paiements provisoires ou intermédiaires dépassent le montant à payer par l'organisme payeur au moment de la clôture du dossier, l'organisme de crédit rembourse la différence à l'organisme payeur. Lorsque les paiements provisoires ou intermédiaires sont inférieurs au montant à payer par l'organisme payeur au moment de la clôture du dossier, l'organisme payeur transmet le solde à l'organisme de crédit. Le cas échéant, aucun intérêt n'est dû, ni par l'organisme de crédit, ni par l'organisme payeur.

Art. 76. La mise en paiement de la garantie et tout paiement qui s'ensuit, ne libèrent pas le demandeur envers l'organisme de crédit de l'exécution de ses obligations contractuelles, découlant de la convention de financement pour le montant non garanti.

Quand la garantie publique est payée, l'organisme de crédit renonce au solde de la partie de créance garantie qu'elle a encore vis-à-vis de l'emprunteur. Les éventuelles sommes récupérées après le paiement définitif de la garantie publique par l'organisme de crédit sont affectées proportionnellement au remboursement du solde garanti et non garanti du prêt.

Art. 77. L'organisme payeur peut, en cas de faute ou de négligence de l'organisme de crédit dans la gestion d'un crédit garanti, ainsi que le cas échéant dans la réalisation des biens de l'emprunteur ou des autres sûretés apportées, réduire l'exécution de la garantie à concurrence du préjudice qui en résulterait ou en cas de faute grave de l'organisme de crédit retirer la garantie.

Les organismes de crédit peuvent introduire un recours auprès du Ministre dans les formes et délais conformément aux articles D.17, D.18 et D.257 du Code wallon de l'Agriculture. Le recours est accompagné des documents justificatifs sous peine d'irrecevabilité.

CHAPITRE VIII. — Contrôles et sanctions

Section 1^{re}. — Contrôle de la pérennité de l'installation, de la conservation et de l'affectation de l'investissement

Art. 78. Dans le cas de l'aide à l'installation, le jeune agriculteur respecte les conditions visées à l'article 19, § 1^{er}, pendant une période de cinq ans après la date du dernier paiement d'aide au bénéficiaire avec un minimum de huit ans suivant la date de l'installation effective.

Art. 79. La vente, la mise en location, la mise à disposition gratuite ayant pour but ou pour effet de détourner l'investissement de l'objectif fixé dans la demande d'aide autorise l'organisme payeur à procéder au recouvrement de tout ou partie des aides versées en faveur de l'investissement concerné.

Art. 80. Le bénéficiaire de l'aide qui souhaite modifier l'affectation ou l'utilisation d'un investissement bénéficiant ou ayant bénéficié d'une aide en informe préalablement l'organisme payeur.

Le bénéficiaire indique la nouvelle affectation ou l'utilisation de l'investissement, et motive le changement. Les modifications d'affectation ou d'utilisation des investissements sont soumises à l'approbation préalable de l'organisme payeur.

L'organisme payeur accepte un changement d'affectation si celle-ci respecte les conditions du présent arrêté. En cas de changement d'affectation non autorisé, l'organisme payeur recouvre tout ou partie des aides versées en faveur de l'investissement concerné.

Art. 81. Le bénéficiaire de l'aide fournit à l'organisme payeur toutes les informations et documents nécessaires pour lui permettre de vérifier la présence de l'investissement et la bonne affectation des aides concernées.

En cas de refus de fournir les informations nécessaires au contrôle ou en cas d'absence de documents probants, le bénéficiaire d'aides rembourse les aides à concurrence de la partie non justifiée.

Section 2. — Contrôle du suivi du plan d'entreprise

Art. 82. Le bénéficiaire des aides à l'installation effectue un relevé annuel des indicateurs de résultats prévus dans son plan d'entreprise et y inscrit ses observations. Il peut faire appel à un consultant pour la rédaction de ce relevé.

Pour les installations effectives réalisées au premier semestre d'une année civile, le bénéficiaire établit un premier relevé annuel pour l'année "n+1", "n" étant l'année d'installation effective.

Pour les installations effectives réalisées au second semestre d'une année civile, le bénéficiaire établit un premier relevé annuel à pour l'année "n+2", "n" étant l'année d'installation effective.

Le second relevé annuel est établi l'année suivant celle du premier relevé.

Au terme du plan d'entreprise, le bénéficiaire transmet à l'organisme payeur un rapport final de suivi portant sur chacune des années du plan d'entreprise. Celui-ci permet d'évaluer la mise en œuvre globale du plan d'entreprise.

L'organisme payeur fixe les modèles du relevé annuel et du rapport de suivi.

L'organisme payeur évalue le suivi et les résultats des relevés ainsi que de la mise en œuvre globale du plan d'entreprise.

Section 3. — Contrôles divers

Art. 83. A la demande de l'organisme payeur, le CUMA et le SCTC transmettent le rapport de leur assemblée générale annuelle. Pour le CUMA, le rapport est contresigné par tous les membres. Le rapport présente au moins les activités, les comptes et la répartition de l'utilisation du matériel entre les membres. A défaut de rapport, les aides prévues sont suspendues et le bénéficiaire d'aides rembourse les aides perçues à concurrence de la partie non justifiée.

Section 4. — Sanctions

Art. 84. § 1^{er}. Conformément à l'article 35 du Règlement n° 640/2014, le non respect des dispositions entraîne l'arrêt des aides et, le cas échéant, un remboursement de tout ou partie des aides déjà perçues en fonction de la gravité, de l'étendue, de la durée et de la répétition du cas de non-conformité.

§ 2. Le remboursement proportionnel s'applique dans les cas de non respect de la conservation de l'investissement, dans les cas non autorisés de changement d'affectation de l'investissement et dans les cas de non-respect temporaires des critères d'engagement. Ce remboursement est proportionnel à la durée du non-respect. Par tranche annuelle entamée de non-respect, le taux de recouvrement est d'un septième du total des aides concernées dans le cas de l'aide à l'investissement et à l'investissement dans la diversification non agricole, et d'un huitième, dans le cas de l'aide à l'installation.

Un remboursement total de l'aide est dû lorsqu'il est établi que :

- 1° le bénéficiaire a fourni des faux éléments de preuve aux fins de recevoir l'aide;
- 2° le bénéficiaire ne respecte pas les critères d'admissibilité à l'aide sur l'entièreté de son engagement;
- 3° le bénéficiaire ne respecte pas les indicateurs de résultats visés aux articles 16, alinéa 1^{er}, 6°, et 82 sur l'entièreté de l'engagement.

Conformément à l'article 4 du Règlement n° 640/2014, aucun remboursement n'est exigé dans les cas de force majeure et de circonstances exceptionnelles tels que visés à l'article 91.

Art. 85. Outre le refus, le retrait et l'exclusion de l'aide prévue à l'article 35, § 6, du Règlement n° 640/2014, lorsqu'il est établi que le demandeur a fourni de faux éléments de preuve aux fins de recevoir l'aide, il est poursuivi pour avoir commis l'infraction prévue à l'article D.396, 3°, du Code wallon de l'Agriculture. A défaut pour le bénéficiaire de l'aide de fournir le rapport final de suivi de plan d'entreprise visé à l'article 82, l'organisme payeur ne liquide pas la dernière tranche encore à percevoir et peut procéder au recouvrement ou à la compensation des aides perçues en tout ou en partie par le bénéficiaire.

Art. 86. En cas d'indicateur de résultats en deçà des objectifs fixés dans le plan d'entreprise, le bénéficiaire justifie sa situation et présente les nouvelles mesures mises en œuvre pour répondre à la situation.

En cas de non-respect de l'article 82, l'organisme payeur ne liquide pas le paiement de la dernière tranche au sens de l'article 19, § 5, du Règlement n° 1305/2013 encore à percevoir et procède au recouvrement ou à la compensation des aides déjà perçues en tout ou en partie.

En cas de refus de fournir les informations nécessaires au contrôle de la qualité et des résultats des relevés ainsi que de la mise en œuvre globale du plan d'entreprise ou en cas d'absence de documents probants, le bénéficiaire d'aides rembourse les aides à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 87. Conformément à l'article 60 du Règlement n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil, ci-après le Règlement n° 1306/2013, aucune des aides prévues par le présent arrêté n'est accordé en faveur des personnes physiques ou morales, qui ont créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

Art. 88. Les infractions au présent arrêté sont contrôlées et recherchées conformément au titre 13 du Code wallon de l'Agriculture.

Section 5. — Procédure de recouvrement

Art. 89. L'organisme payeur notifie au bénéficiaire qu'il procède au recouvrement de l'aide avant de procéder effectivement à cette récupération.

Art. 90. Les aides sont recouvrées conformément aux articles D.258 à D.260 du Code wallon de l'Agriculture.

CHAPITRE IX. — Cas de force majeure et circonstances exceptionnelles

Art. 91. Conformément à l'article 2, § 2, du Règlement (UE) n° 1306/2013 les cas de force majeure sont au minimum un des cas suivants :

- 1° le décès du bénéficiaire;
- 2° l'incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire;
- 3° une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante l'exploitation;
- 4° la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;
- 5° une épizootie ou une maladie des végétaux affectant tout ou partie du cheptel ou du capital végétal de l'agriculteur;
- 6° l'expropriation de la totalité ou d'une grande partie de l'exploitation pour autant que cette expropriation n'ait pu être anticipée le jour de l'introduction de la demande d'aide.

Le Ministre peut définir les circonstances exceptionnelles reconnues au sens de l'article 2, § 2, du Règlement n° 1306/2013.

Art. 92. Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles de l'article 91, 1° et 2°, s'appliquent uniquement pour conserver des aides acquises. Ils ne s'appliquent pas pour bénéficier d'un nouvel octroi d'aide dans le chef d'un tiers au bénéficiaire qui ne remplirait pas les critères d'admissibilité.

Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles sont prouvés par des justificatifs probants transmis dans le délai prévu à l'article 4, § 2, du Règlement n° 640/2014.

CHAPITRE X. — Dispositions générales

Art. 93. Les montants visés au présent arrêté s'entendent hors T.V.A. ou hors toutes autres formes de taxes.

Art. 94. Les aides sont versées aux agriculteurs dans la limite des crédits budgétaires disponibles. En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les demandes d'aides ne sont plus admises à partir de la date de sa décision.

Art. 95. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides s'engage à ne pas solliciter et à reconnaître qu'il n'a pas sollicité et ne sollicitera pas auprès de la Région wallonne d'autres aides, sous forme de subvention-intérêt, subside ou prime quelconque pour tous les investissements du présent arrêté qui aurait comme effet un dépassement du niveau des aides fixées par l'annexe II du Règlement n° 1305/2013.

Tout dépassement du niveau des aides fixées par l'annexe 2 du Règlement n° 1305/2013 est recouvert.

Art. 96. En application de l'article D.254, § 1^{er}, du Code wallon de l'Agriculture, le responsable de l'organisme payeur, ou en cas d'empêchement le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour approuver et liquider les dépenses relatives aux aides prévues.

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 97. Les demandes d'aides introduites en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture restent soumises aux dispositions de cet arrêté.

Art. 98. Pour des subventions-intérêt accordées sous de précédentes réglementations, le paiement de la subvention-intérêt est suspendu dès lors qu'il est fait appel à l'exécution de la garantie.

Toutefois, le suivi des plans de développement relatifs à des demandes visées à l'alinéa 1^{er} est soumis aux articles 82 et 85. Un relevé annuel est établi chaque année de la durée du plan.

Art. 99. L'exception des articles 31, § 1^{er}, 32, 35, 36, 68 à 75, 76bis à 76quater, et de son annexe 1^{re}, l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs est abrogé.

Art. 100. Les demandes d'aides introduites en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 relatif aux investissements dans le secteur agricole restent soumises aux dispositions de cet arrêté.

Toutefois, le suivi des plans de développement et des plans d'investissements relatif à des demandes d'aides visées à l'alinéa 1^{er} est soumis aux articles 82 et 85 du présent arrêté. Un relevé annuel au sens de l'article 82 est établi chaque année de la durée du plan.

Toutefois, le bénéficiaire renonçant à l'aide visée à l'article 36 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 relatif aux investissements dans le secteur agricole n'est pas tenu de réaliser un rapport final de suivi. Néanmoins, il envoie à l'organisme payeur les comptabilités de gestion et, le cas échéant, les taux de liaison au sol couvrant les années de la durée du plan.

Art. 101. Les personnes ayant reçu l'octroi d'une aide dans le cadre d'une première phase pour une installation sous l'égide des articles 22 à 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 et des articles 22 à 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007, peuvent se voir octroyer une aide pour une seconde phase conformément aux articles 22 à 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 et aux articles 22 à 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007, pour autant que l'investissement liée à cette seconde phase soit réalisé avant le 31 décembre 2016.

La seconde phase est versée sous forme d'une subvention-capital de 40 pourcents sur les 100 premiers mille euros repris et d'une subvention-capital de 15 pourcents sur les 200 derniers mille euros.

Art. 102. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2013 organisant un régime transitoire des aides aux investissements dans le secteur agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 juillet 2015 est abrogé.

§ 2. Le modèle T visé à l'article 1^{er}, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2013 organisant un régime transitoire des aides aux investissements dans le secteur agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, introduits en application de cet arrêté, reste soumis aux dispositions de cet arrêté.

Toutefois, le suivi des plans de développement et des plans d'investissements relatif à des demandes d'aides visées à l'alinéa 1^{er} est soumis aux articles 82 et 85 du présent arrêté. Un relevé annuel au sens de l'article 82 est établi chaque année de la durée du plan.

Art. 103. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2015.

Art. 104. Le présent arrêté cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, il reste en vigueur pour les dossiers qui ont obtenu une décision favorable de recevabilité avant le 31 décembre 2020.

Art. 105. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204764]

**10. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung
über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsregeln zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1310/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit bestimmten Übergangsvorschriften betreffend die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates betreffend die finanziellen Ressourcen und ihre Verteilung im Jahr 2014 sowie zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates und der Verordnungen (EU) Nr. 1307/2013, (EU) Nr. 1306/2013 und (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich ihrer Anwendung im Jahr 2014;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft, Artikel D.4, D.6, D.242, D.243, D.245 bis D.248 und D.254 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2013 zur Einführung einer Übergangsregelung auf dem Gebiet der Beihilfen für Investitionen im Agrarsektor und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 2. April 2015;

Aufgrund der am 23. April 2015 und 18. Juni 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 27. März 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. April 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 26. August 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.864/2/V des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Gewährung der öffentlichen Bürgschaft eine freigestellte staatliche Beihilfe darstellt in Anwendung der im *Amtsblatt der Europäischen Union* vom 1. Juli 2014 unter der Referenz "ABl. L 193 vom 1.7.2014, S. 1-75" veröffentlichten Verordnung Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, insbesondere in Anwendung des Kapitels I und der Artikel 14 und 18;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Begleitausschuss: der gemäß Artikel 47 der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates, nachstehend "die Verordnung Nr. 1303/2013" genannt, eingesetzte Begleitausschuss;

2° Vereinbarung über die Bürgschaften: die zwischen einer Kreditanstalt und dem Minister abgeschlossene Vereinbarung zur Festlegung der Verwaltungsmodalitäten der gemäß dem vorliegenden Erlass gewährten Bürgschaft;

3° Gerätenutzungsgesellschaft ("CUMA"): die gemäß Artikel 2 § 2 Vierter Gedankenstrich des Gesetzbuches über die Gesellschaften gegründete Genossenschaft, die folgende Bedingungen erfüllt:

a) ihr Gesellschaftszweck bezieht sich hauptsächlich auf die gemeinsame Nutzung der für die landwirtschaftliche Aktivität ihrer Mitglieder notwendigen Landmaschinen innerhalb des Betriebs dieser Mitglieder;

b) die Mehrheit der Mitglieder der Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") sind Partner des "Erzeuger"-Typs, die für die Beihilfe in Betracht kommen, bei einer Mindestanzahl von drei beihilfefähigen Partnern;

c) bei den Generalversammlungen verfügt jeder Gesellschafter satzungsgemäß über wenigstens eine Stimme;

4° Ausschuss für die Niederlassung: der in Artikel 60 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte angeführte Ausschuss für die Niederlassung;

5° Einreichungsdatum: das Datum der Einreichung des vollständigen und ordnungsgemäßen Beihilfeantrags;

6° Datum der Niederlassung durch Betriebsgründung: das Datum der ersten Eintragung als hauptberuflicher Landwirt in das InVeKoS-System, das dem Datum der Anmeldung bei der Sozialversicherungskasse als hauptberuflicher Landwirt entspricht;

7° Datum der Niederlassung durch Übernahme: das Datum der ersten Eintragung als hauptberuflicher Landwirt in das InVeKoS-System, das dem in der Übernahmevereinbarung genannten Übernahmedatum und dem Datum der Anmeldung bei der Sozialversicherungskasse als hauptberuflicher Landwirt entspricht;

8° Beihilfeantrag: den Stützungsantrag im Sinne von Artikel 2 § 1 (3) der Verordnung Nr. 640/2014 als Antrag auf Teilnahme an einer der in Artikel 17 und 19 der Verordnung Nr. 1305/2013 vorgesehenen Förderregelungen;

9° praktische Erfahrung: die landwirtschaftliche Berufserfahrung als Landwirt bzw. Helfer oder mithelfender Ehepartner in Vollzeiteneinheiten;

10° Bürgschaft: die Beihilfe in Form einer öffentlichen Bürgschaft, die an die aus Kapital, Zinsen und Nebenkosten bestehende Rückzahlung der den im vorliegenden Erlass angeführten natürlichen und juristischen Personen gewährten Darlehen gebunden sein kann, unter der Bedingung, dass das Darlehen durch eine in Artikel D.248 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnte anerkannte Kreditanstalt gewährt wird;

11° Investitionen: der Erwerb, der Bau oder die Erneuerung von Immobilien, oder die Anschaffung von beweglichen Gütern zugunsten der Beihilfeempfänger;

12° Junglandwirt: der Empfänger von Niederlassungsbeihilfen nach Artikel 2 Buchstabe *n*) der Verordnung Nr. 1305/2013;

13° Partner des "Erzeuger"-Typs: im InVeKoS-System identifizierte natürliche Person bzw. Vereinigung von natürlichen oder juristischen Personen oder Vereinigung von juristischen Personen, die eine landwirtschaftliche oder gartenbauliche Aktivität ausüben;

14° Partner des "Genossenschaft"-Typs: die im InVeKoS-System identifizierten Genossenschaften des "CUMA"- oder "SCTC"-Typs;

15° Geschäftsplan: der in Artikel 19 § 4 der Verordnung Nr. 1305/2013 erwähnte Geschäftsplan;

16° Qualitätsprodukte: die in den Artikeln D.171 bis D.184 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnten Qualitätsprodukte;

17° Verordnung Nr. 1305/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

18° Verordnung Nr. 1306/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

19° Verordnung Nr. 1307/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

20° Verordnung Nr. 640/2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

21° Verordnung Nr. 702/2014: die Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

22° Verordnung Nr. 807/2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

23° Ersetzung: der Erwerb eines neuen Materials, das einem anderen, dem Landwirt, der Gerätenutzungs-genossenschaft ("CUMA") oder der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") gehörenden Material identisch oder ähnlich ist, mit dem Ziel, es zu ersetzen, wobei der Zeitabstand zwischen den Baujahren dieser Geräte nicht mehr als sieben Jahre betragen darf;

24° Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC"): die gemäß Artikel 2 § 2 Vierter Gedankenstrich des Gesetzbuches über die Gesellschaften gegründete Genossenschaft, die folgende Bedingungen erfüllt:

a) der Gesellschaftszweck bezieht sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht und ist darauf ausgerichtet, die Verbesserung und die Rationalisierung der Behandlung, der Verarbeitung oder der Vermarktung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse zu fördern;

b) die Mehrheit der Mitglieder der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") sind Partner des "Erzeuger"-Typs, die für die Beihilfe in Betracht kommen, bei einer Mindestanzahl von drei beihilfefähigen Partnern;

c) bei den Generalversammlungen verfügt jeder Gesellschafter satzungsgemäß über wenigstens eine Stimme;

25° Bodengebundenheit: die in Artikel R.210 § 4 des Wassergesetzbuches angeführte globale Bodengebundenheit des Betriebs und, gegebenenfalls, die in Artikel R.214 § 2 des Wassergesetzbuches angeführte Bodengebundenheit im gefährdeten Gebiet des Betriebs;

26° AKE: Die Arbeitskräfteeinheit oder das Verhältnis zwischen einerseits der Anzahl der jährlich im Betrieb geleisteten Arbeitsstunden, welche sich auf maximal 1 800 Stunden beläuft und um die Anzahl der im selben Zeitraum außerhalb des Betriebs geleisteten Arbeitsstunden reduziert wird, und andererseits dem Wert von 1 800 Arbeitsstunden.

KAPITEL II — *Gemeinsame Bedingungen für die Investitions-,
die Niederlassungs- und die nicht landwirtschaftliche Diversifizierungsbeihilfe*

Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmung

Art. 2 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels gelten für die Anträge auf Investitions-, Niederlassungs- und nicht landwirtschaftliche Diversifizierungsbeihilfen.

*Abschnitt 2 — Auf die Einreichung, Bearbeitung
und Auszahlung des Beihilfeantrags anwendbare Bestimmungen*

Art. 3 - Der Landwirt reicht seinen Antrag auf Beihilfe nach dem von der Zahlstelle vorgesehenen Verfahren ein.

Binnen zehn Werktagen nach Eingang des Beihilfeantrags teilt die Zahlstelle dem Antragsteller per Einsendung folgende Entscheidung mit:

1° entweder die Zulässigkeit des Beihilfeantrags, falls dieser als vollständig und ordnungsgemäß betrachtet wird;

2° oder die Unzulässigkeit des Beihilfeantrags, falls dieser unvollständig oder nicht ordnungsgemäß ist.

In Bezug auf Ziffer 2 werden die Elemente angegeben, die im Antrag fehlen, damit dieser als vollständig und ordnungsgemäß gewertet werden kann.

Ist der Antrag unzulässig, so wird davon ausgegangen, dass er nicht vorliegt.

Art. 4 - Nach Mitteilung der Zulässigkeit kann die Zahlstelle von dem Landwirt zusätzliche Unterlagen oder Auskünfte fordern.

Die Forderung zusätzlicher Auskünfte setzt die Bearbeitung der Akte aus. Nach 15 Tagen kann der Beihilfeantrag als nicht beihilfefähig betrachtet werden, wenn die gesamten Unterlagen und Auskünfte nicht bei der Zahlstelle eingegangen sind.

Der Minister kann die Dauer für die Bearbeitung der Beihilfeantragsakte sowie die Dauer für die Bearbeitung der Akte nach Eingang der in Absatz 2 erwähnten zusätzlichen Unterlagen festlegen.

Art. 5 - § 1 - Die Zahlstelle stellt dem Antragsteller den Beschluss durch jedes Mittel zu, das der Einsendung laut Artikel D.15 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft ein sicheres Datum verleiht.

Der Beschluss zur Gewährung einer Beihilfe enthält die folgenden Angaben:

1° die Beschreibung der Investition bzw. der Niederlassung;

2° den beihilfefähigen Betrag der Investition;

3° den Betrag der Beihilfe;

4° das äußerste Datum zur Tätigkeit der Investition;

5° die Bedingungen, die gegebenenfalls zu erfüllen sind, einschließlich der Unterlagen, die als Belege für die Tätigkeit der Investition bzw. für die Niederlassung vorzulegen sind.

§ 2 - Die Auszahlung der Beihilfen erfolgt auf der Grundlage der Vorlage von Belegen.

Zulässig sind die Belege, die ermöglichen, die Ausgaben zur Tätigkeit der Investition deutlich zu identifizieren. Die Rechnungen sind nur mit beigefügten Zahlungsbelegen zulässig.

Falls die Belege den Vorschriften nicht genügen oder keine Beweiskraft haben, gelten sie als nicht zulässig.

Handelt es sich um die in Kapitel 4 und 5 angeführten Beihilfen darf der Antragsteller vor dem Datum der in Artikel 3 Absatz 2 Ziffer 1 erwähnten Mitteilung der Beihilfefähigkeit keine Investition tätigen bzw. einleiten.

*Abschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen betreffend die Beihilfefähigkeit
und die Zulässigkeit der Beihilfeanträge*

Art. 6 - § 1 - Der Beihilfeantrag ist beihilfefähig, wenn der Antragsteller:

1° eine Korrespondenzanschrift in der Wallonischen Region besitzt;

2° seinen Betrieb autonom zu seinem Nutzen und für seine Rechnung in der Wallonischen Region führt;

3° bei der Zahlstelle durch seine Partnernummer im InVeKoS-System identifiziert ist;

4° im InVeKoS-System als Betreiber einer Produktionseinheit identifiziert ist;

5° jede einzelne Produktionseinheit seines Betriebs im InVeKoS-System hat identifizieren lassen.

§ 2 - Ein und dieselbe natürliche Person, sei sie Geschäftsführer bzw. geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied einer juristischen Person, mit Ausnahme einer Genossenschaft, oder nicht, beantragt nur eine Niederlassungsbeihilfe und stellt keinen Antrag auf Investitionsbeihilfen unter mehreren Identifizierungen im InVeKoS-System.

Die Beihilfen für die Niederlassung durch Übernahme und durch Betriebsgründung sind nicht kumulierbar.

Art. 7 - Dem Beihilfeantrag liegt eine landwirtschaftliche Tätigkeit im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft – mit Ausnahme einer Tätigkeit im Bereich der Aquakultur – zugrunde.

Art. 8 - Das jährliche, aus der Berufstätigkeit entstehende Gesamteinkommen ist die Summe des steuerpflichtigen Bruttoeinkommens aus allen beruflichen Tätigkeiten und der Ersatzeinkommen des landwirtschaftlichen Betriebsinhabers.

Das steuerpflichtige Bruttoeinkommen aus allen beruflichen Tätigkeiten umfasst:

1° das Einkommen aus Tätigkeiten als Lohnempfänger;

2° die Pensionen;

3° das Einkommen als Selbstständiger.

Die Ersatzeinkommen sind die Sozialleistungen, das Arbeitslosengeld, die Entschädigungen der Kranken- und Invalidenversicherung, die Entschädigungen für Arbeitsunfälle, für Berufskrankheiten, oder die im Fall einer Laufbahnunterbrechung gezahlten Zulagen.

Art. 9 - Der Landwirt als juristische Person ist beihilfefähig, wenn er sich satzungsgemäß die landwirtschaftliche Aktivität zum Gesellschaftszweck gemacht hat und sein Umsatz zu wenigstens fünfzig Prozent aus dieser Aktivität entsteht, und wenn er die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° im Falle einer in Artikel 2 § 3 des Gesetzbuches über die Gesellschaften angeführten landwirtschaftlichen Gesellschaft üben die Geschäftsführer der Gesellschaft eine Berufstätigkeit aus, die im Zusammenhang mit der besagten Gesellschaft steht;

2° im Falle der anderen in Artikel 2 § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften genannten Gesellschaftsformen:

- a) wird die Gesellschaft für eine Dauer von wenigstens 20 Jahren gegründet;
- b) sind die Aktien bzw. Anteile der Gesellschaft Namenspapiere;
- c) gehören die Aktien bzw. Anteile der Gesellschaft mehrheitlich den geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern bzw. Gesellschaftsführern;
- d) werden die geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder bzw. Gesellschaftsführer der Gesellschaft unter den Gesellschaftern bezeichnet;
- e) sind alle geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder bzw. Gesellschaftsführer der Gesellschaft oder, andernfalls, alle Verwaltungsratsmitglieder natürliche Personen, die die besagte Gesellschaft führen und dort eine berufliche Tätigkeit ausüben.

Art. 10 - Für die Berechnung des Einkommens je AKE ist die geleistete Arbeit diejenige, die von jeder in einem Betrieb tätigen und dem Sozialstatut eines Landwirts entweder als Landwirt oder als Helfer bzw. mithelfender Ehepartner angeschlossenen Person ausgeführt wird.

Die Anzahl AKE ist nicht höher als 1 für jede im Betrieb tätige und einer Sozialversicherungskasse angeschlossene Person.

Abschnitt 4 — Gemeinsame Bestimmungen betreffend die Beihilfefähigkeit der Investitionen

Art. 11 - § 1 - Beihilfefähig wird im Rahmen eines Beihilfeantrags jede Investition, die funktionsgerecht und deren Verwendung betriebswirtschaftlich vertretbar ist. Zur Einschätzung der betriebswirtschaftlich vertretbaren Verwendung berücksichtigt die Zahlstelle die Betriebsgröße, den Stand der Technik, die Wirtschaftlichkeit der Investition, die Relevanz des Zusammenhangs mit der Landwirtschaft.

§ 2 - Der Minister kann eine Liste von nicht beihilfefähigen Investitionen festlegen.

§ 3 - Als Immobilieninvestition gilt die Investition, die ein unbewegliches Gut im Sinne von Artikel 517 des Zivilgesetzbuches betrifft.

Als Investition in bewegliche Güter gilt die Investition, die ein von Natur her bewegliches Gut im Sinne von Artikel 528 des Zivilgesetzbuches betrifft.

Art. 12 - Beihilfefähig sind nur die Investitionen, die in der Wallonischen Region getätigt werden und dort gelegene Produktionseinheiten betreffen.

Was die Sanierung der im Betrieb vorhandenen unbeweglichen Güter betrifft, gehören diese unbeweglichen Güter zum landwirtschaftlichen Betrieb des Antragstellers. Die Immobilie ist Eigentum des Landwirts oder wird von ihm genutzt während wenigstens fünf Jahren nach dem Datum der letzten Zahlung bei einer Mindestdauer von sieben Jahren nach Tätigung der Investition und vorausgesetzt, dass diese Dauer wenigstens der Dauer der öffentlichen Bürgschaft entspricht.

Jede Änderung des Beihilfeantrags erfolgt nur durch Einreichung eines neuen Beihilfeantrags, der ihn ersetzt. Ein solcher Beihilfeantrag wird erst nach Ablauf der gemäß Artikel 4 vom Minister festgelegten Dauer für die Bearbeitung der Akte eingereicht.

Der Antragsteller benachrichtigt die Zahlstelle vom Verzicht auf die Investition, die Gegenstand eines Beihilfeantrags war. Die Beihilfe in Bezug auf eine nicht getätigte Investition wird rückgängig gemacht.

Abschnitt 5 — Verpflichtungskriterien

Art. 13 - Während eines in Absatz 3 angeführten Mindestzeitraums beachtet der Beihilfeempfänger folgende Vorschriften:

- 1° die Führung einer Buchhaltung, so wie sie in Artikel 14 definiert wird;
- 2° die in den Artikeln R.191 bis R.197 des Wassergesetzbuches angeführten Normen für die Lagerkapazitäten der Tierzuchtabwässer;
- 3° die in Artikel 1 Ziffer 25 angeführten Anteile der Bodengebundenheit, die höchstens 1 betragen;
- 4° gegebenenfalls, das Lastenheft für Qualitätsprodukte;
- 5° die Erhaltung der bezuschussten Investitionsgüter und deren Verwendung für die vorgesehenen Zwecke;
- 6° das Verbot, die bezuschussten Investitionsgüter zu vermieten bzw. zu verpachten;
- 7° im Falle einer Niederlassung, alleiniger Betriebsleiter sein, oder während eines Mindestzeitraums von acht Jahren die tatsächliche Kontrolle über den Betrieb ausüben.

Zur Einhaltung von Absatz 1 Ziffer 2 und in Übereinstimmung mit Artikel 25 hat sich der Landwirt binnen 24 Monaten nach der Niederlassung den Normen angeglichen.

Für Ziffer 5 und in Übereinstimmung mit Artikel 71 § 1 der Verordnung Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1303/2013 des Rates beträgt der in Absatz 1 angeführte Mindestzeitraum fünf Jahre ab dem Datum der letzten Zahlung der Beihilfe an den Empfänger unter Beachtung:

- 1° einer Mindestdauer von acht Jahren ab dem Datum der tatsächlichen Niederlassung für die Niederlassungsbeihilfen;

2° einer Mindestdauer von sieben Jahren ab dem Datum der tatsächlichen Tätigkeit der Investition für die Investitionsbeihilfen und die Beihilfe für nicht landwirtschaftliche Diversifizierung.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 angeführte Bedingung ist erfüllt, wenn der Antragsteller im Besitz einer kraft Artikel R.198 des Wassergesetzbuches ausgestellten Konformitätsbescheinigung für Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzucht abwässern ist. Die durch Artikel R.198 § 4 festgelegte Konformitätsvermutung erlaubt die Bearbeitung der Akte. Die Auszahlung der Beihilfe ist jedoch durch den Erhalt einer Konformitätsbescheinigung bedingt, die die Einhaltung der in den Artikeln R.194 bis R.197 des Wassergesetzbuches angeführten Normen bestätigt.

Art. 14 - § 1 - Der Antragsteller als natürliche oder juristische Person führt eine Buchhaltung, die zumindest die in § 2 aufgeführten Elemente umfasst.

In Abweichung von Absatz 1, wenn der Antragsteller eine Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA"), eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") ist, wird eine vereinfachte Buchhaltung geduldet.

§ 2 - Die in § 1 erwähnte Buchhaltung wird jährlich geführt und enthält zumindest die folgenden Elemente:

- 1° eine Beschreibung der allgemeinen Merkmale des Betriebs, einschließlich der eingesetzten Produktionsmittel;
- 2° eine Bilanz und eine Betriebsrechnung, in denen Aufwendungen und Erträge ausführlich aufgeführt werden;
- 3° die erforderlichen Unterlagen zur Beurteilung der Effizienz der gesamten Betriebsführung sowie der Wirtschaftlichkeit der wichtigsten Betriebstätigkeiten;
- 4° eine jährliche Eröffnungs- und Schlussbestandsaufnahme;
- 5° die systematische und regelmäßige Eintragung der verschiedenen Sach- und Barbewegungen des Betriebs während des Rechnungsjahres.

Die in Absatz 1 erwähnte Buchhaltung bezieht sich auf das Jahr, in dem die beihilfefähige Investition getätigt wurde.

Bei Übernahme bzw. Betriebsgründung wird erlaubt, dass der Empfänger für das erste Jahr nur die in § 2 Absatz 1 Ziffer 1, 3 und 5 erwähnten Unterlagen übermittelt.

§ 3 - Unter Beachtung der europäischen Normen kann der Minister:

- 1° die Form und den Inhalt der in § 1 Absatz 2 angeführten vereinfachten Buchhaltung bestimmen;
- 2° die Formvorschriften in Bezug auf die in § 2 aufgeführten Unterlagen festlegen;
- 3° die Liste der in § 2 erwähnten Elemente ergänzen.

KAPITEL III — *Beihilfen für die Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung*

Abschnitt 1 — Zulässigkeit des Antrags

Art. 15 - § 1 - Der Antrag auf Beihilfe für die Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung ist zulässig:

1° wenn er über das von der Zahlstelle bereitgestellte Formular eingereicht wird und einen mit der Unterstützung eines Beraters verfassten Geschäftsplan umfasst;

2° wenn er vollständig und ordnungsgemäß ist, insofern er alle Unterlagen umfasst, die zur Prüfung seiner Übereinstimmung mit den Zulassungsbedingungen nötig sind, und der Zahlstelle spätestens zwölf Monate nach Registrierung im InVeKoS-System übermittelt wird.

In Bezug auf Ziffer 1 muss der Berater den Geschäftsplan gegenzeichnen.

§ 2 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber ist nicht verpflichtet, sich bei der Ausarbeitung seines Geschäftsplans an das Gutachten des Beraters zu halten. Bei Meinungsverschiedenheit gibt der Berater in einem Anhang zum Plan die von ihm vorgeschlagenen Alternativlösungen an.

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber kann sich für die Ausarbeitung des Geschäftsplans und für dessen Umsetzung an unterschiedliche Berater wenden. Folgen im Rahmen der Ausarbeitung eines Geschäftsplans mehrere Berater aufeinander, so werden ihre Namen und die Gründe für ihre Ersetzung im Plan angegeben.

Art. 16 - In Übereinstimmung mit Artikel 5 § 1 der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften, nachstehend die "Verordnung Nr. 807/2014", ist ein Geschäftsplan zulässig, wenn er die folgenden Elemente enthält:

1° die Zielsetzung, binnen achtzehn Monaten ab dem Datum der Niederlassung aktiver Landwirt zu sein im Sinne von Artikel 9 der Verordnung Nr. 1307/2013, so wie er durch Kapitel IV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte ausgeführt worden ist;

2° die Schritte und Zielsetzungen über drei Jahre zur Entwicklung der Betriebsaktivitäten;

3° eine Analyse des Projekts mit Angabe des Betriebspotenzials zum Zeitpunkt der Niederlassung durch Übernahme oder Betriebsgründung;

4° den vorhandenen oder nicht vorhandenen Bedarf an zusätzlichen Investitionen in den ersten drei Jahren nach dem Datum der Niederlassung durch Übernahme oder Betriebsgründung;

5° eine Wirtschaftlichkeitsberechnung, deren Modalitäten vom Minister festgelegt werden;

6° Ergebnisindikatoren, die zum Zeitpunkt der Beantragung festgesetzt und als Mittel zur Analyse der Betriebsentwicklung nach Ablauf des Geschäftsplans eingesetzt werden und mit denen die Zahlstelle anhand der Wirtschaftlichkeitsberechnung bewerten kann, inwieweit die Zielsetzungen bereits verwirklicht sind;

7° die Beschreibung der Maßnahmen, einschließlich der mit Umweltverträglichkeit und effizienter Nutzung der Ressourcen verbundenen Maßnahmen, die zur Entwicklung der Aktivitäten des landwirtschaftlichen Betriebs erforderlich sind, wie Investitionen, Ausbildung und Beratung;

8° die Ausgangslage des Betriebs.

Der Minister kann den Inhalt der in Absatz 1 aufgeführten Elemente bestimmen.

Gemäß Artikel 19 § 4 Absatz 1 der Verordnung Nr. 1305/2013 beginnt die Umsetzung des Geschäftsplans spätestens binnen neun Monaten ab dem Datum des Beschlusses zur Gewährung der Beihilfe.

Nach Ablauf des in Absatz 1 Ziffer 2 angeführten dreijährigen Zeitraums prüft die Zahlstelle, ob die Zielsetzungen des Geschäftsplans und die in Artikel 25 Absatz 1 Ziffer 5 angeführte Wirtschaftlichkeitsgrenze erreicht sind. Die Verwirklichung der Zielsetzungen bedingt die Gewährung des letzten Teilbetrags der Niederlassungsbeihilfe.

Abschnitt 2 — Beihilfefähigkeit der Niederlassung durch Übernahme und durch Betriebsgründung

Art. 17 - § 1 - Bei der Niederlassung durch Übernahme handelt es sich um den Erwerb eines bestehenden landwirtschaftlichen Betriebs, oder eines Teils davon, durch einen Junglandwirt. Sie wird durch ein Register der Anteile, eine eingetragene Übernahmevereinbarung oder eine amtliche Urkunde belegt, wobei dieses Dokument:

1° das tatsächliche Datum der Niederlassung des Junglandwirts durch Übernahme, die Modalitäten und die Bestandsaufnahme der Übernahme angibt;

2° von den jeweiligen Parteien spätestens am Tag der Niederlassung durch Übernahme datiert und unterzeichnet wird.

Der Junglandwirt übt während einer Mindestdauer von 8 Jahren eine tatsächliche Kontrolle über den Betrieb aus.

Der Minister bestimmt die Bedingungen, die von einem Junglandwirt, der nicht alleiniger Betriebsleiter ist, zu erfüllen sind, damit er als Betriebsleiter betrachtet werden kann, der die tatsächliche Kontrolle ausübt.

§ 2 - Entspricht die Vereinbarung oder die Urkunde den in § 1 angeführten Bedingungen nicht, dann wird sie von der Zahlstelle nicht berücksichtigt.

Art. 18 - Bei der Niederlassung durch Betriebsgründung handelt es sich um die Gründung eines funktionsfähigen landwirtschaftlichen Betriebs durch einen Junglandwirt, mit dem Ziel, sich dort niederzulassen.

Der Junglandwirt übt während einer Mindestdauer von 8 Jahren eine tatsächliche Kontrolle über den Betrieb aus.

Der Minister bestimmt die Bedingungen, die von einem Junglandwirt, der nicht alleiniger Betriebsleiter ist, zu erfüllen sind, damit er als Betriebsleiter betrachtet werden kann, der die tatsächliche Kontrolle ausübt.

Das für die Niederlassung durch Betriebsgründung gültige Datum ist das Datum, an dem die Geschäftsführung im Rahmen der Tätigkeit als hauptberuflicher Landwirt der im InVeKoS-System registrierten Produktionseinheit aufgenommen wurde.

Abschnitt 3 — Beihilfefähigkeit des Antragstellers

Art. 19 - § 1 - Um in den Genuss der Niederlassungsbeihilfen zu gelangen, muss der Antragsteller, der sich als natürliche Person niederlässt, am Tag der tatsächlichen Niederlassung folgende Bedingungen erfüllen:

1° sich als hauptberuflich tätiger selbstständiger Landwirt auf einem landwirtschaftlichen Betrieb niederlassen;

2° als hauptberuflich tätiger selbstständiger Landwirt bei einer Sozialversicherungskasse angemeldet sein und seine Beiträge ordnungsgemäß bezahlt haben;

3° einem im InVeKoS-System als hauptberuflich tätiger Geschäftsführer einer Produktionseinheit identifizierten Partner angehören;

4° alleiniger Betriebsleiter sein oder gemäß Artikel 2 § 1 der Verordnung Nr. 807/2014 während einer Mindestdauer von 8 Jahren eine tatsächliche Kontrolle über den Betrieb ausüben entweder als natürliche Person, die einer Vereinigung angehört, oder als geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer bzw. geschäftsführender Gesellschafter einer juristischen Person.

In Bezug auf Ziffer 1 gilt als hauptberuflich tätiger Landwirt der Landwirt, der gleichzeitig alle folgenden Bedingungen erfüllt:

1° Er erzielt aus seinen auf dem betreffenden Betriebssitz ausgeübten landwirtschaftlichen, touristischen, pädagogischen und handwerklichen Tätigkeiten, wie auch aus seinen forstwirtschaftlichen Tätigkeiten oder aus den Umwelterhaltungstätigkeiten, für die er öffentliche Beihilfen bezieht, ein jährliches steuerpflichtiges Gesamtbruttoeinkommen, das mehr als 50% seines jährlichen, aus seinen gesamten beruflichen Tätigkeiten entstehenden Gesamteinkommens ausmacht;

2° Ab dem Zeitpunkt der Niederlassung widmet er den außerbetrieblichen Berufstätigkeiten weniger als neunhundert Stunden innerhalb eines Zeitraums von 12 Monaten.

§ 2 - Um in den Genuss der Niederlassungsbeihilfen zu gelangen, muss der Antragsteller als natürliche Person am Datum der Einreichung des Beihilfeantrags folgende Bedingungen erfüllen:

1° nicht älter als 40 Jahre sein;

2° eine Qualifikation besitzen oder, in Ermangelung davon, über eine ausreichende Erfahrung verfügen;

3° ein Praktikum von mindestens 20 Werktagen absolviert haben in Übereinstimmung mit den Anforderungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft oder in Übereinstimmung mit dem Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Mai 1993 über die berufliche Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen und den jeweiligen späteren Abänderungen.

In Bezug auf Ziffer 2 bestimmt der Minister die Qualifikation und die ausreichende Erfahrung.

Art. 20 - Ist der Betrieb schon im Bereich der Geflügel- der Schweineproduktion tätig, dann fällt die Investition nicht in die Klasse 1 im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Möchte der Antragsteller im Bereich der Geflügel- der Schweineproduktion tätig werden, dann fällt die Investition ab dem Beginn der Betriebstätigkeit nicht in die Klasse 1 im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Was die von der Bodengebundenheit betroffenen Zuchtbetriebe angeht, gelten die folgenden Vorschriften:

1° Im Falle einer Betriebsgründung verpflichtet sich der Antragsteller einerseits, einen Anteil der Bodengebundenheit zu beachten, der im Antragsjahr höchstens 1 erreicht, und andererseits diese Schwelle in den darauffolgenden Jahren nicht zu überschreiten;

2° Im Falle einer Übernahme beachtet der Antragsteller einen Anteil der Bodengebundenheit, der im Antragsjahr in den darauffolgenden Jahren höchstens 1 erreicht.

Die Nichterfüllung der im vorliegenden Artikel angeführten Bedingungen wird gemäß Kapitel 8 bestraft.

Art. 21 - Der Junglandwirt, der sich als Geschäftsführer bzw. geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied einer juristischen Person niederlässt, deren Hauptgesellschaftszweck eine landwirtschaftliche Aktivität ist, erfüllt die in Artikel 19 §§ 1 und 2 angeführten Bedingungen.

Abschnitt 4 — Vorantrag in Bezug auf die Qualifikation des Junglandwirts

Art. 22 - Jede Person, die erwägt, eine Niederlassungsbeihilfe zu beantragen, kann bei der Zahlstelle über das von der Letztgenannten bereitgestellte Formular einen Vorantrag einreichen.

Ziel des Vorantrags ist es, die Beihilfefähigkeit in Bezug auf die Qualifikation des Junglandwirts zu bestimmen.

Der nach Untersuchung des Vorantrags gefasste Beschluss ist für die Zahlstelle was die Qualifikation des Junglandwirts betrifft bindend.

Art. 23 - Ist der Vorantrag nicht vollständig oder nicht ordnungsgemäß, übermittelt die Zahlstelle binnen zehn Werktagen nach Eingang des Vorantrags eine Sendung zur Bestätigung der Unzulässigkeit des Vorantrags und zur Mitteilung der ihm noch fehlenden Elemente, damit er vollständig und ordnungsgemäß wird.

Ist der Vorantrag vollständig, übermittelt die Zahlstelle binnen zehn Werktagen nach Eingang des Vorantrags eine Einsendung zur Mitteilung der Beihilfefähigkeit oder Nichtbeihilfefähigkeit in Bezug auf die Qualifikation des Junglandwirts.

Art. 24 - Wenn jedoch die Nichtbeihilfefähigkeit auf einen Mangel an praktischer Erfahrung zurückzuführen ist, kann der Antragsteller, der ausreichende Qualifikationen besitzt, darum bitten, beim Ausschuss für die Niederlassung angehört zu werden.

Der Ausschuss für die Niederlassung kann von ihm verlangen, dass er ein zusätzliches Praktikum von bis zu 60 Tagen absolviert, um die ausreichende Erfahrung des potentiellen Beihilfeempfängers zu bestätigen.

Das Gutachten des Ausschusses für die Niederlassung ist für die Zahlstelle nur in Bezug auf die praktische Erfahrung bindend.

Abschnitt 5 — Beihilfefähigkeit des übernommenen bzw. gegründeten Betriebs

Art. 25 - Der übernommene bzw. gegründete Betrieb erfüllt die folgenden Bedingungen:

1° binnen 24 Monaten nach der Niederlassung den Anforderungen der Normen der Lagerinfrastrukturen für Tierzuchtabwässer gerecht werden;

2° beim Start des Geschäftsplans eine untere Wirtschaftlichkeitsgrenze einhalten;

3° nach Ablauf des ersten Jahres des Geschäftsplans funktionsfähig sein;

4° beim Start des Geschäftsplans den Höchstbetrag nicht überschreiten;

5° beim Abschluss des Geschäftsplans eine Wirtschaftlichkeitsgrenze erreichen;

6° sein Brutto-Standardoutput im Sinne von Artikel 5 der Verordnung Nr. 1242/2008 der Kommission vom 8. Dezember 2008 zur Errichtung eines gemeinschaftlichen Klassifizierungssystems der landwirtschaftlichen Betriebe beachtet eine untere und eine obere Grenze, die vom Minister bestimmt werden.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 angeführte Bedingung ist erfüllt, wenn der Antragsteller im Besitz einer kraft Artikel R.198 des Wassergesetzbuches ausgestellten Konformitätsbescheinigung für Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzuchtabwässern ist. Die durch Artikel R.198 § 4 des Wassergesetzbuches festgelegte Konformitätsvermutung erlaubt die Bearbeitung der Akte aber die Auszahlung der Beihilfe ist durch den Erhalt einer Konformitätsbescheinigung bedingt, die die Einhaltung der in den Artikeln R194 bis R197 des Wassergesetzbuches angeführten Normen bestätigt.

Unbeschadet von Absatz 2 kann der Minister die Kriterien bestimmen, nach denen beurteilt werden kann, dass die in Absatz 1 aufgeführten Bedingungen erfüllt sind. Der Minister ist ebenfalls befugt, unterschiedliche Grenzen je nach Betriebsaktivität zu bestimmen.

Art. 26 - In Übereinstimmung mit Artikel 19 § 4 Absatz 3 der Verordnung Nr. 1305/2013 wird die Niederlassungsbeihilfe auf Betriebe begrenzt, die der gemeinschaftlichen Begriffsbestimmung der Kleinst- und kleineren Unternehmen entsprechen.

Abschnitt 6 — Beihilfen und Auswahlkriterien

Art. 27 - § 1 - Die Beihilfe für die Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung, die kumuliert maximal 70.000 Euro beträgt, besteht aus einer pauschalen Kapitalsubvention in Höhe von 70.000 Euro.

Die Beihilfe für die Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung kann aus einer öffentlichen Bürgschaft bestehen, insofern diese beantragt wird. Die öffentliche Bürgschaft beträgt maximal fünfundsiebzig Prozent und wird für höchstens zehn Jahre für alle Darlehen in Bezug auf beihilfefähige Investitionen gewährt.

Die in Absatz 1 angeführte Beihilfe wird von einem dem Bruttosubventionsäquivalent entsprechenden Betrag abgezogen, oder von einem Betrag, der über dem in Artikel 18 § 7 Absatz 1 der Verordnung Nr. 702/2014 Höchstbetrag liegt, wenn eine öffentliche Bürgschaft vom Beihilfeempfänger beantragt wird und die Summe der Investitionsbeihilfe und des Bruttosubventionsäquivalents den besagten Höchstbetrag überschreitet.

Das Bruttosubventionsäquivalent der Bürgschaft wird vom Gesamtbetrag der Beihilfen abgezogen.

§ 2 - Die in § 1 Absatz 1 genannte Beihilfe wird in zwei Teilbeträgen für die Übernahme und vier Teilbeträgen für die Betriebsgründung ausgezahlt, und dies über einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren. Der letzte Teilbetrag wird ausgezahlt, nachdem geprüft wurde, dass die Zielsetzungen des Geschäftsplans und die in Artikel 25 Absatz 1 Ziffer 5 erwähnte Wirtschaftlichkeitsgrenze erreicht worden sind.

Die beiden Teilbeträge entsprechen jeweils 75 und 25 Prozent. Jede der vier Teilbeträge entspricht 25 Prozent.

Die Beihilfe wird dem in Artikel 36 § 1 erwähnten Partner des "Erzeuger"-Typs ausgezahlt.

Art. 28 - Der Junglandwirt, der die Mindestpunktzahl für die gesamten Auswahlkriterien erzielt, hat Anrecht auf die Beihilfen für die Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung.

Der Minister bestimmt die Mindestpunktzahl, die Methode und die Auswahlkriterien und holt zu diesem Zweck im Rahmen der Umsetzung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung die Zustimmung des Begleitausschusses ein.

KAPITEL IV — *Investitionsbeihilfen**Abschnitt 1 — Zulässigkeit des Antrags*

Art. 29 - Der Antrag auf eine Investitionsbeihilfe ist zulässig, wenn er über das von der Zahlstelle bereitgestellte Formular eingereicht wird.

Ein Antrag auf Beihilfe wird jeweils für eine einzige Investition eingereicht. Es können mehrere Anträge eingereicht werden, und zwar bis zum in Artikel 45 festgelegten Höchstbetrag der Beihilfen für den Programmplanungszeitraum 2014-2020.

Art. 30 - Ein Junglandwirt kann gleichzeitig in den Genuss einer Niederlassungsbeihilfe und einer Investitionsbeihilfe gelangen.

Abschnitt 2 — Frist zur Tätigung der beihilfefähigen Investitionen

Art. 31 - Unter Beachtung von Artikel 5 § 2 wird keine Immobilieninvestition im Sinne von Artikel 11 § 3 Absatz 1 vor dem Datum, an dem die Zulässigkeit des Antrags auf eine Investitionsbeihilfe mitgeteilt wurde, unter den in Artikel 32 Absatz 1 angeführten Bedingungen eingeleitet.

Es wird keine Investition in bewegliche Güter im Sinne von Artikel 11 § 3 Absatz 2 vor dem Datum getätigt, an dem die Zulässigkeit des Antrags auf eine Investitionsbeihilfe mitgeteilt wurde.

Art. 32 - § 1 - Die tatsächliche Tätigung der Investition und die Einleitung der Investition erfolgen spätestens am 30. Juni des Jahres, das auf das Einreichungsdatum folgt.

Das Datum der tatsächlichen Tätigung einer Investition und das Datum der Einleitung der Investition entsprechen dem Datum, an dem der erste Beleg ausgestellt wurde. Zulässig sind die folgenden Belege:

- 1° die erste bezahlte Vorschussrechnung;
- 2° die erste bezahlte Rechnung;
- 3° die unterzeichnete Verkaufszusage, für die ein Vorschuss gezahlt wurde;
- 4° die notarielle Urkunde mit Zahlungsbeleg.

In Übereinstimmung mit Artikel 5 § 2 Absatz 4 liegen die Daten der in Absatz 2 angeführten Belege vor dem in Absatz 1 angeführten Datum.

Alle Belege im Zusammenhang mit einer Investition werden gleichzeitig bei der Zahlstelle eingereicht.

§ 2 - Das Datum des ersten zulässigen Belegs, für den eine Zahlung getätigt wurde, liegt vor dem äußersten Datum zur Tätigung der Investition, das dem Antragsteller mitgeteilt wurde. Die anderen Rechnungen werden zugelassen, wenn sie innerhalb von zwei Jahren ab der ersten bezahlten Rechnung erstellt werden.

Abschnitt 3 — Beihilfefähigkeit des Antragstellers und des Betriebs

Art. 33 - Um Anspruch auf die Investitionsbeihilfe zu haben, muss der Antragsteller als natürliche Person bzw. Vereinigung von natürlichen Personen am Datum der Einreichung des Beihilfeantrags die folgenden Bedingungen erfüllen:

- 1° eine ausreichende Qualifikation nachweisen, die der entspricht, die für die Investitionsbeihilfe verlangt wird;
- 2° ein jährliches steuerpflichtiges Gesamtbruttoeinkommen, das mehr als fünfunddreißig Prozent des eigenen in Artikel 8 definierten jährlichen, aus der Berufstätigkeit entstehenden Gesamteinkommens ausmacht, aus den folgenden Tätigkeiten beziehen:
 - a) auf dem betreffenden Betriebssitz ausgeübte landwirtschaftliche Tätigkeiten;
 - b) auf dem betreffenden Betriebssitz ausgeübte touristische Tätigkeiten;
 - c) auf dem betreffenden Betriebssitz ausgeübte pädagogische Tätigkeiten;
 - d) auf dem betreffenden Betriebssitz ausgeübte handwerkliche Tätigkeiten;
 - e) forstwirtschaftliche Tätigkeiten;
 - f) Umwelterhaltungstätigkeiten, insoweit diese Erhaltungstätigkeiten öffentlich gefördert werden;
- 3° den beruflichen Tätigkeiten außerhalb des Betriebs weniger als 1 170 Stunden pro Jahr widmen;
- 4° nebenberuflich oder hauptberuflich als selbstständiger Landwirt bei einer Sozialversicherungskasse angemeldet sein und ordnungsgemäß Beiträge gezahlt haben;
- 5° den Beweis erbringen, dass der Betrieb die Normen für die Lagerkapazitäten der Tierzucht abwässer und einen Anteil der Bodengebundenheit von höchstens 1 einhält;
- 6° den Beweis erbringen, dass das Einkommen aus den Betriebsaktivitäten vor Tätigung der Investition eine untere Wirtschaftlichkeitsgrenze einhält und den Höchstbetrag nicht überschreitet;
- 7° beim Abschluss der Investition eine Wirtschaftlichkeitsgrenze erreichen;
- 8° aktiver Landwirt sein im Sinne von Artikel 9 der Verordnung Nr. 1307/2013, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte ausgeführt worden ist.

In Ermangelung der unter Ziffer 1 erwähnten Qualifikation, eine praktische Erfahrung von mindestens zehn Jahren besitzen, entweder hauptberuflich als selbstständiger Landwirt bzw. Gärtner, oder Helfer bzw. mithelfender Ehepartner, oder Vollzeitig als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer.

Den Beweis für die praktische Erfahrung liefern die Versicherungszeiten bei einer Sozialversicherungskasse oder die durch einen Arbeitsvertrag dokumentierte Berufserfahrung als Landarbeiter oder Lohnempfänger in der Landwirtschaft.

Die in Absatz 1 Ziffer 5 angeführte Bedingung ist erfüllt, wenn der Antragsteller im Besitz einer kraft Artikel R.198 des Wassergesetzbuches ausgestellten Konformitätsbescheinigung für Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzucht abwässern ist. Die durch Artikel R.198 § 4 festgelegte Konformitätsvermutung findet keine Anwendung.

Der Minister bestimmt die untere Wirtschaftlichkeitsgrenze und den Höchstbetrag in Bezug auf Ziffer 6.

Der Minister bestimmt die unter Ziffer 7 genannte Wirtschaftlichkeitsgrenze.

Art. 34 - Was die gesamten Vereinigungen von natürlichen Personen betrifft, erfüllen zumindest die Hälfte der Landwirte einer jeden Vereinigung die in Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 1 bis 4 aufgeführten Bedingungen und besitzen sie mindestens fünfzig Prozent des Betriebskapitals, mit Ausnahme der Gebäude und Böden, und mindestens fünfzig Prozent der Investition, für die die Beihilfe beantragt wird.

Der Betrieb der Vereinigung erfüllt die in Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 5 bis 7 angeführten Bedingungen.

Die Vereinigung beachtet die Vorschriften von Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 8, und die natürlichen Personen, die der im InVeKoS-System identifizierten Vereinigung angehören, unterzeichnen den Beihilfeantrag.

Art. 35 - § 1 - Zumindest die Hälfte der geschäftsführenden Gesellschafter im Falle einer landwirtschaftlichen Gesellschaft oder zumindest die Hälfte der Geschäftsführer bzw. geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder im Falle einer juristischen Person erfüllen die in Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 1 bis 4 aufgeführten Bedingungen und besitzen mindestens fünfzig Prozent der Gesellschaftsanteile.

§ 2 - Um Anspruch auf die Investitionsbeihilfe zu haben, muss der Betrieb der landwirtschaftlichen Gesellschaft bzw. der juristischen Person die Bedingungen von Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 5 bis 7 erfüllen.

Die landwirtschaftliche Gesellschaft bzw. die juristische Person erfüllt die in Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 4 und 8 angeführten Bedingungen.

Die Geschäftsführer der im InVeKoS-System identifizierten landwirtschaftlichen Gesellschaft, die Geschäftsführer bzw. geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder der im InVeKoS-System identifizierten juristischen Person unterzeichnen den Beihilfeantrag.

Art. 36 - § 1 - Jede Partnerart des "Erzeuger"-Typs wird im InVeKoS-System durch eine Partnernummer identifiziert.

Beihilfefähig wird ein Partner des "Erzeuger"-Typs, wenn die Mehrheit der ihm angehörenden natürlichen Personen die Bedingungen von Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 1 bis 4 erfüllen und mindestens fünfzig Prozent des Betriebskapitals (mit Ausnahme der Gebäude und Ländereien) besitzen.

§ 2 - Jede Partnerart des "Genossenschaft"-Typs wird im InVeKoS-System durch eine Partnernummer identifiziert.

Beihilfefähig wird ein Partner des "Genossenschaft"-Typs, wenn er sich mehrheitlich aus beihilfefähigen Partnern des "Erzeuger"-Typs zusammensetzt, die mindestens fünfzig Prozent der Genossenschaftsanteile besitzen. Ein Partner des "Genossenschaft"-Typs setzt sich aus mindestens drei Partnern des "Erzeuger"-Typs zusammen.

Innerhalb eines Partners des Genossenschaft-Typs "CUMA" bzw. "SCTC" gelten die folgenden Bedingungen zur Beihilfefähigkeit:

1° Identifizierung im InVeKoS-System;

2° eine Mehrheit von Partnern des "Erzeuger"-Typs, wenn die Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") bzw. die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") weniger als zehn Partner des "Erzeuger"-Typs zählt;

3° sechs Partner des "Erzeuger"-Typs, wenn die Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") bzw. die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") mindestens zehn Partner des "Erzeuger"-Typs zählt.

Art. 37 - Um Anspruch auf die Beihilfe erheben zu können, muss ein Antragsteller des "CUMA"-Typs:

1° einen Gesellschaftszweck haben, der sich hauptsächlich auf die gemeinsame Nutzung der für die landwirtschaftliche Aktivität ihrer Partner notwendigen Landmaschinen in deren Betrieb bezieht;

2° aus Partnern des "Erzeuger"-Typs bestehen, die nicht Mitglied in einer anderen Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") mit demselben Gesellschaftszweck sind;

3° was die Investition betrifft den Beweis erbringen, dass wenigstens drei CUMA-Partner des "Erzeuger"-Typs im Rahmen einer gemeinsamen Nutzung vereint sind;

4° was die Investition betrifft den Beweis erbringen, dass die Nutzung mehrheitlich zugunsten der CUMA-Partner des "Erzeuger"-Typs erfolgt;

5° den Beweis erbringen, dass das sich aus der Wirtschaftlichkeitsberechnung ergebende Einkommen der Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") mindestens Null Euro entspricht.

Art. 38 - Um Anspruch auf die Beihilfe erheben zu können, muss ein Antragsteller des "SCTC"-Typs:

1° einen Gesellschaftszweck haben, der sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht bezieht und darauf abzielt, die Verbesserung und die Rationalisierung der Behandlung, der Verarbeitung oder der Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen zu fördern;

2° aus Partnern des "Erzeuger"-Typs bestehen, die nicht Mitglied in einer anderen Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") mit demselben Gesellschaftszweck sind;

3° was die Investition betrifft den Beweis erbringen, dass wenigstens drei SCTC-Partner des "Erzeuger"-Typs im Rahmen einer gemeinsamen Nutzung vereint sind;

4° was die Investition betrifft den Beweis erbringen, dass die Nutzung mehrheitlich zugunsten der SCTC-Partner des "Erzeuger"-Typs erfolgt;

5° den Beweis erbringen, dass das Volumen der verarbeiteten und vermarkteten landwirtschaftlichen Erzeugnisse mehrheitlich in den Betrieben der SCTC-Partner produziert wurde;

6° den Beweis dafür erbringen, dass das sich aus der Wirtschaftlichkeitsberechnung ergebende Einkommen der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") mindestens Null Euro entspricht.

Art. 39 - Unter Beachtung der Bedingungen von Artikel 36 § 2 unterzeichnen alle natürlichen Personen, aus denen sich die Mehrheit der beihilfefähigen CUMA-Partner bzw. SCTC-Partner des "Erzeuger"-Typs zusammensetzen, sowie die natürlichen Personen, aus denen sich die Partner des "Erzeuger"-Typs zusammensetzen, die die Investition rechtfertigen, den Beihilfeantrag für eine Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") bzw. eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC").

Art. 40 - Führt der Austritt eines CUMA-Partners bzw. SCTC-Partners zur Nichteinhaltung der Artikel 36, 37 und 38, so setzt die Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") bzw. die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") die Zahlstelle davon in Kenntnis und muss sie innerhalb von sechs Monaten ab dem Austritt einen beihilfefähigen Übernehmer finden.

Sind nach Ablauf dieser Frist die Anforderungen von Absatz 1 nicht erfüllt, so wird die Auszahlung der Beihilfen ausgesetzt und werden die bezogenen Beihilfen zurückgefordert.

Abschnitt 4 — Beihilfefähige Investitionen

Art. 41 - Unter Beachtung der im wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung erwähnten beihilfefähigen Investitionen kann der Minister die beihilfefähigen Investitionen für einen Antragsteller als natürliche bzw. juristische Person, für eine Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") und für eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") bestimmen.

Art. 42 - Der Minister kann die in Artikel 41 erwähnte Liste der beihilfefähigen Investitionen um materielle Investitionen ergänzen, die insgesamt die Leistungsfähigkeit und die Nachhaltigkeit des landwirtschaftlichen Betriebs verbessern, sofern diese Möglichkeit im wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung vorgesehen ist.

Art. 43 - Der Mindest- und Höchstbetrag der beihilfefähigen Investition wird vom Minister in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums festgelegt.

Abschnitt 5 — Investitionsbeihilfen und Auswahlkriterien

Art. 44 - § 1 - Die Kriterien dienen zur Auswahl der Projekte, die Gegenstand des Beihilfeantrags sind. Die Bewertung der ausgewählten Projekte bestimmt den Prozentsatz der Investitionsbeihilfe.

Der Minister bestimmt die Mindestpunktzahl, die Methode und die Auswahlkriterien und holt zu diesem Zweck im Rahmen der Umsetzung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung die Zustimmung des Begleitausschusses ein.

§ 2 - Die Beihilfe besteht aus einer Kapitalsubvention, die dem Prozentsatz der Beihilfe entspricht, mit einem Höchstwert von vierzig Prozent des Betrags der beihilfefähigen Investition. Die Kapitalsubvention wird in höchstens zwei jährlichen Teilbeträgen ausgezahlt. Der letzte Teilbetrag kann vor Ablauf der zweijährigen Frist ausgezahlt werden.

Die Beihilfe kann aus einer öffentlichen Bürgschaft bestehen, insofern diese beantragt wird. Die öffentliche Bürgschaft kann für höchstens zehn Jahre für alle Darlehen in Bezug auf beihilfefähige Investitionen gewährt werden.

Die in Absatz 1 angeführte Beihilfe wird von einem dem Bruttosubventionsäquivalent entsprechenden Betrag abgezogen, oder von einem Betrag, der 40 Prozent der nach Artikel 14 § 12 Buchstabe d der Verordnung Nr. 702/2014 beihilfefähigen Investitionsbeträge übersteigt, wenn eine öffentliche Bürgschaft vom Beihilfeempfänger beantragt wird und die Summe der Investitionsbeihilfe und des Bruttosubventionsäquivalents die Grenze von 40 Prozent des nach Artikel 8 § 3 Buchstabe b der Verordnung Nr. 702/2014 beihilfefähigen Investitionsbetrags übersteigt.

Die in Absatz 2 angeführte Grenze von 40 Prozent der beihilfefähigen Beträge kann um 20 Prozentpunkte erhöht werden, wenn der Empfänger ein Junglandwirt ist oder wenn er sich gemäß Artikel 14 § 13 Buchstabe a der Verordnung Nr. 702/2014 im Laufe des fünfjährigen Zeitraums vor dem Datum des Beihilfeantrags niedergelassen hat.

§ 3 - Für die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") entspricht die in § 2 Absatz 1 angeführte Beihilfe 60 % des in Anwendung der kraft § 1 verabschiedeten Bestimmungen festgesetzten Betrags.

Art. 45 - Für den Programmplanungszeitraum 2014-2020 legt der Minister den kumulierten Höchstbetrag der Investitionsbeihilfen und der nicht landwirtschaftlichen Diversifizierungsbeihilfen fest, die ein und demselben Beihilfeempfänger gewährt werden.

KAPITEL V — Nicht landwirtschaftliche Diversifizierungsbeihilfe

Abschnitt 1 — Zulässigkeit des Antrags, Beihilfefähigkeit des Antragstellers und des Betriebs, Höhe der Beihilfen und Auswahlkriterien

Art. 46 - Ein Antragsteller kann auch eine Beihilfe für die Diversifizierung hin zu nicht landwirtschaftliche Tätigkeiten erhalten, nachstehend nicht landwirtschaftliche Diversifizierungsbeihilfe genannt.

Die Zulassungskriterien des Beihilfeantrags, die Bedingungen zur Beihilfefähigkeit des Antragstellers, die Bedingungen zur Beihilfefähigkeit des Betriebs und die Auswahlkriterien, die in Kapitel 4 vorgesehen werden, sind auf die nicht landwirtschaftliche Diversifizierungsbeihilfe anzuwenden.

Der Minister bestimmt die Höhe der Beihilfe in Bezug auf die nicht landwirtschaftliche Diversifizierung.

In Abweichung von Absatz 2 erhält eine Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") bzw. eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") keine nicht landwirtschaftliche Diversifizierungsbeihilfe.

Abschnitt 2 — Beihilfefähigkeit der nicht landwirtschaftlichen Diversifizierungstätigkeit in ländlichem Gebiet

Art. 47 - Beihilfefähig sind die folgenden nicht landwirtschaftlichen Diversifizierungstätigkeiten:

1° Aktivitäten im Bereich der sozialen oder pädagogischen Betreuung, handwerkliche Aktivitäten sowie Aktivitäten im Rahmen des ländlichen Tourismus;

2° Verarbeitung und Direktverkauf auf dem Bauernhof von mehrheitlich nicht landwirtschaftlichen Produkten aus landwirtschaftlichen Rohstoffen;

3° Dienstleistungsaktivitäten in ländlichem Gebiet.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 angeführte touristische Aktivität ist vom "Commissariat général au Tourisme" (Generalkommissariat für Tourismus) oder, was die deutschsprachigen Gemeinden angeht, vom Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannt. Die nicht landwirtschaftliche Diversifizierungsbeihilfe bezieht sich auf dem Restbetrag nach Abzug jeder anderen Beihilfe.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 angeführten nicht landwirtschaftlichen Produkte, die zum Verkauf angeboten werden, werden hauptsächlich aus Rohstoffen hergestellt, die aus dem landwirtschaftlichen Betrieb des Antragstellers stammen.

Freizeit- und Sportaktivitäten sind nicht beihilfefähig.

Der Minister kann eine Liste der Investitionen festlegen, die für die nicht landwirtschaftliche Diversifizierungsbeihilfe in ländlichem Gebiet in Betracht kommen oder nicht.

Abschnitt 3 — Beihilfefähigkeit der nicht landwirtschaftlichen Diversifizierungsinvestitionen

Art. 48 - Investitionen in nicht die landwirtschaftliche Diversifizierung erfüllen die in Kapitel II (mit Ausnahme von Artikel 11 § 1) und in Kapitel VI angeführten Bedingungen zur Anwendung auf die Investitionen, mit Ausnahme der in Artikel 41 angeführten Investitionen der Gerätenutzungs-genossenschaften ("CUMA") und der Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC").

Beihilfefähig wird im Rahmen eines Beihilfeantrags jede Investition, die funktionsgerecht und deren Verwendung zu nicht landwirtschaftlichen Zwecken betriebswirtschaftlich vertretbar ist. Zur Einschätzung der betriebswirtschaftlich vertretbaren Verwendung zu nicht landwirtschaftlichen Zwecken berücksichtigt die Zahlstelle wenigstens die Größe der sozialen, touristischen, pädagogischen oder handwerklichen Betreuungsinfrastruktur, die Größe des landwirtschaftlichen Betriebs, die Wirtschaftlichkeit der Investition, die Relevanz des Zusammenhangs mit der entwickelten nicht landwirtschaftlichen Diversifizierungstätigkeit.

KAPITEL VI — Ergänzende Investitionsbeihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung von Agrarerzeugnissen oder die Entwicklung von Agrarerzeugnissen, sowie für im Bereich der ersten Holzverarbeitung tätige Unternehmen

Abschnitt 1 — Prinzip der ergänzenden Investitionsbeihilfen

Art. 49 - Die ergänzende Investitionsbeihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung von Agrarerzeugnissen oder die Entwicklung von Agrarerzeugnissen ist eine europäische Fördermaßnahme des ELER (Europäischer Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums), die als Ergänzung zu einer regionalen Investitionsbeihilfe getroffen wird und proportional zu dieser Beihilfe ist.

Die in Absatz 1 angeführte Beihilfe ist:

1° entweder die den Betrieben von der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Betriebe gewährte Beihilfe;

2° oder die den Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") von der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, vertreten durch die Zahlstelle, gewährte Beihilfe.

Art. 50 - Die Investitionsbeihilfe für im Bereich der ersten Holzverarbeitung tätige Unternehmen ist eine europäische Fördermaßnahme des ELER (Europäischer Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums), die als Ergänzung zu einer regionalen Investitionsbeihilfe getroffen wird und proportional zu dieser Beihilfe ist.

Abschnitt 2 — Beihilfefähigkeit des Antragstellers und Zulässigkeit des Antrags auf eine ergänzende Beihilfe

Art. 51 - Um Anrecht auf die ergänzende Investitionsbeihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung von Agrarerzeugnissen oder die Entwicklung von Agrarerzeugnissen zu haben, muss der Antragsteller des "SCTC"-Typs am Datum der Einreichung des Antrags auf eine ergänzende Beihilfe die Bedingungen von Artikel 35 § 2, 38, 39 und 40 erfüllen, und einen Gewährungsbeschluss der Zahlstelle bezüglich einer Investitionsbeihilfe erhalten haben.

Die ergänzende Investitionsbeihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung von Agrarerzeugnissen oder die Entwicklung von Agrarerzeugnissen in Anspruch nehmen kann der Antragsteller des "KMB"-Typs oder des "Großbetrieb"-Typs, der nachweist, dass er am Datum der Einreichung des Antrags auf eine ergänzende Beihilfe die Bedingungen des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe in Bezug auf die Beihilfefähigkeit erfüllt, und dass er einen Gewährungsbeschluss bezüglich einer Investitionsbeihilfe seitens der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung erhalten hat.

Art. 52 - Damit er die ergänzende Investitionsbeihilfe für im Bereich der ersten Holzverarbeitung tätige Unternehmen in Anspruch nehmen kann, erbringt der Antragsteller des "KMB"-Typs, den Nachweis, dass er am Datum der Einreichung des Antrags auf eine ergänzende Beihilfe die Bedingungen des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe in Bezug auf die Beihilfefähigkeit erfüllt, und dass er eine Mitteilung über den Beschluss zur Gewährung einer Investitionsbeihilfe durch die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung erhalten hat.

Art. 53 - Die Zahlstelle legt die Formvorschriften zur Beantragung einer ergänzenden Beihilfe fest.

Binnen zehn Werktagen nach Eingang des Antrags auf eine ergänzende Beihilfe teilt die Zahlstelle dem Antragsteller per Einsendung die folgende Entscheidung mit:

1° die Zulässigkeit des Antrags auf eine ergänzende Beihilfe, falls dieser als vollständig und ordnungsgemäß betrachtet wird;

2° die Unzulässigkeit des Antrags auf eine ergänzende Beihilfe, falls dieser unvollständig und nicht ordnungsgemäß ist.

In Bezug auf Ziffer 2 werden die Elemente angegeben, die dem Antrag fehlen, damit er als vollständig und ordnungsgemäß gewertet werden kann.

Abschnitt 3 — Beihilfefähigkeit des Antrags und Gewährung der ergänzenden Beihilfe

Art. 54 - Nach Mitteilung der Zulässigkeit kann die Zahlstelle von dem Antragsteller zusätzliche Unterlagen oder Auskünfte fordern. Der Antrag auf eine ergänzende Beihilfe kann als nicht zulässig betrachtet werden, wenn die gesamten Unterlagen und Auskünfte nicht innerhalb von 15 Tagen bei der Zahlstelle eingegangen sind.

Art. 55 - § 1 - Die Zahlstelle stellt dem Antragsteller den Beschluss durch jedes Mittel zu, das laut Artikel D.15 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft ein sicheres Datum verleiht.

Der Beschluss zur Gewährung einer im vorliegenden Kapitel genannten Beihilfe enthält:

- 1° die Beschreibung der Investitionen;
- 2° den beihilfefähigen Gesamtbetrag der Investitionen;
- 3° den Betrag der gewährten Beihilfe;
- 4° den Tätigkeitszeitraum der Investition;
- 5° die Bedingungen, die eventuell zu erfüllen sind;
- 6° die Unterlagen, die als Belege für die Tätigkeit der Investitionen vorzulegen sind.

§ 2 - Das Vorlegen der Belege bildet die Grundlage für die Auszahlung der Beihilfen.

Zulässig sind die als Belege vorzulegenden Unterlagen, wenn sie die Ausgaben zur Tätigkeit der Investition deutlich identifizierbar machen. Die Rechnungen sind nur mit beigefügten Zahlungsbelegen zulässig.

Falls die Belege die Vorschriften nicht erfüllen oder keine Beweiskraft haben, gelten sie als nicht zulässig.

§ 3 - Das Datum der bezahlten Rechnungen liegt innerhalb des im Gewährungsbeschluss festgelegten Tätigkeitszeitraums der Investition.

Art. 56 - Der Antrag auf eine ergänzende Beihilfe ist zulässig, wenn der Antragsteller die folgenden Bedingungen erfüllt:

- 1° einen Beschluss zur Gewährung der in Artikel 49 und 50 genannten regionalen Beihilfe erhalten haben;
- 2° eine Korrespondenzanschrift in Belgien besitzen und in der Wallonischen Region investieren;
- 3° sein Betrieb autonom zu seinem Nutzen und für seine Rechnung führen;
- 4° bei der Zahlstelle durch seine Partnernummer im InVeKoS-System identifiziert sein.

Der Antrag auf eine ergänzende Investitionsbeihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung von Agrarerzeugnissen oder die Entwicklung von Agrarerzeugnissen betrifft eine Tätigkeit aus einem der folgenden Bereiche: die Verarbeitung, die Verpackung und die Lagerung der Produkte aus der Landwirtschaft.

Art. 57 - Der Antrag auf eine ergänzende Investitionsbeihilfe für die Unternehmen im Bereich der ersten Holzverarbeitung betrifft eine Tätigkeit aus dem Bereich der Forstwirtschaft.

Abschnitt 4 — Beihilfefähigkeit der Investitionen

Art. 58 - § 1 - Beihilfefähig wird im Rahmen eines Antrags auf ergänzende Beihilfe jede Investition, die funktionsgerecht und deren Verwendung betriebswirtschaftlich vertretbar ist. Zur Einschätzung der betriebswirtschaftlich vertretbaren Verwendung berücksichtigt die Zahlstelle die Betriebsgröße, den Stand der Technik, die Wirtschaftlichkeit der Investition, die Relevanz des Zusammenhangs mit der Tätigkeit.

§ 2 - In Bezug auf die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") sind nur die Investitionen beihilfefähig, die in der Wallonischen Region getätigt werden.

Der Minister legt eine Liste der beihilfefähigen und nicht beihilfefähigen Investitionen zur Anwendung auf die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") fest.

§ 3 - In Bezug auf die Unternehmen aus den Bereichen, die mit Agrarerzeugnissen und mit dem Holzgewerbe verbunden sind, sind nur die Investitionen beihilfefähig, die in den Niederlassungseinheiten getätigt werden, die in der Wallonischen Region liegen.

Der Minister legt eine Liste der beihilfefähigen und nicht beihilfefähigen Investitionen fest zur Anwendung auf die Unternehmen aus den Bereichen, die mit Agrarerzeugnissen und mit dem Holzgewerbe verbunden sind.

Abschnitt 5 — Höhe der ergänzenden Beihilfe

Art. 59 - Die ergänzende Beihilfe wird wie folgt berechnet:

1° für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC"): Die Beihilfe entspricht maximal 40 Prozent des Betrags, der in Anwendung der kraft Artikel 44 § 1 verabschiedeten Bestimmungen festgesetzt wurde;

2° für die Unternehmen aus den Bereichen, die im Bereich der Agrarerzeugnisse und des Holzgewerbes tätig sind: Die regionale Beteiligung wird prozentual berechnet auf der Grundlage des Investitionsbetrags, wie durch die regionale Gesetzgebung vorgeschrieben.

In Bezug auf Ziffer 2 wird diese regionale Beteiligung als europäische Mitfinanzierung um einen ergänzenden Betrag erhöht, der zwei Drittel der regionalen Beteiligung beträgt, die auf der Grundlage des Betrags der in Artikel 58 § 3 und Artikel 60 erwähnten beihilfefähigen Investitionen berechnet wird.

Art. 60 - Der Wert der gesamten öffentlichen Beihilfe liegt nicht höher als 40 Prozent der beihilfefähigen Investitionskosten.

Art. 61 - Der Minister legt den Höchstbetrag der ergänzenden Beihilfe fest, die über den Programmplanungszeitraum 2014-2020 ein und demselben Beihilfeempfänger gewährt wird.

KAPITEL VII — Bürgschaft

Abschnitt 1 — Zulassung der Kreditanstalten

Art. 62 - In Anwendung von Artikel D.248 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft kann der Minister die Kreditanstalten zulassen, für die eine öffentliche Bürgschaft nach den in Abschnitt 2 angegebenen Bedingungen gewährt werden kann.

Art. 63 - Um zugelassen zu werden,

1° ist die Kreditanstalt gemäß dem Gesetz vom 25. April 2014 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute zugelassen;

2° verfügt die Kreditanstalt über eine für die Bearbeitung der Kreditanträge der Landwirte angemessene Verwaltungsstruktur;

3° verfügt die Kreditanstalt ständig über mindestens eine Kontaktperson für die kraft vorliegenden Kapitels gewährten Bürgschaften;

4° verpflichtet sich die Kreditanstalt, im Rahmen ihrer Arbeit die Formulare und Verwaltungsinstrumente zu benutzen, die die Zahlstelle für die Bearbeitung der öffentlichen Bürgschaften zur Verfügung stellt;

5° verpflichtet sich die Kreditanstalt zur Einhaltung der in Artikel 73 und 74 genannten Fristen;

6° unterzeichnet die Kreditanstalt eine Vereinbarung über die Bürgschaften mit dem Minister.

Art. 64 - In Übereinstimmung mit Artikel D.8 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft werden die Kreditanstalten hinsichtlich der Einhaltung der in Artikel 63 angeführten Kriterien kontrolliert.

Abschnitt 2 — Gewährung der Bürgschaft

Art. 65 - § 1 - Die Zahlstelle kann öffentliche Bürgschaften nach den in Artikeln 65 bis 70 angeführten Modalitäten und in den in § 3 und § 7 genannten Fällen gewähren.

Die öffentliche Bürgschaft wird nur für eine Investition nach Artikel 1 Ziffer 10, für Erstinstallationen, für die ein Darlehen bei der zugelassenen Kreditanstalt beantragt wird, gewährt. Sie ergänzt die vom Kreditantragsteller geleisteten Sicherheiten und darf höchstens 75 Prozent des Teils des Kredits decken, der für die Finanzierung von beihilfefähigen Investitionen, für welche die Zahlstelle interveniert, erhoben und benutzt wird.

§ 2 - Der berücksichtigte Betrag des Kredits, auf den sich die Bürgschaft bezieht, bleibt unter 500.000 Euro für die Niederlassungsbeihilfen, und unter 400.000 Euro für die Investitionsbeihilfen.

§ 3 - Gemäß Artikel 18 der Verordnung Nr. 702/2014 wird die Bürgschaft für ein Darlehen gewährt, das zur Finanzierung der Niederlassung von Junglandwirten durch Übernahme oder Betriebsgründung dient.

Das Projekt des Landwirts in Bezug auf seine Niederlassung durch Übernahme oder Betriebsgründung wird unter Einhaltung der Bestimmungen von und kraft Kapitel 3 umgesetzt.

In Übereinstimmung mit Artikel 18 § 2 Absatz 4 der Verordnung Nr. 702/2014, wird die Bürgschaft nur dann gewährt, wenn der Beihilfeempfänger ein Kleinst- oder Kleinunternehmen im Sinne dieser Verordnung Nr. 702/2014, Anhang 1, Artikel 2 ist.

§ 4 - Für Investitionen überschreitet der Gesamtbetrag der gewährten Bürgschaften für ein und denselben landwirtschaftlichen Betrieb nach Artikel D.3 Ziffer 15 des Gesetzbuches nicht 750.000 Euro für die Gesamtheit der gewährten Beihilfen.

Der berücksichtigte Betrag ist der Betrag des verbürgten Kapitals.

§ 5 - Die öffentliche Bürgschaft wird nur als Sicherheit für die Verpflichtungen von Darlehensnehmern gewährt, die sich aus Darlehen in Euro ergeben.

Die öffentliche Bürgschaft deckt:

1° das verbürgte Kapital oder dessen Restbetrag, berechnet gemäß der Vereinbarung über die Bürgschaften;

2° den gemäß der Vereinbarung berechnete Zinssaldo nach Maßgabe des verbürgten Restkapitalsaldos;

3° den Zinsertrag des verbürgten Restkapitalsaldos nach Aufkündigung zum gesetzlichen Zinssatz am Tag der Aufkündigung, nach Maßgabe des verbürgten Restkapitalsaldos;

4° die zu Lasten des Darlehensnehmers eintreibbaren Nebenkosten, nach Maßgabe des verbürgten Restkapitalsaldos;

Die Höchstdauer der Bürgschaft ist auf zehn Jahre begrenzt. Die Kreditanstalt und der Darlehensnehmer können einen Kredit vereinbaren, dessen Laufzeit die Dauer der öffentlichen Bürgschaft übersteigt.

§ 6 - Die Bürgschaft wird nicht gewährt, wenn

1° die beantragte Bürgschaft nicht in den in Artikel 1 der Verordnung Nr. 702/2014 vorgesehenen Anwendungsbereich fällt;

2° der Antragsteller ein großes Unternehmen im Sinne von Artikel 2 § 26 der Verordnung Nr. 702/2014 ist;

3° die Bonität der Kategorie "Bonität hängt von anhaltend günstigen Bedingungen ab" oder der Kategorie "In oder nahe Zahlungsverzug" entspricht.

Um die Bedingung nach Ziffer 3 zu prüfen, erstellt der Minister eine Entsprechungstabelle der Bonitäten.

§ 7 - In Übereinstimmung mit Artikel 14 der Verordnung Nr. 702/2014 wird die Bürgschaft für ein Darlehen gewährt, das zur Finanzierung einer Investition für materielle oder immaterielle Anlagen in landwirtschaftlichen Betrieben dient, die in der landwirtschaftlichen Primärproduktion tätig sind.

Das Investitionsprojekt erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von und kraft Kapitel 4.

Die Bürgschaft wird nicht gewährt, wenn das Investitionsprojekt nicht auf eines der Ziele nach Artikel 14 § 3 der Verordnung Nr. 702/2014 ausgerichtet ist.

Die Bürgschaft wird nicht gewährt, wenn das Investitionsprojekt

1° in einem Bewässerungsvorhaben nach Artikel 14 § 8 der Verordnung Nr. 702/2014 besteht;

2° in einem der Vorhaben nach Artikel 14 § 7 und § 9 der Verordnung Nr. 702/2014 besteht;

3° gegen ein Verbot oder eine Einschränkung nach der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates verstößt, selbst wenn diese Verbote und Einschränkungen nur die in dieser Verordnung vorgesehene EU-Unterstützung betreffen in Übereinstimmung mit Artikel 14 § 10 der Verordnung Nr. 702/2014;

4° Kosten deckt, die sich von denen unterscheiden, die in Artikel 14 § 6 der Verordnung Nr. 702/2014 vorgesehen sind;

5° mit der Erzeugung im landwirtschaftlichen Betrieb von Biokraftstoffen oder Energie ab erneuerbaren Quellen verbunden werden kann, wobei den in Artikel 14 § 5 der Verordnung Nr. 702/2014 vorgesehenen Bedingungen nicht Rechnung getragen wird.

Art. 66 - Der Bürgschaftsantrag des Landwirts wird von der zugelassenen Kreditanstalt eingereicht, die dazu bevollmächtigt wird.

Die zugelassene Kreditanstalt reicht den Antrag auf die öffentliche Bürgschaft bei der Zahlstelle ein, unter Einhaltung der vor Letzterer bestimmten Modalitäten.

Der Bürgschaftsantrag enthält mindestens folgende Angaben:

1° die Identifikation des Antragstellers und der Kreditanstalt;

2° den Betrag, den Zweck, den Zinssatz, die Laufzeit und die sonstigen vertraglichen Bestimmungen der Vereinbarung;

3° einen Überblick über die anderen Sicherheiten zur Deckung der Finanzierungsvereinbarung, für welche die Bürgschaft gewährt wird;

4° die Laufzeit und den Prozentsatz der beantragten Bürgschaft.

Dem Bürgschaftsantrag wird eine vom Antragsteller unterzeichnete Erklärung beigefügt,

1° in der der Antragsteller bestätigt, dass er die Bürgschaft beantragt, und die Kreditanstalt zwecks der Einreichung des Antrags bevollmächtigt;

2° in der der Name, der Vorname oder der Gesellschaftsname des Antragstellers erwähnt werden;

3° in der die Größe des Antragstellers (Kleinst-, Klein-, Mittel- oder Großunternehmen) gemäß Artikel 2 Ziffern 2 und 26 der Verordnung 702/2014 angegeben wird;

4° in der eine Beschreibung des durch das Darlehen, für welches die Bürgschaft beantragt wird, finanzierten Projekts, mit Anfangs- und Endedatum, angeführt wird;

5° in der die Standortbestimmung des durch das Darlehen, für welches die Bürgschaft beantragt wird, finanzierten Projekts angeführt wird;

6° in der eine Beschreibung und eine Quantifizierung der Kosten angeführt wird, die von dem Darlehen gedeckt werden, für welches die Bürgschaft beantragt wird, wobei diese Kosten nach Artikel 65 § 6 Absatz 2 Ziffern 1 bis 4 aufgeteilt werden;

7° in der angegeben wird, dass die beantragte Beihilfe aus einer Bürgschaft für das Darlehen besteht;

8° in der der Betrag des gemäß Artikel 71 berechneten Subventionsäquivalents angegeben wird;

9° in der der Antragsteller sich damit einverstanden erklärt, dass der Zahlstelle alle zur Prüfung seines Antrags notwendigen Dokumente übermittelt werden;

10° in der der Antragsteller bescheinigt, dass er der Zahlstelle alle Informationen über sein Aktiv- und Passivvermögen mitgeteilt hat;

11° in der der Antragsteller bestätigt, dass er keinen anderen Antrag auf eine öffentliche Bürgschaft für denselben Gegenstand eingereicht hat bzw. einreicht.

Der Beihilfeempfänger bewahrt eine Kopie der Erklärung nach Absatz 4 auf.

Art. 67 - Die Zahlstelle bearbeitet die Akte. Sie prüft die Bürgschaftsanträge und die Inanspruchnahme der Bürgschaft. Zu Prüfungszwecken kann die Zahlstelle beim Antragsteller oder bei der Kreditanstalt unter Einhaltung von Artikel D.36 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zusätzliche Informationen einholen.

Art. 68 - § 1 - Die Zahlstelle ist zur Gewährung der Bürgschaft befugt, wenn die Investition, die Gegenstand der Bürgschaft ist, beihilfefähig ist, und wenn der Antragsteller die Wirtschaftlichkeit seines Betriebs nachweist.

Die Zahlstelle notifiziert ihren Beschluss binnen neunzig Tagen nach dem Eingang des Bürgschaftsantrags.

§ 2 - Die Bürgschaft tritt frühestens am Tag in Kraft, an dem die Beträge des Darlehens ganz oder teilweise abgehoben werden.

Art. 69 - Die Kreditanstalt:

1° ersucht die Zahlstelle, die Aufrechterhaltung der Bürgschaft zu genehmigen, wenn der Rückzahlungsplan im Verhältnis zum ursprünglichen Beschluss geändert wird;

2° informiert während der gesamten Dauer der Beihilfe, und sobald sie davon Kenntnis hat, die Zahlstelle über jede Verletzung der gesetzlichen, verordnungsrechtlichen oder vertraglichen Verpflichtungen seitens des Darlehensnehmers in Zusammenhang mit der Gewährung des Kredits und der Intervention der Zahlstelle;

3° übermittelt auf Anfrage der Zahlstelle eine Kopie der Akten, der Rechnungen und der Dokumente betreffend die Kredite, die Gegenstand einer Inanspruchnahme der öffentlichen Bürgschaft sind;

4° rechtfertigt ihre Verwaltung der Kredite, die Verwertung der Vermögenswerte des Darlehensnehmers und der eingebrachten Sicherheiten auf erste Anfrage der Zahlstelle oder des Ministers, und übermittelt der Zahlstelle oder dem Minister alle zu diesem Zweck nützlichen Dokumente.

Art. 70 - Die öffentliche Bürgschaft wird von Rechts wegen bei jeder Bürgschaftsfälligkeit nach in der Vereinbarung festgelegten Bestimmungen um einen Betrag vermindert, der dem Betrag des verbürgten Kapitals geteilt durch die Anzahl der für die Bürgschaft festgelegten Kapitalfälligkeiten entspricht.

Wenn dies durch eine angemessenere Bestimmung der Fälligkeiten gerechtfertigt ist, kann die Bürgschaft an einem anderen Tag zu Ende gehen, solange die so abgeänderte Laufzeit der Bürgschaft 10 Jahre nicht überschreitet; dieser Tag muss binnen zwölf Monaten vor oder nach dem ursprünglich vorgesehenen Ablaufdatum bestimmt werden.

Art. 71 - Das Bruttosubventionsäquivalent nach Artikel 5 der Verordnung Nr. 702/2014 wird gemäß der vom Minister festgelegten Formel berechnet.

Abschnitt 3 — Feststellung von Zahlungsrückständen

Art. 72 - Wenn der Darlehensnehmer, der auf die öffentliche Bürgschaft Anspruch hat, für den gewährten Kredit seiner Verpflichtung nicht nachkommt, die Kapitaltilgung oder die Zinsen spätestens sechs Monate nach der festgelegten Frist zu zahlen, übermittelt die Kreditanstalt der Zahlstelle vor dem Ende des siebten Monats ein Feststellungsprotokoll, in dem die Ursache der Schwierigkeiten des Darlehensnehmers sowie seine finanzielle Lage angegeben werden.

Jeder unbezahlte Betrag wird durch die öffentliche Bürgschaft gedeckt, wenn er Gegenstand eines Feststellungsprotokolls nach § 1 gewesen ist. Jeder Betrag, der nicht Gegenstand eines Feststellungsprotokolls nach § 1 gewesen ist, wird für die Bestimmung der öffentlichen Bürgschaft als vollständig bezahlt betrachtet.

Wenn die Kreditanstalt innerhalb eines Jahres nach dem Feststellungsprotokoll kein neues Feststellungsprotokoll aufstellt oder den Kredit nicht kündigt, gilt, dass das Protokoll zur Feststellung von Zahlungsrückständen nie bestanden hat.

Abschnitt 4 — Inanspruchnahme der Bürgschaft

Art. 73 - § 1 - Die Kreditanstalt kann die Bürgschaft in Anspruch nehmen, wenn sie den Antragsteller auf der Grundlage der Bestimmungen des Kreditvertrags förmlich gemahnt hat und die gewährte Finanzierung fällig gestellt hat.

Binnen dreihundertfünfundsiebzig Tagen nach der Kündigung des Kredits teilt die Kreditanstalt durch eine Einsendung mit sicherem Datum im Sinne der Artikel D.15 und D.16 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft mit, dass die Bürgschaft in Anspruch genommen wurde. Diese Mitteilung enthält einen Vorschlag für die vorläufige Zahlbarstellung der Bürgschaft, unter Berücksichtigung des Prozentsatzes der Bürgschaft, in Erwartung des Abschlusses der Akte nach der Verwertung aller im Kreditvertrag gewährten Sicherheiten.

§ 2 - Der vorläufige Zahlungsvorschlag enthält:

- 1° die Begründung der Kündigung;
- 2° den am Datum der Kündigung wieder beizutreibenden Betrag des Kreditvertrags (Kapital und Zinsen);
- 3° eine Bewertung der dinglichen Sicherheiten anhand eines von einem unabhängigen Sachverständigen aufgestellten Bewertungsberichts;
- 4° eine Bewertung der persönlichen Sicherheiten;
- 5° einen Abrechnungsvorschlag, der die voraussichtlichen Verwertungen mit berücksichtigt;
- 6° die Kontonummer, auf die der Betrag überwiesen wird.

§ 3 - Die Zahlstelle prüft den vorläufigen Zahlungsvorschlag und kann die vorläufige Zahlung durchführen, wenn die Kreditanstalt die vertraglichen Bedingungen des Darlehens und der Vereinbarung über die Bürgschaften innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel eingehalten hat.

§ 4 - Die Zahlstelle kann der Kreditanstalt die Abfassung eines Vorschlags zur Zwischenabrechnung nach der Verwertung einer oder mehrerer Sicherheiten auferlegen.

Art. 74 - § 1 - Die Kreditanstalt reicht einen Antrag zur endgültigen Abrechnung und zum Abschluss der Akte neunzig Tage nach einem der folgenden Ereignisse ein:

- 1° die Verwertung aller Sicherheiten;
- 2° der Konkursabschluss;
- 3° der Abschluss einer kollektiven Schuldregelung;
- 4° eine mit der Zahlstelle vereinbarte endgültige Zahlung nach der Verwertung der dinglichen und persönlichen Sicherheiten.

Im Falle eines Antrags auf endgültige Abrechnung und Abschluss der Akte nach der Verwertung aller Sicherheiten, oder nach dem Konkursabschluss oder dem Abschluss der kollektiven Schuldregelung umfasst der Antrag die in der Vereinbarung bestimmten Elemente.

§ 2 - Die Kreditanstalt schlägt nicht vor, die Akte vor der Verwertung aller Sicherheiten abzuschließen, außer wenn mit der Zahlstelle eine endgültige Zahlung vereinbart wird, die die Verwertung der dinglichen und persönlichen Sicherheiten voraussetzt oder nicht.

Art. 75 - Wenn die vorläufigen Zahlungen oder die Zwischenzahlungen den von der Zahlstelle zum Zeitpunkt des Abschlusses der Akte zu zahlenden Betrag überschreiten, erstattet die Kreditanstalt der Zahlstelle den Unterschied zurück. Wenn die vorläufigen Zahlungen oder die Zwischenzahlungen den von der Zahlstelle zum Zeitpunkt des Abschlusses der Akte zu zahlenden Betrag unterschreiten, überweist die Zahlstelle der Kreditanstalt den Restbetrag. Gegebenenfalls werden keine Zinsen geschuldet, weder von der Kreditanstalt noch von der Zahlstelle.

Art. 76 - Die Zahlbarstellung der Bürgschaft und jede damit verbundene Zahlung befreien den Antragsteller nicht von der Ausführung seiner vertraglichen Verpflichtungen gegenüber der Kreditanstalt, die sich aus der Finanzierungsvereinbarung für den nicht verbürgten Betrag ergeben.

Wurde die öffentliche Bürgschaft gezahlt, verzichtet die Kreditanstalt auf den Restbetrag des Anteils der verbürgten Forderung, den sie noch gegenüber dem Darlehensnehmer besitzt. Die Beträge, die ggf. nach der endgültigen Zahlung der öffentlichen Bürgschaft durch die Kreditanstalt eingetrieben werden, werden verhältnismäßig der Rückzahlung des verbürgten und nicht verbürgten Restbetrags des Darlehens gewidmet.

Art. 77 - Bei einem Fehler oder einer Fahrlässigkeit der Kreditanstalt bei der Verwaltung eines verbürgten Kredits sowie ggf. bei der Verwertung der Güter des Darlehensnehmers oder der anderen eingebrachten Sicherheiten kann die Zahlstelle die Ausführung der Bürgschaft in Höhe des sich ggf. daraus ergebenden Schadens einschränken; bei einem schwerwiegenden Fehler der Kreditanstalt kann sie die Bürgschaft entziehen.

Die Kreditanstalten können in den Formen und Fristen gemäß Artikel D.17, D.18 und D.257 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft bei dem Minister einen Einspruch einreichen. Dem Einspruch sind unter Gefahr der Unzulässigkeit die Belege beizufügen.

KAPITEL VIII — *Kontroll- und Strafmaßnahmen**Abschnitt 1 — Kontrolle der Dauerhaftigkeit der Niederlassung, der Aufrechterhaltung und der Zweckbestimmung der Investition*

Art. 78 - Im Rahmen der Niederlassungsbeihilfe erfüllt der Junglandwirt die in Artikel 19 § 1 genannten Bedingungen während eines Zeitraums von fünf Jahren nach dem Datum der letzten Beihilfezahlung zugunsten des Beihilfeempfängers, mit einer Mindestdauer von acht Jahren nach der tatsächlichen Niederlassung.

Art. 79 - Der Verkauf, das Vermieten, die unentgeltliche Zurverfügungstellung, die darauf abzielen oder dazu führen, dass die Investition von dem im Beihilfeantrag angeführten Zweck entfremdet wird, führt dazu, dass der Zahlstelle erlaubt wird, die Beitreibung eines Teils oder der Gesamtheit der zugunsten der betreffenden Investition gezahlten Beihilfen vorzunehmen.

Art. 80 - Der Beihilfeempfänger, der die Zweckbestimmung oder die Verwendung einer Investition, für die eine Beihilfe gewährt wird oder gewährt worden ist, ändern möchte, muss die Zahlstelle vorab davon in Kenntnis setzen.

Der Beihilfeempfänger gibt die neue Zweckbestimmung oder Verwendung der Investition an, und begründet die Änderung. Die Änderungen der Zweckbestimmung oder Verwendung der Investitionen unterliegen der vorherigen Zustimmung der Zahlstelle.

Die Zahlstelle akzeptiert eine Änderung der Zweckbestimmung, wenn diese die Bedingungen des vorliegenden Erlasses einhält. Im Falle einer nicht genehmigten Änderung der Zweckbestimmung treibt die Zahlstelle die Gesamtheit oder einen Teil der zwecks der betreffenden Investition gewährten Beihilfen bei.

Art. 81 - Der Beihilfeempfänger übermittelt der Zahlstelle alle Informationen und Dokumente, die nötig sind, um ihr die Prüfung der Realität der Investition und die korrekte Zweckbestimmung der betreffenden Beihilfen zu ermöglichen.

Wenn der Beihilfeempfänger sich weigert, die zur Prüfung nötigen Informationen mitzuteilen, oder wenn die betreffenden Nachweise fehlen, zahlt die Beihilfeempfänger den Betrag der nicht begründeten Beihilfen zurück.

Abschnitt 2 — Nachprüfung des Geschäftsplans

Art. 82 - Der Empfänger von Niederlassungsbeihilfen führt eine jährliche Erhebung der in seinem Geschäftsplan vorgesehenen Ergebnisindikatoren durch und notiert seine Beobachtungen. Für die Abfassung des Protokolls dieser Erhebung kann er einen Berater heranziehen.

Für die tatsächlichen Niederlassungen, die im Laufe des ersten Semesters eines Kalenderjahres stattgefunden haben, führt der Beihilfeempfänger eine erste jährliche Erhebung für das Jahr "n+1" durch, wobei "n" das Jahr der tatsächlichen Niederlassung ist.

Für die tatsächlichen Niederlassungen, die im Laufe des zweiten Semesters eines Kalenderjahres stattgefunden haben, führt der Beihilfeempfänger eine erste jährliche Erhebung für das Jahr "n+2" durch, wobei "n" das Jahr der tatsächlichen Niederlassung ist.

Die zweite jährliche Erhebung wird im Jahre nach demjenigen der ersten Erhebung durchgeführt.

Am Ende des Geschäftsplans übermittelt der Beihilfeempfänger der Zahlstelle einen Schlussbericht über die Nachprüfung, der jedes der Jahre des Geschäftsplans betrifft. Dieser Bericht ermöglicht eine Bewertung der allgemeinen Umsetzung des Geschäftsplans.

Die Zahlstelle bestimmt die Muster für die jährliche Erhebung und für den Bericht über die Nachprüfung

Die Zahlstelle bewertet die Nachprüfung und die Ergebnisse der Erhebungen sowie die globale Umsetzung des Geschäftsplans.

Abschnitt 3 — Verschiedene Kontrollen

Art. 83 - Auf Anfrage der Zahlstelle übermitteln die Gerätenutzungsgesellschaft ("CUMA") und die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") den Bericht über ihre jährliche Generalversammlung. Für die Gerätenutzungsgesellschaft ("CUMA") wird der Bericht von all ihren Mitgliedern mitunterzeichnet. Dieser Bericht führt wenigstens die Tätigkeiten, die Konten und die Verwendung der Geräte unter den Mitgliedern an. Falls dieser Bericht nicht übermittelt wird, werden die vorgesehenen Beihilfen ausgesetzt und zahlt der Beihilfeempfänger den nicht begründeten Teil der erhaltenen Beihilfen zurück.

Abschnitt 4 — Strafmaßnahmen

Art. 84 - § 1 - Gemäß Artikel 35 der Verordnung Nr. 640/2014 führt die Nichteinhaltung der Bestimmungen zur Einstellung der Beihilfen und ggf. zur Rückerstattung eines Teils oder der Gesamtheit der bereits erhaltenen Beihilfen, dies je nach der Schwere, dem Ausmaß, der Dauer und der Wiederholung der Regelwidrigkeit.

§ 2 - Die verhältnismäßige Rückerstattung ist in den Fällen, in denen Investition nicht aufrechterhalten bleibt, in denen die Zweckbestimmung der Investition unerlaubt geändert wird und in denen die Verpflichtungskriterien vorläufig nicht eingehalten werden, anwendbar. Diese Rückerstattung ist verhältnismäßig zu der Dauer der Regelwidrigkeit. Pro angebrochenen Jahreszeitraum der Regelwidrigkeit beträgt die Beitreibungsquote ein Siebtel der gesamten betroffenen Beihilfen im Falle der Investitionsbeihilfe und der Beihilfe für Investitionen in der nicht landwirtschaftlichen Diversifizierung, und ein Achtel im Falle der Niederlassungsbeihilfe.

Eine vollständige Rückzahlung der Beihilfe wird geschuldet, wenn feststeht, dass:

1° der Beihilfeempfänger falsche Nachweise übermittelt hat, um die Beihilfe zu empfangen;

2° der Beihilfeempfänger die Kriterien der Beihilfefähigkeit für seine gesamte Verpflichtung nicht erfüllt;

3° der Beihilfeempfänger die in Artikel 16 Absatz 1 Ziffer 6 und Artikel 82 genannten Ergebnisindikatoren für seine gesamte Verpflichtung nicht einhält.

Gemäß Artikel 4 der Verordnung Nr. 640/2014 wird in Fällen von höherer Gewalt und außergewöhnlichen Umständen nach Artikel 91 keine Rückzahlung gefordert.

Art. 85 - Zusätzlich zur Ablehnung, Rücknahme und zum Ausschluss von der Beihilfe nach Artikel 35 § 6 der Verordnung Nr. 640/2014 wird der Beihilfeempfänger wegen des in Artikel D.396 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vorgesehenen Verstoßes angeklagt, wenn er falsche Nachweise übermittelt hat, um die Beihilfe zu empfangen. Falls der Beihilfeempfänger den Schlussbericht über die Nachprüfung des Geschäftsplans nach Artikel 82 nicht übermittelt, zahlt die Zahlstelle nicht die letzte noch zu erhaltende Tranche und kann sie die Beitreibung oder den Ausgleich der Gesamtheit oder eines Teils der vom Beihilfeempfänger erhaltenen Beihilfen vornehmen.

Art. 86 - Falls die Ergebnisindikatoren unterhalb der im Geschäftsplan festgelegten Zielwerte liegen, hat der Beihilfeempfänger seine Lage zu rechtfertigen und die neuen Maßnahmen vorzulegen, die er einleitet, um der Lage abzuweichen.

Bei Nichteinhaltung von Artikel 82 führt die Zahlstelle die Zahlung der letzten noch zu erhaltenden Tranche im Sinne von Artikel 19 § 5 der Verordnung Nr. 1305/2013 nicht aus und nimmt sie die Beitreibung oder den Ausgleich der Gesamtheit oder eines Teils der bereits erhaltenen Beihilfen vor.

Wenn der Beihilfeempfänger sich verweigert, die zur Prüfung der Qualität und der Ergebnisse der Erhebungen sowie der globalen Umsetzung des Geschäftsplans nötigen Informationen mitzuteilen, oder wenn die betreffenden Nachweise fehlen, zahlt er den Betrag der nicht begründeten Beihilfen zurück.

Art. 87 - Gemäß Artikel 60 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates, nachstehend "Verordnung Nr. 1306/2013" genannt, wird keine der in vorliegendem Erlass vorgesehenen Beihilfen zugunsten von natürlichen oder juristischen Personen gewährt, die die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen künstlich, den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen haben.

Art. 88 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft geprüft und ermittelt.

Abschnitt 5 — Beitreibungsverfahren

Art. 89 - Die Zahlstelle notifiziert dem Beihilfeempfänger, dass sie die Maßnahmen zur Beitreibung der Beihilfe einleiten wird, bevor sie die Mittel tatsächlich beitreibt.

Art. 90 - Die Beihilfen werden gemäß den Artikeln D.258 bis D.260 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft beigetrieben.

KAPITEL IX — Fälle höherer Gewalt und außergewöhnliche Umstände

Art. 91 - Gemäß Artikel 2 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 sind die Fälle höherer Gewalt mindestens folgende:

- 1° der Tod des Beihilfeempfängers;
- 2° die länger andauernde Berufsunfähigkeit des Beihilfeempfängers;
- 3° eine schwere Naturkatastrophe, die den Betrieb erheblich in Mitleidenschaft zieht;
- 4° die unfallbedingte Zerstörung von Stallgebäuden des Betriebs;
- 5° ein Seuchenbefall oder eine Pflanzenkrankheit, die die Gesamtheit oder einen Teil des Tierbestands oder des Pflanzenkapitals des Betriebsinhabers in Mitleidenschaft ziehen;
- 6° die Enteignung des gesamten oder eines bedeutenden Teils des Betriebs, insofern diese Enteignung am Tag der Einreichung des Beihilfeantrags nicht vorherzusehen war.

Der Minister kann die im Sinne von Artikel 2 § 2 der Verordnung Nr. 1306/2013 anerkannten außergewöhnlichen Umstände bestimmen.

Art. 92 - Die Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände nach Artikel 91 Ziffer 1 und 2 finden nur Anwendung, um erworbene Beihilfen beizubehalten. Sie finden keine Anwendung, um eine neue Gewährung einer Beihilfe zugunsten eines Dritten, der nicht der Beihilfeempfänger ist und die Kriterien für die Beihilfefähigkeit nicht erfüllt, in Anspruch zu nehmen.

Die Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände werden durch aussagekräftige Belege nachgewiesen, die innerhalb der in Artikel 4 § 2 der Verordnung Nr. 640/2014 vorgesehenen Frist übermittelt werden.

KAPITEL X — Allgemeine Bestimmungen

Art. 93 - Die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Beträge verstehen sich ohne MwSt. oder jegliche andere Art von Steuern.

Art. 94 - Die Beihilfen werden den Landwirten im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ausgezahlt. Sind die Mittel nicht ausreichend, so kann der Minister beschließen, dass die Beihilfeanträge ab dem Datum seines Beschlusses nicht mehr zugelassen werden.

Art. 95 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuss der Beihilfen gelangen möchte, verpflichtet sich, für die Investitionen des vorliegenden Erlasses keine sonstigen Beihilfen bei der Wallonischen Region zu beantragen und zu erklären, dass er keine beantragt hat oder beantragen wird, sei es in Form einer Zinssubvention, eines Zuschusses oder einer Prämie, die dazu führen würden, dass die durch Anhang II der Verordnung EG/1305/2013 festgelegten Höchstbeträge für Beihilfen überschritten würden.

Jede Überschreitung der Höchstbeträge für die in Anhang 2 der Verordnung Nr. 1305/2013 festgelegten Beihilfen wird zurückgefordert.

Art. 96 - In Anwendung des Artikels D.254 § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft ist der Verantwortliche der Zahlstelle oder, falls dieser verhindert ist, der Beamte, der ihn ersetzt, bevollmächtigt, die Ausgaben bezüglich der vorgesehenen Beihilfen zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL XI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 97 - Die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft eingereichten Beihilfen unterliegen weiterhin den Bestimmungen dieses Erlasses.

Art. 98 - Für Zinssubventionen, die unter vorhergehenden Regelungen gewährt wurden, wird die Zahlung der Zinssubvention aufgehoben, sobald die Bürgschaft in Anspruch genommen wird.

Die Nachkontrolle der Entwicklungspläne bezüglich der in Absatz 1 erwähnten Anträge unterliegt jedoch den Artikeln 82 und 85. Eine jährliche Erhebung wird für die gesamte Dauer des Plans erstellt.

Art. 99 - Mit Ausnahme der Artikel 31 § 1, 32, 35, 36, 68 bis 75, 76bis bis 76quater und seines Anhangs 1 wird der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, außer Kraft gesetzt.

Art. 100 - Die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor eingereichten Beihilfeanträge unterliegen weiterhin den Bestimmungen dieses Erlasses.

Die Verfolgung der Entwicklungspläne bezüglich der in Absatz 1 erwähnten Beihilfeanträge unterliegt jedoch den Artikeln 82 und 85 des vorliegenden Erlasses. Für die gesamte Dauer des Plans wird eine jährliche Erhebung im Sinne von Artikel 82 erstellt.

Der Beihilfeempfänger, der auf die in Artikel 36 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor erwähnte Beihilfe verzichtet, ist jedoch nicht verpflichtet, einen abschließenden Folgebericht zu erstellen. Er übermittelt jedoch der Zahlstelle die Verwaltungsbücher und gegebenenfalls die Bodengebundenheitswerte, die die Jahre der Dauer des Plans decken.

Art. 101 - Den Personen, denen im Rahmen der ersten Phase für eine Niederlassung unter Anwendung der Artikel 22 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 und der Artikel 22 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 eine Beihilfe gewährt wurde, kann eine Beihilfe für eine zweite Phase gemäß den Artikeln 22 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 und den Artikeln 22 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 gewährt werden, insofern die Investition in Verbindung mit dieser zweiten Phase vor dem 31. Dezember 2016 durchgeführt wird.

Die zweite Phase wird in der Form einer Kapitalsubvention von 40 Prozent auf die ersten berücksichtigten 100 Tausend Euro und einer Kapitalsubvention von 15 Prozent auf die letzten 200 Tausend Euro gezahlt.

Art. 102 - § 1 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2013 zur Einführung einer Übergangsregelung auf dem Gebiet der Beihilfen für Investitionen im Agrarsektor und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Juli 2015, wird außer Kraft gesetzt.

§ 2 - Der in Artikel 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2013 zur Einführung einer Übergangsregelung auf dem Gebiet der Beihilfen für Investitionen im Agrarsektor und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor erwähnte und in Anwendung dieses Erlasses eingereichte Musterantrag T unterliegt weiterhin den Bestimmungen dieses Erlasses.

Die Nachkontrolle der Entwicklungspläne und der Investitionspläne bezüglich der in Absatz 1 erwähnten Beihilfeanträge unterliegt jedoch den Artikeln 82 und 85 des vorliegenden Erlasses. Für die gesamte Dauer des Plans wird eine jährliche Erhebung im Sinne von Artikel 82 erstellt.

Art. 103 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2015 in Kraft.

Art. 104 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. September 2020 außer Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 bleibt er für die Akten, die vor dem 31. Dezember 2020 einen günstigen Zulässigkeitsbeschluss erhalten haben, weiterhin in Kraft.

Art. 105 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 10. September 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204764]

**10 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo));

Gelet op Verordening (EU) nr. 1310/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 houdende bepaalde overgangsbepalingen inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO), houdende wijziging van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft middelen en de verdeling ervan met betrekking tot 2014, houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad en de Verordeningen (EU) nr. 1307/2013, (EU) nr. 1306/2013 en (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de toepassing ervan in 2014;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, artikelen D.4, D.6, D.242, D.243, D.245 tot D.248 en D.254, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende investeringen in de landbouwsector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2013 tot organisatie van een overgangsregeling voor de investeringssteun in de landbouwsector en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende investeringen in de landbouwsector;

Gelet op het rapport van 2 april 2015 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid d.d. 23 april 2015 en 18 juni 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 maart 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 2015;

Gelet op het advies nr. 57.864/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 augustus 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de toekenning van de overheidsgarantie gelijkstaat met een staatsteun die vrijgesteld is op grond van verordening nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Unie* van 1 juli 2014 onder de referentie "PB L 193 van 1.7.2014, p. 1-75", in het bijzonder op grond van hoofdstuk I en van de artikelen 4 en 18;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° toezichtcomité : het toezichtcomité ingesteld krachtens artikel 47 van verordening nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad, hierna verordening nr. 1303/2013;

2° overeenkomst inzake de garanties : de tussen een kredietinstelling en de Minister gesloten overeenkomst tot vastlegging van de modaliteiten voor het beheer van de krachtens dit besluit verleende garantie;

3° CVGL : de coöperatieve vennootschap die opgericht is overeenkomstig artikel 2, § 2, vierde streepje, van het Wetboek van vennootschappen en die aan de volgende vereisten voldoet :

a) haar maatschappelijk doel binnen het bedrijf van haar leden is hoofdzakelijk gericht op het gemeenschappelijke gebruik van landbouwmateriaal dat noodzakelijk is voor de landbouwactiviteit van haar leden;

b) de meerderheid van de leden van de CVGL zijn partners van het type producent die in aanmerking komen voor steun, waarbij minimum drie partners in aanmerking komen voor steun;

c) in de statuten wordt bepaald dat elke vennoot over minstens één stem beschikt op de algemene vergaderingen;

4° vestigingscomité : het vestigingscomité in de zin van artikel 60 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

5° indieningsdatum : de datum van indiening van de volledige en conforme steunaanvraag;

6° datum van vestiging door oprichting : de datum van de eerste registratie bij het GBCS als landbouwer in hoofdberoep die overeenstemt met de datum van inschrijving bij de kas voor sociale verzekeringen als landbouwer in hoofdberoep;

7° datum van vestiging door overname : de datum van de eerste registratie bij het GBCS als landbouwer in hoofdberoep die overeenstemt met de overnamedatum vermeld in de overnameovereenkomst en met de datum van inschrijving bij de kas voor sociale verzekeringen als landbouwer in hoofdberoep;

8° steunaanvraag : de bijstandsaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, (3) van verordening nr. 640/2014 voor een aanvraag tot toetreding tot één van de maatregelen voorzien in de artikelen 17 en 19 van verordening nr. 1305/2013;

9° praktische ervaring : voltijdsequivalente beroepservaring in de landbouwsector als landbouwer of hulp of meewerkende echtgeno(o)t(e);

10° garantie : steun verleend in de vorm van een overheidsgarantie die gekoppeld kan worden aan de terugbetaling in kapitaal, interesten en accessoria van de leningen die toegekend worden aan de in dit besluit bedoelde natuurlijke en rechtspersonen, op voorwaarde dat ze toegekend worden door een erkende kredietinstelling bedoeld in artikel D.248 van het Landbouwwetboek;

11° investeringen : verrichtingen die gericht zijn op de aankoop, de bouw of de vernieuwing van onroerende goederen of op de aankoop van roerende goederen voor de steunbegunstigden;

12° jonge landbouwer : de begunstigde van de vestigingssteun zoals bepaald in artikel 2, *n*), van verordening nr. 1305/2013;

13° partner van het type producent : natuurlijke persoon of groepering van natuurlijke personen of rechtspersoon of groepering van rechtspersonen geïdentificeerd in het GBCS die een land- of tuinbouwactiviteit uitoefent/uitoefenen;

14° partner van het type coöperatief : coöperatieve vennootschappen van het type CVGL of CVAV die in het GBCS geïdentificeerd zijn;

15° bedrijfsplan : het plan bedoeld in artikel 19, § 4, van verordening nr. 1305/2013;

16° kwaliteitsproducten : de kwaliteitsproducten bedoeld in de artikelen D.171 tot D.184 van het Waals landbouwwetboek;

17° verordening nr. 1305/2013 : Verordening (EU) nr.1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

18° verordening nr. 1306/2013 : Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

19° verordening nr. 1307/2013 : Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

20° verordening nr. 640/2014 : gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

21° verordening nr. 702/2014 : Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

22° verordening nr. 807/2014 : Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) en tot invoering van overgangsbepalingen;

23° vervanging : aankoop van nieuw materiaal dat identiek of soortgelijk is aan een ander materiaal dat toebehoort aan de landbouwer, de CVGL of de CVAV, ten einde het te vervangen, met minder dan zeven jaar tussentijd tussen de fabricagejaren van beide materialen;

24° CVAV : de coöperatieve vennootschap die opgericht is overeenkomstig artikel 2, § 2, vierde streepje, van het Wetboek van vennootschappen en die aan de volgende vereisten voldoet :

a) het doel van de vennootschap is voornamelijk gericht op landbouw, tuinbouw of veeteelt en op de verbetering en rationalisatie van de behandeling, de verwerking of de afzet van landbouwproducten;

b) de meerderheid van de leden van de CVGL zijn partners van het type producent die in aanmerking komen voor steun, waarbij minimum drie partners in aanmerking komen voor steun;

c) in de statuten wordt bepaald dat elke vennoot over minstens één stem beschikt op de algemene vergaderingen;

25° grondgebondenheidscijfer : het globale grondgebondenheidscijfer van het bedrijf bedoeld in artikel R.210, § 4, van het Waterwetboek en, in voorkomend geval, het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf in een gevoelig gebied zoals bedoeld in artikel R.214, § 2, van het Waterwetboek;

26° AE : de arbeidseenheid of de verhouding tussen, enerzijds, het jaarlijks op het bedrijf gepresteerd aantal werkuren, meer bepaald maximum 1.800 uren, verminderd met het aantal werkuren gepresteerd buiten het bedrijf in dezelfde periode en, anderzijds, de waarde van 1.800 werkuren.

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke voorwaarden betreffende steun voor investering, vestiging en niet-agrarische diversificatie*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepaling

Art. 2. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de aanvragen van steun voor investering, vestiging en investering in de niet-agrarische diversificatie.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de indiening, de behandeling van de steunaanvraag en de betaling van de steun

Art. 3. De landbouwer dient zijn steunaanvraag in volgens de voorschriften die het betaalorgaan bepaalt.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de steunaanvraag geeft het betaalorgaan de aanvrager per zending kennis van hetzij :

1° de ontvankelijkheid van de steunaanvraag als ze volledig en conform bevonden wordt;

2° de niet-ontvankelijkheid van de steunaanvraag als ze onvolledig of niet-conform bevonden wordt.

In het geval bedoeld onder punt 2° wordt in de zending gewezen op de ontbrekende elementen.

Als een aanvraag onontvankelijk is, wordt ze als onbestaand beschouwd.

Art. 4. Na de kennisgeving van de ontvankelijkheid kan het betaalorgaan aanvullende stukken of gegevens van de aanvrager verlangen.

Het verzoek om aanvullende informatie schorst de behandeling van het dossier. Na vijftien dagen kan de steunaanvraag als niet in aanmerking komend beschouwd worden als het betaalorgaan niet het geheel van de stukken en gegevens ontvangen heeft.

De Minister kan de duur van de behandeling van het steunaanvraagdossier bepalen alsmede de duur van de behandeling van het dossier na ontvangst van de aanvullende stukken bedoeld in het tweede lid.

Art. 5. § 1. Het betaalorgaan geeft de aanvrager kennis van de beslissing door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van artikel D.15 van het Waals Landbouwwetboek.

De beslissing tot toekenning van de steun vermeldt :

- 1° om welke investering of vestiging het gaat;
- 2° het subsidiabele bedrag van de investering;
- 3° het bedrag van de steun;
- 4° de uiterste datum voor de verrichting van de investering;
- 5° de eventueel in acht te nemen voorwaarden, met inbegrip van de als bewijs van de investering of vestiging over te leggen stukken.

§ 2. De betaling van de steun wordt bepaald na overlegging van de bewijsstukken.

De bewijsstukken worden in aanmerking genomen als ze de duidelijke identificatie van de uitgaven voor de verrichting van de investering mogelijk maken. Facturen worden slechts in aanmerking genomen als ze van betalingsbewijzen vergezeld gaan.

Als de bewijsstukken ontoereikend zijn of geen bewijswaarde hebben, worden ze geacht niet in aanmerking te komen.

In de steungevallen bedoeld in de hoofdstukken 4 en 5, mag de aanvrager geen investering verrichten of opstarten voor de datum van kennisgeving van de ontvankelijkheid bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1°.

*Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de ontvankelijkheid
en de toelaatbaarheid van de steunaanvragen*

Art. 6. § 1. De steunaanvraag is ontvankelijk als de aanvrager :

- 1° over een correspondentieadres in het Waalse Gewest beschikt;
- 2° zijn bedrijf op autonome wijze voor eigen profijt en eigen rekening beheert op het grondgebied van het Waalse Gewest;
- 3° door zijn partnernummer geïdentificeerd is bij het GBCS;
- 4° als zaakvoerder van een productie-eenheid geïdentificeerd is bij het GBCS ;
- 5° elke productie-eenheid van zijn bedrijf bij het GBCS heeft laten identificeren.

§ 2. Dezelfde natuurlijke persoon vraagt enkel steun voor vestiging aan en vraagt geen steun voor investering onder veelvoudige identificaties bij het GBCS aan, ongeacht of hij al dan niet zaakvoerder of gedelegeerd bestuurder is van een rechtspersoon buiten een coöperatieve vennootschap.

Steun voor vestiging door overname en oprichting is niet cumuleerbaar.

Art. 7. De steun wordt aangevraagd voor een landbouwactiviteit in de zin van artikel D.3, 1°, van het Waals landbouwwetboek, met uitsluiting van een activiteit in de aquacultuur.

Art. 8. Het globale jaarinkomen uit de beroepsactiviteit is de som van het belastbare bruto-inkomen uit het geheel van de beroepsactiviteiten en de vervangingsinkomens van een landbouwbedrijfshoofd.

het belastbare bruto-inkomen uit het geheel van de beroepsactiviteiten omvat de inkomens :

- 1° uit activiteiten als bezoldigde werknemer;
- 2° uit pensioenuitkeringen;
- 3° als zelfstandige.

Vervangingsinkomens zijn sociale uitkeringen, werkloosheidsuitkeringen, vergoedingen « Ziekte- en invaliditeitsverzekering », vergoedingen wegens arbeidsongeval, vergoedingen wegens beroepsziekte of inkomens wegens loopbaanonderbreking.

Art. 9. De landbouwer rechtspersoon komt niet in aanmerking als zijn statuten aangeven dat het maatschappelijk doel de landbouwactiviteit is waarvan minstens vijftig procent van de omzet eruit voortkomt, en vervult de volgende voorwaarden :

- 1° wat betreft een landbouwbedrijf bedoeld in artikel 2, § 3, van het Wetboek van vennootschappen, oefenen de zaakvoerders van de vennootschap een beroepsactiviteit uit in verband met bedoeld bedrijf;
- 2° wat betreft de andere vennootschapsvormen bedoeld in artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen :
 - a) is de vennootschap opgericht voor minimum twintig jaar;
 - b) zijn de aandelen of deelbewijzen op naam;
 - c) behoren de aandelen of deelbewijzen voor minstens 51 % aan de gedelegeerd bestuurders of zaakvoerders toe;
 - d) worden de gedelegeerd bestuurders of zaakvoerders aangewezen onder de vennoten;
 - e) zijn alle gedelegeerd bestuurders of zaakvoerders of, bij afwezigheid, alle bestuurders natuurlijke personen die het betrokken bedrijf beheren en er een activiteit in hoofdberoep uitoefenen.

Art. 10. Bij de berekening van het inkomen per AE is de gepresteerde arbeid de arbeid verricht door elke persoon die actief is in een bedrijf en die beschikt over het sociaal statuut van zelfstandig landbouwexploitant, als landbouwer, als helper of als meewerkende echtgeno(o)t(e).

Het aantal AE bedraagt niet meer dan één eenheid per persoon die in het bedrijf actief is en die bij een sociale verzekeringskas aangesloten is.

*Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen
betreffende de subsidiabiliteit van de investeringen*

Art. 11. § 1. Om in aanmerking te komen is elke investering waarvoor steun wordt aangevraagd functioneel en gerechtvaardigd door het redelijke gebruik ervan voor beroepsdoeleinden. Bij de beoordeling van het redelijke gebruik voor beroepsdoeleinden houdt het betaalorgaan rekening met de omvang van het bedrijf, met de technologische evolutie, de economische rendabiliteit van de investering, de relevantie van het verband met de landbouwactiviteit.

§ 2. De Minister kan een lijst van niet-subsidiabele investeringen opmaken.

§ 3. De investering betreffende een onroerend goed in de zin van artikel 517 van het Burgerlijk wetboek wordt als een onroerende investering beschouwd.

De investering betreffende een roerend goed in de zin van artikel 528 van het Burgerlijk wetboek wordt als een roerende investering beschouwd

Art. 12. Alleen de investeringen verricht en bestemd voor in het Waalse Gewest gelegen productie-eenheden komen in aanmerking.

Wat betreft de renovatie van in het bedrijf bestaande onroerende goederen, maken die onroerende goederen deel uit van het landbouwbedrijf van de aanvrager. De landbouwer is eigenaar van de grond of heeft er het genot van voor een duur van minstens vijf jaar vanaf de datum van de laatste betaling. De duur bedraagt minstens zeven jaar na verrichting van de investering en is minstens gelijk aan die van de overheidsgarantie.

Elke bijsturing van de steunaanvraag is slechts mogelijk via de indiening van een nieuwe steunaanvraag, die de eerste vervangt. Een dergelijke steunaanvraag wordt pas na afloop van de door de Minister krachtens artikel 4 bepaalde periode van behandeling van het dossier ingediend.

De aanvrager verwittigt het betaalorgaan dat hij afziet van de investering die het voorwerp van een steunaanvraag heeft uitgemaakt. De steun betreffende de niet verrichte investering wordt geannuleerd.

Afdeling 5. — Verbintencriteria

Art. 13. Gedurende een in lid 3 nader bepaalde minimale periode houdt de begunstigde zich aan de volgende voorschriften :

1° een boekhouding voeren zoals bepaald in artikel 14°;

2° de naleving van de opslagcapaciteitsnormen voor de teelteffluënten bedoeld in de artikelen R.191 tot R.197 van het Waterwetboek;

3° de inachtneming van de in artikel 1, 25°, bedoelde grondgebondenheidscijfers, lager dan of gelijk aan één;

4° desgevallend, de naleving van het bestek van de kwaliteitsproducten;

5° de handhaving van de gesubsidieerde investeringen en de aanwending ervan voor de voorziene bestemming;

6° de inachtneming van het verbod op de huur van de gesubsidieerde investeringen;

7° in geval van vestiging, exclusief bedrijfshoofd zijn of gedurende minimum 8 jaar daadwerkelijke zeggenschap over het bedrijf hebben.

Wat betreft de naleving van het eerste lid, punt 2°, is de landbouwer, overeenkomstig artikel 25, in overeenstemming binnen 24 maanden na de vestiging.

Wat punt 5° betreft, overeenkomstig artikel 71, § 1, van verordening nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad, bedraagt de in lid 1 bedoelde minimale periode vijf jaar na de datum van de eindbetaling aan de begunstigde :

1° met minimum acht jaar, te rekenen van de datum van daadwerkelijke vestiging wat vestigingssteun betreft;

2° met minimum zeven jaar, te rekenen van de datum van de daadwerkelijke verrichting van de investering wat steun voor investering en steun voor niet-agrarische diversificatie betreft.

De voorwaarde vermeld in het eerste lid, 2°, is vervuld als de aanvrager beschikt over een attest van conformiteit van de infrastructuur voor de opslag van teelteffluënten, afgeleverd krachtens artikel R.198 van het Waterwetboek. Het vermoeden van conformiteit, vastgesteld op grond van artikel R.198, § 4, laat de behandeling van het dossier toe maar de steun wordt uitbetaald op voorwaarde dat een conformiteitsattest wordt verkregen waaruit blijkt dat de in de artikelen R.194 tot R.197 van het Waterwetboek bedoelde normen nageleefd worden.

Art. 14. § 1. De steunaanvrager, natuurlijke of rechtspersoon, voert een boekhouding die minstens de in paragraaf 2 vermelde elementen bevat.

In afwijking van het eerste lid, wordt een vereenvoudigde boekhouding aanvaard als de steunaanvrager een CVGL of CVAV is.

§ 2. De boekhouding vermeld in paragraaf 1 wordt jaarlijks gevoerd en bevat minstens de volgende elementen :

1° een omschrijving van de algemene bedrijfskenmerken, inclusief de aangewende productiefactoren;

2° een balans en een bedrijfsrekening, met een uitvoerige melding van de lasten en producten;

3° de nodige gegevens voor de beoordeling van de doeltreffendheid van de bedrijfsvoering in haar geheel, alsmede van de rendabiliteit van de belangrijkste bedrijfsonderdelen;

4° een jaarlijkse begin- en eindinventaris;

5° de systematische en regelmatige registratie van de verschillende goederen- en geldstromen betreffende het bedrijf in de loop van het boekjaar, in natura en in speciën.

De boekhouding bedoeld in het eerste lid dekt het jaar waarin de subsidiabele investering verricht wordt.

In geval van overname of van oprichting, mag de begunstigde voor het eerste jaar alleen de in paragraaf 2, eerste lid, 1°, 3° en 5°, bedoelde stukken overleggen.

§ 3. Met inachtneming van de Europese normen kan de Minister :

- 1° de vorm en de inhoud van de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde vereenvoudigde boekhouding bepalen;
- 2° de wijze bepalen waarop de in paragraaf 2 bedoelde stukken overgelegd moet worden;
- 3° de lijst van de in paragraaf 2 bedoelde elementen aanvullen.

HOOFDSTUK III. — *Steun voor vestiging door overname of oprichting*

Afdeling 1. — Ontvankelijkheid van de aanvraag

Art. 15. § 1. De steunaanvraag voor vestiging door overname of oprichting is ontvankelijk :

- 1° als ze verzonden wordt d.m.v. het formulier dat door het betaalorgaan ter beschikking wordt gesteld en vergezeld gaat van een met de hulp van een adviseur opgemaakt bedrijfsplan;
- 2° als ze uiterlijk binnen twaalf maanden na de registratie bij het GBCS volledig en conform aan het betaalorgaan gezonden wordt, wat inhoudt dat ze de stukken bevat die nodig zijn om na te gaan of de ontvankelijkheidsvoorwaarden vervuld zijn.

Wat punt 1° betreft, wordt het bedrijfsplan medeondertekend door de adviseur.

§ 2. Het landbouwbedrijfshoofd is niet verplicht het advies van de adviseur te volgen bij het opmaken van zijn bedrijfsplan. In geval van meningsverschil vermeldt de adviseur de door hem geformuleerde alternatieve voorstellen in een bijlage bij het plan.

Het landbouwbedrijfshoofd doet een beroep op verschillende adviseurs om het bedrijfsplan op te maken en uit te voeren. Als verschillende adviseurs zich opvolgen bij het opmaken van een bedrijfsplan, worden hun naam en de redenen van hun vervanging in het plan opgegeven.

Art. 16. Overeenkomstig article 5, § 1, van de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) en tot invoering van overgangsbepalingen, hierna verordening nr. 807/2014, bevat het bedrijfsplan, om ontvankelijk te zijn, :

1° de doelstelling landbouwer te zijn in de zin van artikel 9 van verordening nr. 1307/2013, zoals uitgevoerd bij hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Regering van 12 février 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers binnen een termijn van achttien maanden, met ingang op de vestigingsdatum;

2° de mijlpalen en streefwaarden over drie jaar voor de ontwikkeling van de activiteiten van het landbouwbedrijf;

3° een analyse van het project waarin het potentieel van het bedrijf bij de vestiging door overname of oprichting opgenomen is;

4° de behoeften of het gebrek aan behoefte aan bijkomende investeringen in de loop van de eerste drie jaar na de datum van vestiging door overname of oprichting;

5° een leefbaarheidsberekening waarvan de modaliteiten door de Minister bepaald worden;

6° resultatenindicatoren opgemaakt bij de aanvraag en gebruikt als hulpmiddelen bij de analyse van de evolutie van het bedrijf na afloop van het plan, op grond waarvan het betaalorgaan de stand van uitvoering van de doelstellingen kan beoordelen via de leefbaarheidsberekening;

7° nadere informatie over de voor de ontwikkeling van de activiteiten van het landbouwbedrijf vereiste acties, zoals investeringen, opleidingen en adviezen;

8° een beschrijving van de uitgangssituatie van het landbouwbedrijf.

De inhoud van de in lid 1 vermelde elementen kan door de Minister bepaald worden.

De uitvoering van het bedrijfsplan gaat van start uiterlijk binnen negen maanden na de datum van het besluit tot verlening van de steun overeenkomstig artikel 19, § 4, eerste lid, van verordening nr. 1305/2013.

Na afloop van de periode van drie jaar bedoeld in het eerste lid, 2°, gaat het betaalorgaan na of de doelstellingen van het bedrijfsplan gehaald zijn en of de in artikel 25, eerste lid, 5°, bedoelde leefbaarheidsgrens bereikt is. De laatste tranche van de vestigingssteun wordt verleend op voorwaarde dat de doelstellingen gehaald worden.

Afdeling 2. — Subsidiabiliteit van de vestiging door overname of oprichting

Art. 17. § 1. De vestiging door overname is de aankoop door een jonge landbouwer van het geheel of van een gedeelte van een voorbestaand landbouwbedrijf. Ze wordt bevestigd op grond van een aandelenregister, een geregistreerde overname-overeenkomst of een authentieke akte :

1° waarin de effectieve datum van vestiging door overname van de jonge landbouwer, alsook de modaliteiten en de inventaris van de overname vermeld worden;

2° die door de verschillende partijen gedagtekend en ondertekend is uiterlijk op de datum van vestiging door overname.

De jonge landbouwer houdt gedurende minstens 8 jaar een daadwerkelijke zegenschap over het bedrijf.

De Minister bepaalt de voorwaarden die de jonge landbouwer die niet enig bedrijfshoofd is vervult om geacht te worden een daadwerkelijke zegenschap te houden.

§ 2. Als de overeenkomst of de akte niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, wordt ze niet in aanmerking genomen door het betaalorgaan.

Art. 18. De vestiging door oprichting is de oprichting van een functioneel landbouwbedrijf door een jonge landbouwer ten einde zich er te vestigen.

De jonge landbouwer houdt gedurende minstens 8 jaar een daadwerkelijke zegenschap over het bedrijf.

De Minister bepaalt de voorwaarden die de jonge landbouwer die niet enig bedrijfshoofd is vervult om geacht te worden een daadwerkelijke zegenschap te houden.

De toegelaten datum voor de vestiging door oprichting is de begindatum van het beheer van de productie-eenheid geregistreerd bij het GBCS als landbouwer in hoofdberoep.

Afdeling 3. — Subsidiabiliteit van de aanvrager

Art. 19. § 1. Om vestigingssteun te genieten vervult de aanvrager die zich als natuurlijke persoon vestigt de volgende voorwaarden op de datum van de daadwerkelijke vestiging :

- 1° zich als zelfstandige landbouwer in hoofdberoep vestigen op een landbouwbedrijf;
- 2° als zelfstandige landbouwer in hoofdberoep aangegeven zijn bij een sociale verzekeringskas en zijn bijdrage betaald hebben;
- 3° deel uitmaken van een partner die bij het GBCS geïdentificeerd is als beheerder van een productie-eenheid in hoofdberoep;
- 4° enig bedrijfshoofd zijn of gedurende minstens 8 jaar daadwerkelijke zeggenschap over het bedrijf houden overeenkomstig artikel 2, § 1, van verordening nr. 807/2014, hetzij als natuurlijke persoon die lid van een groepering is, hetzij als gedelegeerd bestuurder, zaakvoerder, of vennoot-zaakvoerder van een rechtspersoon.

Wat punt 1° betreft, wordt onder landbouwer in hoofdberoep verstaan de landbouwer die de volgende cumulatieve voorwaarden vervult :

- 1° hij vergaart uit zijn landbouw-, toeristische, pedagogische, ambachtelijke activiteiten, uitgeoefend op het betrokken bedrijf, of uit zijn bosbouwactiviteiten of activiteiten inzake onderhoud van de natuurlijke omgeving met het voordeel van overheidssteun, een belastbaar jaarlijks totaal bruto-inkomen dat hoger is dan vijftig procent van zijn globaal jaarinkomen uit het geheel van beroepsactiviteiten;
- 2° hij besteedt vanaf de vestiging minder dan negenhonderd uren over 12 maanden aan de beroepsactiviteiten buiten het bedrijf.

§ 2. Om vestigingssteun te genieten vervult de aanvrager, natuurlijke persoon, op de datum van indiening van de steunaanvraag de volgende voorwaarden :

- 1° niet ouder zijn dan 40 jaar;
- 2° beschikken over een kwalificatie of, bij gebreke daarvan, over voldoende ervaring;
- 3° minimum twintig dagen stage hebben gelopen overeenkomstig de voorschriften van het Waals landbouwwetboek of het besluit van de Regering van de Duitstalige gemeenschap van 27 mei 1993 betreffende de beroepsopleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en de latere wijzigingen ervan.

Wat punt 2° betreft, bepaalt de Minister de kwalificatie en de toereikende ervaring.

Art. 20. Als het bedrijf al een pluimvee- of varkensspeculatie heeft, valt de investering niet onder klasse 1 in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Als de aanvrager een pluimvee- of varkensspeculatie wenst op te starten, valt de investering niet onder klasse 1 in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning zodra de activiteit wordt opgestart.

Wat betreft de fokkerijen betrokken bij het grondgebondenheidscijfer, :

- 1° in geval van oprichting verbindt de aanvrager zich ertoe een grondgebondenheidscijfer in acht te nemen dat het jaar van de aanvraag lager dan of gelijk is aan één en die drempel niet te overschrijden in de loop van de volgende jaren;
- 2° in geval van overname, houdt de aanvrager zich aan een grondgebondenheidscijfer dat het jaar van de aanvraag en de volgende jaren lager dan of gelijk is aan één.

De niet-naleving van de voorwaarden van dit besluit wordt gestraft overeenkomstig hoofdstuk 8.

Art. 21. De jonge landbouwer die zich vestigt als zaakvoerder of gedelegeerd bestuurder van een rechtspersoon met een landbouwactiviteit als hoofddoel vervult de voorwaarden bedoeld in artikel 19, §§ 1 en 2.

Afdeling 4. — Pre-aanvraag betreffende de kwalificatie van de jonge landbouwer

Art. 22. Elke persoon die van plan is vestigingssteun aan te vragen, kan een pre-aanvraag bij het betaalorgaan indienen aan de hand van het formulier dat door het betaalorgaan ter beschikking gesteld wordt.

De pre-aanvraag dient om te bepalen of de kwalificatie van de jonge landbouwer in aanmerking genomen kan worden.

De na onderzoek van de pre-aanvraag genomen beslissing bindt het betaalorgaan wat de kwalificatie van de jonge landbouwer betreft.

Art. 23. Als de pre-aanvraag onvolledig of niet conform is, stuurt het betaalorgaan binnen tien werkdagen na ontvangst ervan een schrijven waarin bevestigd wordt dat ze niet ontvankelijk is en waarin gewezen wordt op de ontbrekende stukken.

Als de pre-aanvraag onvolledig is, stuurt het betaalorgaan binnen tien werkdagen na ontvangst ervan een schrijven waarin meegedeeld wordt dat de kwalificatie van de jonge landbouwer al dan niet in aanmerking genomen kan worden.

Art. 24. Als de aanvrager over voldoende kwalificaties beschikt maar niet in aanmerking genomen kan worden vanwege een gebrek aan praktische ervaring, kan hij verzoeken om gehoord te worden door het Vestigingscomité.

Het Vestigingscomité kan verlangen dat hij een bijkomende stage van hoogstens 60 dagen loopt om te bevestigen dat hij over voldoende ervaring beschikt.

Het advies van het Vestigingscomité bindt het betaalorgaan slechts wat de praktische ervaring betreft.

Afdeling 5. — Subsidiabiliteit van het overgenomen of opgerichte bedrijf

Art. 25. Het overgenomen of opgerichte bedrijf vervult de volgende voorwaarden :

- 1° voldoen aan de capaciteitsnormen betreffende de infrastructuur voor de opslag van teelteffluenten binnen 24 maanden na de vestiging;
- 2° zich houden aan een minimale leefbaarheidsgrens bij het opstarten van het bedrijfsplan;
- 3° functioneel zijn na afloop van het eerste jaar van het bedrijfsplan;
- 4° de bovengrens niet overschrijden bij het opstarten van het bedrijfsplan;
- 5° een leefbaarheidsgrens bereiken na afloop van het bedrijfsplan;

6° de standaardwaarde van de brutoproductie ervan in de zin van artikel 5 van verordening 1242/2008 van de Commissie van 8 december 2008 houdende invoering van een gemeenschappelijke typologie van de landbouwbedrijven voldoet aan de boven- en benedengrenzen die door de Minister bepaald worden.

De voorwaarde vermeld in het eerste lid, 1°, is vervuld als de aanvrager beschikt over een attest van conformiteit van de infrastructuur voor de opslag van teelteffluënten, afgeleverd krachtens artikel R.198 van het Waterwetboek. Het vermoeden van conformiteit vastgesteld op grond van artikel R.198, § 4, van het Waterwetboek laat de behandeling van het dossier toe maar de steun wordt uitbetaald op voorwaarde dat een conformiteitsattest wordt verkregen waaruit blijkt dat de in de artikelen R.194 tot R.197 van het Waterwetboek bedoelde normen nageleefd worden.

Onverminderd lid 2, kan de Minister criteria vastleggen op grond waarvan kan worden geoordeeld dat de in lid 1 bedoelde voorwaarden vervuld zijn. De Minister is ook bevoegd om verschillende drempels te bepalen naar gelang van de activiteit die door het bedrijf voortgezet wordt.

Art. 26. Overeenkomstig artikel 19, § 4, derde lid, van verordening nr. 1305/2013, wordt de vestigingssteun uitsluitend verleend aan de bedrijven die onder de gemeenschappelijke definitie van de kleine en micro-ondernemingen vallen.

Afdeling 6. — Steun en selectiecriteria

Art. 27. § 1. De steun voor vestiging door overname of oprichting, een gecumuleerd maximumbedrag van 70.000 euro, bestaat uit een forfaitaire kapitaalsubsidie van 70.000 euro.

De steun voor vestiging door overname of oprichting kan bestaan uit een overheidsgarantie, als ze aangevraagd wordt. De overheidsgarantie bedraagt maximum vijfenzeventig procent voor alle leningen betreffende subsidiabele investeringen en voor een maximumduur van tien jaar.

De steun bedoeld in het eerste lid wordt afgetrokken van een bedrag gelijk aan het bruto-subsidie-equivalent of aan een bedrag hoger dan het maximumbedrag bedoeld in artikel 18, § 7, eerste lid, van verordening nr. 702/2014, wanneer een overheidsgarantie door de begunstigde van de steun aangevraagd wordt en de som van de investeringssteun en van het bruto-subsidie-equivalent dat maximumbedrag overschrijdt.

Het subsidie-equivalent van de garantie wordt afgetrokken van het totaalbedrag van de steun.

§ 2. De steun vermeld in paragraaf 1, eerste lid, wordt over een periode van maximum vijf jaar in twee tranches gestort voor de overname en in vier tranches voor de oprichting. De laatste tranche wordt uitbetaald nadat is nagegaan of de doelstellingen van het bedrijfsplan en van de in artikel 25, eerste lid, 5°, bedoelde leefbaarheids grens gehaald zijn.

De twee tranches zijn gelijk aan respectievelijk 75 en 25 %. Elk van de vier tranches is gelijk aan 25 %.

De steun wordt gestort aan de partner van het type "producent" vermeld in artikel 36, § 1.

Art. 28. De jonge landbouwer die de minimale quotering verkrijgt voor het geheel van de selectiecriteria, heeft recht op steun voor vestiging door overname of oprichting.

De Minister bepaalt de minimale quotering, de selectiemethode, de selectiecriteria en verzoekt om de goedkeuring van het toezichtcomité in het kader van de uitvoering van het Waals programma voor plattelandontwikkeling.

HOOFDSTUK IV. — Investeringssteun

Afdeling 1. — Ontvankelijkheid van de aanvraag

Art. 29. De aanvraag van investeringssteun is ontvankelijk als ze toegestuurd wordt d.m.v. het formulier dat door het betaalorgaan ter beschikking gesteld wordt.

De steunaanvraag wordt voor één enkele investering ingediend. Voor de programmeringsperiode 2014-2020 kunnen verschillende aanvragen ingediend worden tot het maximale steunbedrag bedoeld in artikel 45.

Art. 30. Een jonge landbouwer kan tegelijkertijd vestigings- en investeringssteun genieten.

Afdeling 2. — Termijn voor de verrichting van de investeringen die voor steun in aanmerking komen

Art. 31. Met inachtneming van artikel 5, § 2, wordt geen onroerende investering in de zin van artikel 11, § 3, eerste lid, onder de in artikel 32, eerste lid, bedoelde voorwaarden opgestart voor de datum van kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag van investeringssteun.

Er wordt geen roerende investering in de zin van artikel 11, § 3, tweede lid, verricht voor de datum van kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag van investeringssteun.

Art. 32. § 1. De daadwerkelijke verrichting en het opstarten van de investering geschieden uiterlijk 30 juni van het jaar na de indieningsdatum.

De datum van de daadwerkelijke verrichting van de investering en de datum van het opstarten van de investering stemmen overeen met de datum van overlegging van het eerste bewijsstuk. De bewijsstukken die in aanmerking genomen worden zijn :

- 1° de eerste voorschotfactuur die betaald is;
- 2° de eerste factuur die betaald is;
- 3° de verkoopovereenkomst, ondertekend en waarvoor een voorschot is gestort;
- 4° de notariële akte met betaling.

Overeenkomstig artikel 5, § 2, vierde lid, gaan de data van de bewijsstukken bedoeld in het tweede lid vooraf aan de datum bedoeld in het eerste lid.

Alle bewijsstukken betreffende een investering worden tegelijkertijd bij het betaalorgaan ingediend.

§ 2. De datum van de in aanmerking komende eerste factuur die betaald is gaat vooraf aan de uiterste datum van verrichting die aan de aanvrager wordt meegedeeld. De overige facturen worden in aanmerking genomen als ze opgemaakt zijn binnen een termijn van twee jaar, met ingang op de datum van de eerste factuur die betaald is.

Afdeling 3. — Subsidiabiliteit van de aanvrager en van het bedrijf

Art. 33. Om aanspraak te maken op investeringssteun, vervult de aanvrager, natuurlijke persoon of groepering van natuurlijke personen, op de datum van indiening van de steunaanvraag, de volgende voorwaarden :

- 1° bewijzen dat hij beschikt over een voldoende kwalificatie, zoals die vereist voor vestigingssteun;

2° een belastbaar totaal bruto-inkomen vergaren dat hoger is dan vijfendertig procent van het bedrag van zijn globale jaarinkomen uit de beroepsactiviteit, zoals bedoeld in artikel 8, uit :

- a) landbouwactiviteiten uitgeoefend op de locatie van bedoeld bedrijf;
- b) toeristische activiteiten uitgeoefend op de locatie van bedoeld bedrijf;
- c) pedagogische activiteiten uitgeoefend op de locatie van bedoeld bedrijf;
- d) ambachtelijke activiteiten uitgeoefend op de locatie van bedoeld bedrijf;
- e) bosbouwactiviteiten;

f) activiteiten inzake het onderhoud van de natuurlijke ruimte voor zover ze voor overheidssteun in aanmerking komen;

3° minder dan 1 170 uren per jaar besteden aan beroepsactiviteiten buiten het bedrijf;

4° als zelfstandige landbouwer in bij- of hoofdberoep aangegeven zijn bij een sociale verzekeringskas en zijn bijdrage betaald hebben;

5° bewijzen dat het bedrijf voldoet aan de capaciteitsnormen voor de opslag van teelteffluënten en aan een grondgebondenheidscijfer kleiner dan of gelijk aan één;

6° bewijzen dat het inkomen uit de activiteiten van het bedrijf voor de investering aan een minimale leefbaarheidsgrens voldoet en de bovengrens niet overschrijdt;

7° een leefbaarheidsgrens bereiken na investering;

8° een actieve landbouwer zijn in de zin van artikel 9 van verordening nr. 1307/2013, zoals uitgevoerd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 février 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers.

Bij gebrek aan de kwalificatie bedoeld onder punt 1°, beschikken over minstens tien jaar praktische ervaring, hetzij in hoofberoep als zelfstandige land- of tuinbouwer, als helper of als meewerkende echtgeno(o)t(e), hetzij voltijds als bezoldigde landbouw- of tuinbouwarbeider.

De praktische ervaring wordt bewezen op grond van de periodes van aansluiting bij een sociale verzekeringskas of van de beroepservaring als arbeider of bezoldigd landbouwarbeider, die op grond van een arbeidscontract bevestigd wordt.

De voorwaarde vermeld in het eerste lid, 5°, is vervuld als de aanvrager beschikt over een attest van conformiteit van de infrastructuur voor de opslag van teelteffluënten, afgeleverd krachtens artikel R.198 van het Waterwetboek. Het vermoeden van conformiteit, vastgesteld op grond van artikel R.198, § 4, is niet van toepassing.

De Minister bepaalt de minimale en de maximale leefbaarheidsgrens waarvan sprake onder punt 6°.

De Minister bepaalt de leefbaarheidsgrens waarvan sprake onder punt 7°.

Art. 34. Voor elke groepering van natuurlijke personen, vervult minstens de helft van de landbouwers waaruit de groepering bestaat de voorwaarden van artikel 33, eerste lid, 1° tot 4°, en zijn, met uitsluiting van de gebouwen en de grond, minstens vijftig procent van het kapitaal van het bedrijf en minstens vijftig procent van de investering waarvoor steun wordt aangevraagd, in hun handen.

Het bedrijf van de groepering vervult de voorwaarden van artikel 33, eerste lid, 5° tot 7°.

De groepering houdt zich aan artikel 33, eerste lid, 8°, en de natuurlijke personen die lid zijn van de bij het GBCS geïdentificeerde groepering ondertekenen de steunaanvraag.

Art. 35. § 1. Minstens de helft van de vennoten-zaakvoerders in het geval van een landbouwvennootschap en minstens de helft van de zaakvoerders of gedelegeerd bestuurders in het geval van een rechtspersoon vervullen de voorwaarden van artikel 33, eerste lid, 1° tot 4°, en zijn eigenaar van minstens vijftig procent van de aandelen van de vennootschap.

§ 2. Om aanspraak op investeringssteun te kunnen maken, vervult het bedrijf van de landbouwvennootschap of van de rechtspersoon de voorwaarden van artikel 33, eerste lid, 5 tot 7°.

De landbouwvennootschap of de rechtspersoon vervult de voorwaarden van artikel 33, eerste lid, 4° en 8°.

De zaakvoerders van de bij het GBCS geïdentificeerde landbouwvennootschap, de zaakvoerders of de gedelegeerd bestuurders van de bij het GBCS geïdentificeerde rechtspersoon ondertekenen de steunaanvraag.

Art. 36. § 1. Elke partner van het type producent wordt bij het GBCS geïdentificeerd met een partnerschapsnummer.

Een partner van het type producent komt in aanmerking als de meerderheid van de natuurlijke personen waaruit hij bestaat voldoet aan de voorwaarden van artikel 33, eerste lid, 1° tot 4°, en eigenaar is van minstens vijftig procent van het kapitaal van het bedrijf, met uitsluiting van de gebouwen en de grond.

§ 2. Elke partner van het type coöperatieve vennootschap wordt bij het GBCS geïdentificeerd met een partnerschapsnummer.

Een partner van het type coöperatieve vennootschap komt in aanmerking als hij bestaat uit een meerderheid van in aanmerking komende partners van het type producent die eigenaar zijn van minstens vijftig procent van de aandelen van de coöperatieve vennootschap. Een partner van het type coöperatieve vennootschap bestaat uit minimum drie partners van het type producent.

Binnen een partner van het type CVGL of CVAV gelden de volgende toelaatbaarheidsvoorwaarden :

1° identificatie bij het GBCS;

2° de meerderheid van de partners van het type producent als de CVGL of de CVAV bestaat uit minstens tien partners van het type producent;

3° zes partners van het type producent als de CVGL of de CVAV bestaat uit minstens tien partners van het type producent.

Art. 37. Om steun te kunnen genieten, vervult een aanvrager van het type CVGL de volgende voorwaarden :

1° het maatschappelijk doel binnen het bedrijf van zijn partners is hoofdzakelijk gericht op het gemeenschappelijke gebruik van landbouw materiaal dat noodzakelijk is voor de landbouwactiviteit van zijn partners;

2° bestaan uit partners van het type producent die niet deel uitmaken van een andere CVGL met hetzelfde maatschappelijk doel;

3° voor de investering het bewijs leveren van het gemeenschappelijke gebruik door minstens drie partners van de CVGL van het type producent;

4° voor de investering het bewijs leveren dat het gebruik hoofdzakelijk ten bate is van de partners van de CVGL van het type producent;

5° bewijzen dat het inkomen uit de leefbaarheidsberekening gelijk is aan minstens nul euro voor de CVGL.

Art. 38. Om steun te kunnen genieten, vervult een aanvrager van het type CVAV de volgende voorwaarden :

1° het maatschappelijk doel is voornamelijk gericht op landbouw, tuinbouw of fokkerij en op de verbetering en rationalisatie van de behandeling, de verwerking of de afzet van landbouwproducten;

2° bestaan uit partners van het type producent die niet deel uitmaken van een andere CVAV met hetzelfde maatschappelijk doel;

3° voor de investering het bewijs leveren van het gemeenschappelijke gebruik door minstens drie partners van de CVAV van het type producent;

4° voor de investering het bewijs leveren dat het gebruik hoofdzakelijk ten bate is van de partners van de CVAV van het type producent;

5° bewijzen dat het volume van de verwerkte en op de markt gebrachte landbouwproducten hoofdzakelijk is voortgebracht in de bedrijven van de partners van de CVAV;

6° bewijzen dat het inkomen uit de leefbaarheidsberekening gelijk is aan minstens nul euro voor de CVAV.

Art. 39. Met inachtneming van de voorwaarden van artikel 36, § 2, wordt de steunaanvraag voor een CVGL of een CVAV ondertekend door alle natuurlijke personen waaruit de meerderheid van de in aanmerking komende partners van een CVGL of een CVAV bestaat, alsmede door de natuurlijke personen waaruit de partners van het type producent bestaan die de investering rechtvaardigen.

Art. 40. Als ontstentenis van een partner van de CVGL of de CVAV de niet-naleving van de artikelen 36, 37 en 38 tot gevolg heeft, verwittigt de CVGL of de CVAV het betaalorgaan en beschikt ze vanaf de ontstentenis over zes maanden om een in aanmerking komende overnemer te vinden.

Indien de voorwaarden van het eerste lid niet vervuld zijn na afloop van die termijn, wordt de betaling van de steun geschorst en de ontvangen steun ingevorderd.

Afdeling 4. — Subsidiabele investeringen

Art. 41. De Minister kan bepalen welke investeringen in aanmerking komen voor een aanvrager natuurlijke of rechtspersoon, een CVGL of een CVAV, met inachtneming van de subsidiabele investeringen vermeld in het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

Art. 42. De Minister kan de lijst van de in artikel 41 bedoelde subsidiabele investeringen aanvullen met materiële investeringen ter verbetering van de globale prestatie en de duurzaamheid van het landbouwbedrijf voor zover het Waals programma voor plattelandsontwikkeling in die mogelijkheid voorziet.

Art. 43. Het minimumbedrag en het maximumbedrag van de subsidiabele investering worden door de Minister bepaald met inachtneming van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

Afdeling 5. — Investeringssteun en selectiecriteria

Art. 44. § 1. De in de steunaanvraag voorgedragen projecten worden op basis van criteria geselecteerd. De quotering van de geselecteerde projecten bepaalt het investeringssteunpercentage.

De Minister bepaalt de minimale quotering, de selectiemethode, de selectiecriteria en verzoekt om de goedkeuring van het toezichtcomité in het kader van de uitvoering van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

§ 2. De steun bestaat uit een kapitaalsubsidie gelijk aan het steunpercentage, met een maximum van veertig procent van het bedrag van de subsidiabele investering. De kapitaalsubsidie wordt gestort in maximum twee jaarlijkse tranches. De laatste tranche kan gestort worden voor het einde van de termijn van twee jaar.

De steun kan bestaan uit een overheidsgarantie als ze aangevraagd wordt. De overheidsgarantie kan verleend worden voor alle leningen betreffende subsidiabele investeringen voor een maximumduur van tien jaar.

De steun bedoeld in het eerste lid wordt afgetrokken van een bedrag gelijk aan het bruto-subsidie-equivalent of aan een bedrag hoger dan 40 procent van de bedragen van de in aanmerking komende investeringen overeenkomstig artikel 14, § 12, *d*, van verordening nr. 702/2014, wanneer een overheidsgarantie door de begunstigde van de steun aangevraagd wordt en de som van de investeringssteun en van het bruto-subsidie-equivalent de drempel van 40 procent van het bedrag van de subsidiabele investering overschrijdt overeenkomstig artikel 8, § 3, *b*, van verordening nr. 702/2014.

De drempel van 40 procent van de in aanmerking komende bedragen bedoeld in het tweede lid kan met 20 procentpunten verhoogd worden als de begunstigde een jonge landbouwer is of als hij zich gevestigd heeft in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de datum van de steunaanvraag overeenkomstig artikel 14, § 13, *a*, van verordening nr. 702/2014.

§ 3. Wat de CVAV's betreft, is de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde steun gelijk aan 60 procent van het bedrag berekend overeenkomstig de krachtens paragraaf 1 genomen bepalingen.

Art. 45. Voor de programmeringsperiode 2014-2020 bepaalt de Minister de gecumuleerde bovengrens van de investeringssteun en van de steun voor niet-agrarische diversificatie die aan dezelfde begunstigde verleend worden.

HOOFDSTUK V. — *Steun voor niet-agrarische diversificatie*

Afdeling 1. — Ontvankelijkheid van de aanvraag, toelaatbaarheid van de aanvrager en van het bedrijf, steunniveaus en selectiecriteria

Art. 46. Een aanvrager kan ook steun genieten voor de diversificatie naar niet-agrarische activiteiten, hierna niet-agrarische diversificatie.

De ontvankelijkheidscriteria betreffende de steunaanvraag, de voorwaarden waaronder de aanvrager en het bedrijf in aanmerking komen en de selectiecriteria waarin hoofdstuk 4 voorziet zijn van toepassing op de steun voor niet-agrarische diversificatie.

De Minister bepaalt het steunniveau betreffende de niet-agrarische diversificatie.

In afwijking van het tweede lid geniet een CVGL of een CVAV geen steun voor niet-agrarische diversificatie.

Afdeling 2. — Subsidiabiliteit van de niet-agrarische diversificatieactiviteit in landelijke gebieden

Art. 47. De volgende niet-agrarische diversificatieactiviteiten komen in aanmerking voor steun :

1° sociale, pedagogische, ambachtelijke onthaalactiviteiten en die inzake landelijk toerisme;

2° de verwerking of de verkoop op de hoeve van een meerderheid van niet-agrarische producten afkomstig van agrarische grondstoffen;

3° dienstactiviteiten in landelijk milieu.

De in lid 1 bedoelde toeristische activiteit wordt erkend door het Commissariaat-generaal voor Toerisme of door het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap wat de Duitstaligen gemeenten betreft. De steun voor niet-agrarische diversificatie heeft betrekking op het saldo, na aftrek van elke andere steun.

De verkochte niet-agrarische producten bedoeld in lid 1, 2°, zijn merendeels afkomstig van grondstoffen uit het landbouwbedrijf van de aanvrager.

Recreatie- en sportactiviteiten komen niet in aanmerking.

De Minister kan een lijst opmaken van de investeringen die al dan niet in aanmerking komen voor steun voor niet-agrarische diversificatie in landelijke gebieden.

Afdeling 3. — Subsidiabiliteit van de investeringen voor niet-agrarische diversificatie

Art. 48. Investeringssteun vervullen de desbetreffende voorwaarden vermeld in hoofdstuk II, met uitzondering van artikel 11, § 1, en in hoofdstuk VI, met uitzondering van de investeringen van de CVGL's en de CVAV's bedoeld in artikel 1.

Om in aanmerking te komen is elke investering waarvoor steun wordt aangevraagd functioneel en gerechtvaardigd door het verstandige beroepsgebruik ervan voor niet-agrarische doeleinden. Bij de beoordeling van het verstandige beroepsgebruik voor niet-agrarische doeleinden houdt het betaalorgaan op zijn minst rekening met de omvang van de infrastructuur voor sociaal, toeristisch, pedagogisch of ambachtelijk onthaal, met de omvang van het landbouwbedrijf, met de economische rendabiliteit van de investering, met de relevantie van het verband met de ontwikkelde niet-agrarische diversificatieactiviteit.

HOOFDSTUK VI. — *Bijkomende steun voor investering in de verwerking en de afzet van landbouwproducten of in de ontwikkeling van landbouwproducten, alsmede voor investering betreffende de bedrijven uit de sector van de eerste houtverwerking*

Afdeling 1. — Principe van de bijkomende steun

Art. 49. De steun voor investering in de verwerking en de afzet van landbouwproducten of in de ontwikkeling van landbouwproducten is een bijkomende Europese steun van het ELFPO die evenredig is met een regionale investeringssteun.

De regionale steun bedoeld in het eerste lid is :

1° hetzij de steun toegekend aan de ondernemingen door het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek krachtens het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

2° hetzij de steun toegekend aan de CVAV's door het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, vertegenwoordigd door het betaalorgaan.

Art. 50. De investeringssteun voor de ondernemingen uit de sector van de eerste houtverwerking is een bijkomende Europese steun van het ELFPO die evenredig is met een regionale investeringssteun.

Afdeling 2. — Toelaatbaarheid van de aanvrager en ontvankelijkheid van de bijkomende steunaanvraag

Art. 51. Om aanspraak te maken op bijkomende steun voor investering in de verwerking en de afzet van landbouwproducten of in de ontwikkeling van landbouwproducten, vervult de aanvrager van het type CVAV, op de datum van indiening van de aanvraag van bijkomende steun, de voorwaarden gesteld in de artikelen 35, § 2, 38, 39 en 40 en heeft hij van het betaalorgaan een beslissing tot toekenning van investeringssteun ontvangen.

Om aanspraak te maken op bijkomende steun voor investering in de verwerking en de afzet van landbouwproducten of in de ontwikkeling van landbouwproducten, bewijst de aanvrager van het type K.M.O. of van het type grote onderneming dat hij op de datum van indiening van de aanvraag van bijkomende steun de voorwaarden vervult om in aanmerking te komen voor steun zoals bedoeld in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en dat hij bij het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek een beslissing tot toekenning van investeringssteun heeft ontvangen.

Art. 52. Om aanspraak te maken op bijkomende investeringssteun voor de ondernemingen uit de sector van de eerste houtverwerking, bewijst de aanvrager van het type K.M.O. dat hij op de datum van indiening van de aanvraag van bijkomende steun de voorwaarden vervult om in aanmerking te komen voor steun zoals bedoeld in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en dat hij bij het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek een bericht van beslissing tot toekenning van investeringssteun heeft ontvangen.

Art. 53. Het betaalorgaan bepaalt de vorm van de aanvragen van bijkomende steun.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag van bijkomende steun geeft het betaalorgaan de aanvrager per zending kennis van :

- 1° hetzij de ontvankelijkheid van de aanvraag van bijkomende steun als ze volledig en conform bevonden wordt;
- 2° hetzij de niet-ontvankelijkheid van de aanvraag van bijkomende steun als ze onvolledig of niet-conform bevonden wordt.

In het geval bedoeld onder punt 2° wordt in de zending gewezen op de ontbrekende elementen.

Afdeling 3. — Toelaatbaarheid van de aanvraag en toekenning van de bijkomende steun

Art. 54. Na kennisgeving van de ontvankelijkheid kan het betaalorgaan aanvullende stukken of gegevens van de aanvrager verlangen. De aanvraag van bijkomende steun kan als niet in aanmerking komend beschouwd worden als het betaalorgaan het geheel van de stukken en gegevens niet heeft ontvangen binen een termijn van vijftien dagen.

Art. 55. § 1. Het betaalorgaan geeft de aanvrager kennis van de beslissing door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van artikel D.15 van het Waals landbouwwetboek.

De beslissing tot toekenning van de in dit hoofdstuk bedoelde steun vermeldt :

- 1° om welke investeringen het gaat;
- 2° het subsidiabele totaalbedrag van de investeringen;
- 3° het bedrag van de toegekende steun;
- 4° de periode waarin de investering verricht wordt;
- 5° de eventueel te vervullen voorwaarden;
- 6° welke stukken als bewijs van de verrichting van de investeringen overgelegd moeten worden.

§ 2. De betaling van de steun wordt bepaald na overlegging van de bewijsstukken.

De bewijsstukken worden in aanmerking genomen als ze de duidelijke identificatie van de uitgaven voor de verrichting van de investering mogelijk maken. Facturen worden slechts in aanmerking genomen als ze van betalingsbewijzen vergezeld gaan.

Als de bewijsstukken ontoereikend zijn of geen bewijswaarde hebben, worden ze geacht niet in aanmerking te komen.

§ 3. De data van betaalde facturen vallen binnen de periode van verrichting van de investering die in de beslissing tot toekenning is vastgelegd.

Art. 56. De aanvraag van bijkomende steun is ontvankelijk als de aanvrager de volgende voorwaarden vervult :

- 1° een beslissing tot toekenning van de in de artikelen 49 en 50 bedoelde regionale steun ontvangen hebben;
- 2° beschikken over een correspondentieadres in België en investeren in het Waalse Gewest;
- 3° zijn onderneming op autonome wijze voor eigen profijt en voor eigen rekening beheren;
- 4° bij het betaalorgaan door zijn partnerschapsnummer geïdentificeerd zijn bij het GBCS.

De aanvraag van bijkomende steun voor investering in de verwerking en de afzet van landbouwproducten of in de ontwikkeling van landbouwproducten valt onder een activiteit uit de volgende sectoren : de verwerking, de verpakking en de opslag van producten uit de landbouw.

Art. 57. De aanvraag van bijkomende investeringssteun voor de ondernemingen uit de sector van de eerste houtverwerking valt onder een activiteit in de sector van de bosbouwexploitatie.

Afdeling 4. — Subsidiabele investeringen

Art. 58. § 1. Om in aanmerking te komen is elke investering waarvoor bijkomende steun wordt aangevraagd functioneel en gerechtvaardigd door het verstandige beroepsgebruik ervan. Bij de beoordeling van het verstandige gebruik voor beroepsdoeleinden houdt het betaalorgaan rekening met de omvang van het bedrijf, met de technologische evolutie, de economische rendabiliteit van de investering, de relevantie van het verband met de landbouwactiviteit.

§ 2. Wat de SCTC's betreft, komen enkel investeringen in het Waalse Gewest in aanmerking.

De Minister legt een lijst van subsidiabele en niet subsidiabele investeringen vast voor de SCTC's.

§ 3. Wat betreft de ondernemingen uit de sectoren i.v.m. landbouwproducten en uit de houtsector, komen enkel de investeringen in aanmerking die verricht worden in bedrijfseenheden gelegen in het Waalse Gewest.

De Minister maakt een lijst van subsidiabele en niet subsidiabele investeringen op voor de ondernemingen uit de sectoren i.v.m. landbouwproducten en uit de houtsector.

Afdeling 5. — Niveau van bijkomende steun

Art. 59. De bijkomende steun wordt berekend als volgt :

1° wat de SCTC's betreft : de steun is gelijk aan maximum 40 procent van het bedrag bepaald overeenkomstig de krachtens artikel 44, § 1, genomen bepalingen ;

2° wat betreft de ondernemingen uit de sectoren i.v.m. landbouwproducten en uit de houtsector : de regionale bijdrage wordt berekend zoals bepaald bij de regionale wetgeving in percentage van het bedrag van de investering.

Wat punt 2° betreft, wordt die regionale bijdrage verhoogd met een bijkomend bedrag gelijk aan twee derde van de regionale tegemoetkoming berekend op het bedrag van de subsidiabele investeringen bedoeld in de artikelen 58, § 3, en 60, als Europese cofinanciering.

Art. 60. De waarde van de totale overheidssteun is niet hoger dan 40 procent van de subsidiabele kost van de investering.

Art. 61. De Minister bepaalt het maximumbedrag van de bijkomende steun die aan dezelfde begunstigde toegekend wordt over de programmeringsperiode 2014-2020.

HOOFDSTUK VII. — *Garantie**Afdeling 1. — Erkenning van de kredietinstellingen*

Art. 62. Overeenkomstig artikel D. 248 van het Waals landbouwwetboek, kan de Minister de kredietinstellingen erkennen waarvoor een overheidsgarantie toegekend kan worden onder de voorwaarden vermeld in afdeling 2.

Art. 63. Om erkend te worden, vervult de kredietinstelling de volgende voorwaarden :

1° erkend zijn overeenkomstig de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen;

2° beschikken over een geschikte beheersstructuur voor de behandeling van de kredietaanvragen van de landbouwers;

3° voortdurend beschikken over een contactpersoon i.v.m. de garanties verleend krachtens dit hoofdstuk;

4° zich ertoe verbinden te werken en gebruik te maken van de formulieren en beheersmiddelen ter beschikking gesteld voor de behandeling van de overheids garanties door het betaalorgaan;

5° zich verbinden tot de inachtneming van de termijnen bedoeld in de artikelen 73 en 74;

6° met de Minister een overeenkomst inzake de garanties ondertekenen.

Art. 64. Overeenkomstig artikel D. 8, 3°, van het Waals Landbouwwetboek, worden de erkende kredietinstellingen gecontroleerd op de naleving van de criteria vermeld in artikel 63.

Afdeling 2. — Toekenning van de garantie

Art. 65. § 1. Het betaalorgaan kan overheids garanties verlenen volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen 65 tot 70 en in de gevallen bedoeld in de paragrafen 3 en 7.

De overheids garantie wordt slechts toegekend voor een investering vermeld in artikel 1, 10°, en voor de eerste vestigingen waarvoor een lening wordt aangevraagd bij een erkende kredietinstelling. Ze vult de door de kredietaanvrager gestelde zekerheden aan en mag niet meer dekken dan 75 procent van de opgenomen kredietranche die gebruikt wordt voor de financiering van investeringen die in aanmerking komen bij de tegemoetkoming van het betaalorgaan.

§ 2. Het in aanmerking genomen bedrag van het krediet waarop de garantie betrekking heeft, is niet hoger dan 500.000 euro voor vestigingssteun en dan 400.000 euro voor investeringssteun.

§ 3. Overeenkomstig artikel 18 van verordening nr. 702/2014, wordt de garantie toegestaan voor een lening ter financiering van de vestiging van jonge landbouwers door overname of door oprichting.

Het project van de jonge landbouwer inzake vestiging door overname of oprichting voldoet aan de bepalingen van hoofdstuk 3 en aan de voorschriften genomen krachtens die bepalingen.

Overeenkomstig artikel 18, § 2, vierde lid, van verordening nr. 702/2014, wordt de garantie slechts toegekend als de begunstigde een kleine en micro-onderneming is in de zin van verordening nr. 702/2014, bijlage 1, artikel 2.

§ 4. Voor investeringen betreffende hetzelfde landbouwbedrijf in de zin van artikel D.3, 15°, van het Wetboek is het totaalbedrag van de toegekende garanties niet hoger dan 750.000 euro voor het geheel van de dossiers inzake de toegekende steun.

Het in aanmerking genomen bedrag is het uitstaande bedrag van het gewaarborgde kapitaal.

§ 5. De overheids garantie wordt slechts toegestaan als zekerheid voor de verbintenissen van leners voortkomend uit leningen in euro.

De overheids garantie dekt :

1° het gewaarborgde kapitaal of het saldo ervan berekend op grond de overeenkomst inzake de garanties;

2° het rentesaldo berekend op grond van de overeenkomst, naar rato van het kapitaalsaldo dat gewaarborgd blijft;

3° de rente gegenereerd door het gewaarborgde kapitaalsaldo na opzegging tegen de wettelijke voet op de datum van opzegging naar rato van het kapitaalsaldo dat gegarandeerd blijft;

4° de accessoria, invorderbaar ten laste van de lener, naar rato van het kapitaalsaldo dat gewaarborgd blijft.

De garantie duurt maximum tien jaar. De kredietinstelling en de lener kunnen een krediet overeenkomen waarvan de looptijd de duur van de overheids garantie overschrijdt.

§ 6. De garantie wordt niet toegekend als :

1° de aangevraagde garantie niet valt onder het toepassingsgebied bedoeld in artikel 1 van verordening nr. 702/2014;

2° de begunstigde een grote onderneming is, overeenkomstig artikel 2, § 26, van verordening nr. 702/2014;

3° de kwaliteit van het krediet valt onder de categorie "de betalingscapaciteit is afhankelijk van aanhoudend gunstige omstandigheden" of de categorie "geen jaarlijkse safe harbour-premie mogelijk".

Om na te gaan of de onder 3° gestelde voorwaarde vervuld is, wordt door de Minister een correspondentietabel van de kwaliteit van het krediet opgemaakt.

§ 7. Overeenkomstig artikel 14 van verordening nr. 702/2014, wordt de garantie toegestaan voor een lening ter financiering van een investering in materiële of immateriële activa op landbouwbedrijven i.v.m. primaire landbouwproductie.

Het investeringsproject voldoet aan de bepalingen van hoofdstuk 4 en aan de bepalingen genomen krachtens een bepaling van hoofdstuk IV.

De garantie wordt niet toegestaan als het investeringsproject niet één van de in artikel 14, § 3, van verordening nr. 702/2014 vermelde doelstellingen nastreeft.

De garantie wordt niet toegestaan als het investeringsproject :

1° betrekking heeft op een irrigatieproject bedoeld in artikel 14, § 8, van verordening nr. 702/2014;

2° betrekking heeft op één van de verrichtingen bedoeld in artikel 14, §§ 7 en 9, van verordening nr. 702/2014;

3° een verbod of een beperking overtreedt waarin voorzien wordt bij Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, ook al betreffen die verbods- en beperkingsbepalingen enkel de steun van de Unie waarin genoemde verordening voorziet, overeenkomstig artikel 14, § 10, van verordening nr. 702/2014;

4° andere kosten dekt dan die bepaald bij artikel 14, § 6, van verordening 702/2014;

5° gekoppeld kan worden aan de productie, op het landbouwbedrijf, van biobrandstoffen of van energie uit hernieuwbare bronnen en de bij artikel 14, § 5, van verordening 702/2014 bepaalde voorwaarden niet vervult.

Art. 66. De garantieaanvraag van de landbouwer wordt ingediend door de erkende kredietinstelling die daartoe gemachtigd is.

De erkende kredietinstelling dient de aanvraag van overheidsgarantie bij het betaalorgaan in volgens de modaliteiten die door het betaalorgaan bepaald worden.

De garantieaanvraag bevat op zijn minst de volgende gegevens :

1° de identificatie van de aanvrager en van de kredietinstelling;

2° het bedrag, het doel, de rentevoet, de duur en andere contractuele voorwaarden van de overeenkomst;

3° een overzicht van de overige zekerheden om de financieringsovereenkomst te waarborgen waarvoor de garantie toegestaan wordt;

4° de duur en het percentage van de aangevraagde garantie.

De garantieaanvraag gaat vergezeld van een door de aanvrager ondertekende verklaring :

1° waarbij bevestigd wordt dat hij de garantie aanvraagt en de kredietinstelling machtiging geeft om de aanvraag in te dienen;

2° waarin de naam, voornaam of firma van de aanvrager worden opgegeven;

3° waarin de omvang van het bedrijf van de aanvrager wordt vermeld, uitgedrukt in micro-, kleine, middelgrote of grote onderneming overeenkomstig artikel 2, 2° en 26°, van verordening nr. 702/2014;

4° waarin een omschrijving wordt gegeven van het project gefinancierd door de lening waarvoor de garantie wordt aangevraagd, met melding van de begin- en einddata;

5° waarin melding wordt gemaakt van de plaats van het project gefinancierd door de lening waarvoor de garantie wordt aangevraagd;

6° waarin sprake is van een omschrijving en kwantificering van de kosten gewaarborgd door de lening waarvoor de garantie wordt aangevraagd, geventileerd overeenkomstig artikel 65, § 5, tweede lid, 1° tot 4°;

7° waaruit blijkt dat de aangevraagde steun bestaat in een garantie van de lening;

8° waarin melding wordt gemaakt van het bedrag van het subsidie-equivalent berekend overeenkomstig artikel 71;

9° waarbij hij toestaat dat alle stukken die voor het onderzoek van zijn aanvraag nodig zijn aan het betaalorgaan gestuurd worden;

10° waarbij hij bevestigt dat hij de kredietinstelling kennis heeft gegeven van alle zowel actieve als passieve elementen van zijn vermogen;

11° waarbij hij bevestigt dat hij geen andere aanvraag van overheidsgarantie heeft ingediend en zal indienen m.b.t. hetzelfde doel.

De begunstigde bewaart een afschrift van de verklaring bedoeld in het vierde lid.

Art. 67. Het betaalorgaan behandelt het dossier. Hij onderzoekt de garantieaanvragen en het beroep op de garantie. Het betaalorgaan kan voor het onderzoek aanvullende gegevens inzamelen bij de aanvrager of de kredietinstelling, met inachtneming van artikel D. 36 van het Waals landbouwwetboek.

Art. 68. § 1. Het betaalorgaan is bevoegd om de garantie toe te kennen als de investering die het voorwerp van het krediet is, in aanmerking komt voor steun en als de aanvrager bewijst dat zijn bedrijf leefbaar is.

Het betaalorgaan geeft kennis van zijn beslissing binnen negentig dagen na ontvangst van de garantieaanvraag.

§ 2. De garantie treedt in werking ten vroegste de dag waarop de sommen die het voorwerp van het krediet zijn gedeeltelijk of volledig opgenomen worden.

Art. 69. De kredietinstelling :

1° verzoekt het betaalorgaan om de goedkeuring van het behoud van de garantiesteun voor elke wijziging in het terugbetalingsplan t.o.v. de oorspronkelijke beslissing;

2° geeft het betaalorgaan, gedurende de hele looptijd van de steun en zodra hij er weet van heeft, kennis van elke tekortkoming van de lener t.o.v. zijn wettelijke, reglementaire of conventionele verplichtingen betreffende de toekenning van het krediet of de tegemoetkoming van het betaalorgaan;

3° legt een afschrift over van de dossiers, rekeningen en stukken betreffende de kredieten die het voorwerp van de overheidsgarantie uitmaken, als het betaalorgaan daarom verzoekt;

4° levert, op het eerste verzoek van het betaalorgaan of van de Minister, het bewijs van zijn beheer van de kredieten en van de realisatie van de goederen van de lener en van de gestelde zekerheden en legt elk daartoe nuttig stuk aan het betaalorgaan of aan de Minister over.

Art. 70. De overheidsgarantie wordt op elke vervaldatum van de garantie van rechtswege verminderd met een bedrag gelijk aan het gewaarborgde kapitaal, gedeeld door het aantal kapitaaltermijnen vastgelegd voor de garantie volgens modaliteiten omschreven in de overeenkomst.

Indien een geschiktere vastlegging van de termijnen zulks rechtvaardigt, kan de garantie eindigen op een andere datum, binnen twaalf maanden voor of na de vervaldatum, dan de oorspronkelijk voorziene datum als de aldus gewijzigde garantietermijn niet 10 jaar overschrijdt.

Art. 71. Het bruto-subsidie-equivalent bedoeld in artikel 5 van verordening nr. 702/2014 wordt berekend volgens de formule die de Minister bepaalt.

Afdeling 3. — Vaststelling van achterstallige betalingen

Art. 72. Als de lener die de overheidsgarantie geniet, voor het toegestane krediet zijn verplichting niet nakomt, met name de afschrijving in kapitaal of rente betalen uiterlijk zes maanden na de vastgelgde vervaldatum, legt de kredietinstelling voor het einde van de zevende maand aan het betaalorgaan een bevinding over waarin de oorsprong van de moeilijkheden van de lener alsmede zijn financiële toestand vermeld worden.

Elke onbetaalde termijn wordt door de overheidsgarantie gedekt als ze het voorwerp heeft uitgemaakt van de bevinding bedoeld in paragraaf 1. Elke termijn die niet het voorwerp heeft uitgemaakt van de bevinding bedoeld in paragraaf 1 wordt geacht volledig betaald te zijn voor de berekening van de overheidsgarantie.

Als de kredietinstelling binnen een jaar na de bevinding geen nieuwe bevinding doet of het krediet niet opzegt, wordt de geconstateerde achterstallige betaling geacht nooit te hebben bestaan.

Afdeling 4. — Beroep op de garantie

Art. 73. § 1. De kredietinstelling kan een beroep doen op de garantie als ze de aanvrager uitdrukkelijk in gebreke heeft gesteld op grond van de bepalingen van de kredietovereenkomst en als ze de toegekende financiering opeisbaar verklaard heeft.

Binnen driehondervijfenzestig dagen na de opzegging van het krediet deelt de kredietinstelling het beroep op de garantie mee aan het betaalorgaan via een zending met vaste datum in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Waals Landbouwwetboek. Die mededeling bevat een voorstel voor de voorlopige inbetalingstelling van de garantie, rekening houdend met het garantiepercentage, in afwachting van de afsluiting van het dossier na het stellen van alle zekerheden die aan het kredietcontract toegestaan worden.

§ 2. Het voorstel van voorlopige betaling bevat :

1° de motivering van de opzegging;

2° het voor de datum van de opzegging in te vorderen bedrag van het kredietcontract, in kapitaal en rente;

3° een raming van de zakelijke zekerheden op grond van een evaluatierapport opgemaakt door een zelfstandige deskundige;

4° een raming van de persoonlijke zekerheden;

5° een voorstel van afrekening dat rekening houdt met de verwachte verwezenlijkingen;

6° het rekeningnummer waarop het bedrag gestort wordt.

§ 3. Het betaalorgaan onderzoekt het voorstel van voorlopige betaling en kan de voorlopige betaling verrichten als de kredietinstelling binnen de perken van het beschikbare krediet voldaan heeft aan de contractuele voorwaarden van de lening en van de garantieovereenkomst.

§ 4. Het betaalorgaan kan de kredietinstelling ertoe verplichten een voorstel van tussentijdse afrekening op te maken na het stellen van één of meer zekerheden.

Art. 74. § 1. De kredietinstelling dient een aanvraag van eindafrekening en van afsluiting van het dossier in uiterlijk negentig dagen na :

1° het stellen van alle zekerheden;

2° het afsluiten van het faillissement;

3° het afsluiten van een collectieve schuldregeling;

4° een definitieve betaling overeengekomen met het betaalorgaan na het stellen van de zakelijke en persoonlijke zekerheden.

In geval van aanvraag van de eindafrekening en van afsluiting van het dossier na het stellen van alle zekerheden, of na afsluiting van het faillissement of van de collectieve schuldregeling, bevat de aanvraag de gegevens waarin de overeenkomst voorziet.

§ 2. De kredietinstelling stelt voor dat het dossier pas afgesloten wordt als alle zekerheden gesteld zijn, behalve als met het betaalorgaan een definitieve betaling is overeengekomen na het al dan niet stellen van de zakelijke en persoonlijke zekerheden.

Art. 75. Als de voorlopige of tussentijdse betalingen hoger zijn dan het bedrag dat het betaalorgaan moet betalen bij het afsluiten van het dossier, betaalt de kredietinstelling het verschil terug aan het betaalorgaan. Als de voorlopige of tussentijdse betalingen lager zijn dan het bedrag dat het betaalorgaan moet betalen bij het afsluiten van het dossier, maakt de kredietinstelling het saldo over aan het betaalorgaan. In voorkomend geval is geen rente verschuldigd, noch door de kredietinstelling, noch door het betaalorgaan.

Art. 76. De inbetalingstelling van de garantie en elke betaling die daarop volgt stellen de aanvrager jegens de kredietinstelling niet vrij van de nakoming van zijn contractuele verplichtingen, die voortvloeien uit de overeenkomst tot financiering van het niet gewaarborgde bedrag.

Wanneer de overheidsgarantie betaald is, ziet de kredietinstelling af van het saldo van het gewaarborgde deel van de vordering dat ze de lener nog verschuldigd is. De sommen die na de definitieve betaling van de overheidsgarantie eventueel ingevorderd worden door de kredietinstelling, worden verhoudingsgewijs bestemd voor de terugbetaling van het al dan niet gewaarborgde saldo van de lening.

Art. 77. Het betaalorgaan kan, in geval van fout of van nalatigheid van de kredietinstelling bij het beheer van een gewaarborgd krediet, alsmede, in voorkomend geval, bij de realisatie van de goederen van de lener of van de gestelde overige zekerheden, de uitvoering van de garantie beperken ten belope van de schade die daaruit zou voortvloeien of kan de garantie intrekken in geval van ernstige fout van de kredietinstelling.

De kredietinstellingen kunnen een beroep bij de Minister indienen volgens de modaliteiten en binnen de termijnen bedoeld in de artikelen D.17, D.18 en D.257 van het Waals landbouwetboek. Het beroep gaat vergezeld van de bewijsstukken, op straffe van onontvankelijkheid.

HOOFDSTUK VIII. — *Controles en sancties*

Afdeling 1. — Controle op de duurzaamheid van de vestiging, het behoud en de bestemming van de investering

Art. 78. In geval van vestigingssteun vervult de jonge landbouwer de voorwaarden bedoeld in artikel 19, § 1, gedurende een periode van vijf jaar na de datum van de laatste steunbetaling aan de begunstigde en van minimum acht jaar na de datum van de daadwerkelijke vestiging.

Art. 79. De verkoop, de verhuur, de kosteloze terbeschikkingstelling, met als doel of gevolg de investering af te wenden van de in de steunaanvraag vermelde doelstelling, machtigt het betaalorgaan ertoe over te gaan tot de invordering van het geheel of een gedeelte van de steun die voor betrokken investering is gestort.

Art. 80. De steungerechtigde die de bestemming of het gebruik van een investering die voor steun in aanmerking komt of is gekomen wenst te wijzigen, geeft het betaalorgaan eerst kennis van zijn wens.

De begunstigde vermeldt de nieuwe bestemming of het nieuwe gebruik van de investering en motiveert de wijziging. De wijzigingen van bestemming of gebruik van de investeringen worden onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van het betaalorgaan.

Het betaalorgaan stemt in met een wijziging van bestemming als ze de voorwaarden van dit besluit vervult. Als de wijziging van bestemming niet wordt toegestaan, vordert het betaalorgaan het geheel of een gedeelte van de voor betrokken investering gestorte steun in.

Art. 81. De steungerechtigde verschafft het betaalorgaan alle nodige gegevens en stukken zodat het kan nagaan of de investering bestaat en of betrokken steun correct bestemd wordt.

Als de steungerechtigde weigert de nodige informatie te verstrekken of geen bewijsstukken overlegt, betaalt hij de steun terug naar rato van het niet gerechtvaardigde gedeelte.

Afdeling 2. — Toezicht op de monitoring van het bedrijfsplan

Art. 82. De begunstigde van de investeringssteun maakt een jaarlijkse lijst op van de resultatenindicatoren waarin zijn bedrijfsplan voorziet en neemt er zijn bemerkings in op. Hij kan een beroep doen op een adviseur om die lijst op te maken.

Voor de daadwerkelijke vestigingen die in de loop van de eerste semester van een kalenderjaar worden doorgevoerd, maakt de begunstigde een eerste jaarlijkse lijst op voor het jaar « n+1 », waarbij « n » het daadwerkelijke vestigingsjaar is.

Voor de daadwerkelijke vestigingen die in de loop van de tweede semester van een kalenderjaar worden doorgevoerd, maakt de begunstigde een eerste jaarlijkse lijst op voor het jaar « n+2 », waarbij « n » het daadwerkelijke vestigingsjaar is.

De tweede jaarlijkse lijst wordt opgemaakt het jaar na dat van de eerste lijst.

Na afloop van het bedrijfsplan legt de begunstigde een eindrapport over de monitoring aan het betaalorgaan over voor elk jaar van het bedrijfsplan. De globale uitvoering van het bedrijfsplan kan op grond van dat rapport geëvalueerd worden.

Het betaalorgaan bepaalt het model van de jaarlijkse lijst en van het monitoringrapport.

Het betaalorgaan evalueert de monitoring en de resultaten van de lijsten alsmede de globale uitvoering van het bedrijfsplan.

Afdeling 3. — Diverse controles

Art. 83. Op verzoek van het betaalorgaan maken de CVGL en de CVAV het rapport van hun jaarlijkse algemene vergadering over. Wat de CVGL betreft, wordt het rapport medeondertekend door alle leden. Het rapport vermeldt minstens de activiteiten, de rekeningen en de verdeling van het gebruik van het materieel onder de leden. Bij gebrek aan rapport wordt de steun geschorst en betaalt de begunstigde de steun terug ten belope van het niet gerechtvaardigde gedeelte.

Afdeling 4. — Sancties

Art. 84. § 1. Overeenkomstig artikel 35 van verordening nr. 640/2014, heeft de niet-naleving van de bepalingen de stopzetting van de steun tot gevolg en, desgevallend, de terugbetaling van het geheel of van een gedeelte van de reeds ontvangen steun naar gelang van de ernst, de omvang, de duur en de herhaling van het geval van non-conformiteit.

§ 2. De evenredige terugbetaling is van toepassing in de gevallen van niet-naleving van het behoud van de investering, in de niet toegelaten gevallen van wijziging van bestemming van de investering en in de tijdelijke gevallen van niet-naleving van de verbinteniscriteria. Deze terugbetaling is evenredig met de duur van de niet-naleving. Per aangesneden jaarlijkse tranche van niet-naleving bedraagt de invorderingsvoet een zevende van het totaal van de betrokken steun in geval van investeringssteun en van steun voor investering in de niet-agrarische diversificatie, en een achtste in geval van vestigingssteun.

De totale terugbetaling van de steun wordt gevorderd als er wordt vastgesteld dat :

- 1° de begunstigde valse bewijsstukken heeft overgelegd om steun te genieten;
- 2° de begunstigde niet voldoet aan de criteria om steun te genieten over het geheel van zijn verbintenis;
- 3° de begunstigde zich over het geheel van zijn verbintenis niet houdt aan de resultatenindicatoren bedoeld in de artikelen 16, eerste lid, 6°, en 82.

Overeenkomstig artikel 4 van verordening nr. 640/2014 wordt geen terugbetaling geëist in de gevallen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in artikel 91.

Art. 85. Naast de weigering, de intrekking en de uitsluiting van de bijstand bedoeld in artikel 35, § 6, van verordening 640/2014, wanneer vast komt te staan dat de aanvrager valse bewijsstukken heeft verstrekt om steun te ontvangen, wordt hij vervolgd wegens het begaan van de overtreding bedoeld in artikel D.396, 3°, van het Waals landbouwwetboek. Als de begunstigde van de steun het in artikel 82 bedoelde eindrapport over de monitoring van het bedrijfsplan niet overlegt, betaalt het betaalorgaan de nog te ontvangen laatste tranche niet en kan het overgaan tot de invordering of de compensering van de steun die de begunstigde voor het geheel of een gedeelte ontvangen heeft.

Art. 86. Als de resultatenindicator erop wijst dat de in het bedrijfsplan nagestreefde doelstellingen niet gehaald zijn, rechtvaardigt de begunstigde zijn toestand en geeft hij kennis van de nieuwe maatregelen die getroffen worden om de toestand te verhelpen.

In geval van niet-naleving van artikel 82, betaalt het betaalorgaan de nog te ontvangen laatste tranche in de zin van artikel 19, § 5, van verordening nr. 1305/2013 niet en gaat het over tot de invordering of de compensering van de steun die voor het geheel of voor een gedeelte al ontvangen is.

Als de steungerechtigde weigert de informatie te verstrekken die nodig is voor de controle op de kwaliteit en de resultaten van de lijsten alsmede op de globale uitvoering van het bedrijfsplan of als hij geen bewijsstukken overlegt, betaalt hij de steun terug naar rato van het niet gerechtvaardigde gedeelte.

Art. 87. Overeenkomstig artikel 60 van verordening nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad, hierna verordening nr. 1306/2013, wordt geen enkele steun waarin dit besluit voorziet toegekend aan natuurlijke personen of rechtspersonen die kunstmatig de voorwaarden hebben gecreëerd om voor die steun in aanmerking te komen, dus niet in overreënstemming met de doelstellingen van dit besluit.

Art. 88. Overtredingen van dit besluit worden gecontroleerd en opgespoord overeenkomstig titel 13 van het Waals landbouwwetboek.

Afdeling 5. — Invorderingsprocedure

Art. 89. Het betaalorgaan deelt de begunstigde mee dat het de steun invordert alvorens daadwerkelijk tot de verrekening over te gaan.

Art. 90. De steun wordt ingevorderd overeenkomstig de artikelen D.258 tot D.260 van het Waals Landbouwwetboek.

HOOFDSTUK IX. — Gevallen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden

Art. 91. Overeenkomstig artikel 2, § 2, van Verordening (EU) nr. 1306/2013 is er sprake van overmacht in minstens één van de volgende gevallen :

- 1° de begunstigde is overleden;
- 2° de begunstigde is langdurig arbeidsongeschikt geworden;
- 3° het bedrijf is zwaar getroffen door een ernstige natuurramp;
- 4° de veehouderijgebouwen op het bedrijf zijn door een ongeluk verloren gegaan;
- 5° al het vee of alle landbouwgewassen van de begunstigde of een gedeelte ervan zijn getroffen door respectievelijk een epizoötie of een plantenziekte;
- 6° het volledige bedrijf of een groot deel daarvan is onteigend, indien deze onteigening op de dag van indiening van de aanvraag niet was te voorzien.

De Minister kan de uitzonderlijke omstandigheden bepalen die erkend zijn in de zin van artikel 2, § 2, van verordening nr. 1306/2013.

Art. 92. De gevallen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in artikel 91, 1° en 2°, zijn slechts van toepassing om de verworven steun te behouden. Ze zijn niet van toepassing om een nieuwe toekenning van steun te genieten in hoofde van een derde aan een begunstigde die aan de subsidiabiliteitscriteria voldoet.

De gevallen van overmacht of van uitzonderlijke omstandigheden worden bevestigd op grond van bewijsstukken overgemaakt binnen de termijn bepaald bij artikel 4, § 2, van verordening nr. 640/2014.

HOOFDSTUK X. — *Algemene bepalingen*

Art. 93. De bedragen bedoeld in dit besluit worden begrepen excl. BTW of andere vormen van belastingen.

Art. 94. De steun wordt aan de landbouwers gestort binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten. Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister besluiten dat de steunaanvragen niet meer in aanmerking komen vanaf de datum van zijn besluit.

Art. 95. Het landbouwbedrijfshoofd dat steun wenst te genieten voor alle investeringen bedoeld in dit besluit, verbindt zich ertoe geen andere steun bij het Waalse Gewest aan te vragen, in de vorm van een rentetoeelage, subsidie of premie van welke aard ook, en te erkennen dat hij geen andere steun heeft aangevraagd of zal aanvragen waardoor het bij verordening nr. 1305/2013 bepaalde steunniveau overschreden zou worden.

Elke overschrijding van het niveau van de steun bedoeld in bijlage 2 bij verordening nr. 1305/2013 wordt ingevorderd.

Art. 96. Overeenkomstig artikel D.254, § 1, van het Waals landbouwwetboek heeft de verantwoordelijke van het betaalorgaan of, in geval van verhindering van de ambtenaar die hem vervangt, volmacht om de uitgaven in het kader van de voorziene steun goed te keuren en te vereffenen.

HOOFDSTUK XI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 97. De steunaanvragen ingediend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende landbouwsteun vallen onder de bepalingen van dit besluit.

Art. 98. Wat betreft de rentesubsidies die krachtens vroegere regelgevingen zijn toegekend, wordt de betaling van de rentesubsidie opgeschort zodra de uitvoering van de garantie wordt ingeroepen.

De monitoring van de ontwikkelingsplannen betreffende de aanvragen bedoeld in het eerste lid valt evenwel onder de artikelen 82 en 85. Elk jaar van de looptijd van het plan wordt een jaarlijkse lijst opgemaakt.

Art. 99. Met uitzondering van de artikelen 1, § 1, 32, 35, 36, 68 tot 75, 76bis tot 76quater, en van bijlage 1, wordt het besluit van de Waalse regering van 19 december 2008 betreffende investeringen in de landbouwsector, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, opgeheven.

Art. 100. De steunaanvragen ingediend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende investeringen in de landbouwsector vallen onder de bepalingen van dit besluit.

De monitoring van de ontwikkelingsplannen en van de investeringsplannen betreffende steunaanvragen bedoeld in het eerste lid valt evenwel onder de artikelen 82 en 85 van dit besluit. Elk jaar van de looptijd van het plan wordt een jaarlijkse lijst in de zin van artikel 82 opgemaakt.

De begunstigde die afziet van de steun bedoeld in artikel 36 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector is evenwel niet verplicht om een eindrapport inzake monitoring op te maken. Desniettenstaande stuurt hij aan het betaalorgaan de beheersboekhoudingen en, desgevallend, het grondgebondenheidscijfer voor elk jaar van de looptijd van het plan.

Art. 101. De personen aan wie steun in het kader van een eerste fase voor een vestiging is toegekend krachtens de artikelen 22 tot 30 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 en de artikelen 22 tot 30 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007, kunnen steun voor een tweede fase genieten overeenkomstig de artikelen 22 tot 30 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 en de artikelen 22 tot 30 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007, voor zover de investering i.v.m. die tweede fase voor 31 december 2016 wordt verricht.

De tweede fase wordt gestort in de vorm van een kapitaal-subsidie van 40 procent op de opgenomen eerste 100 duizend euro en van een kapitaal-subsidie van 15 procent op de laatste 200 duizend euro.

Art. 102. § 1. Het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2013 tot organisatie van een overgangsregeling voor de investeringssteun in de landbouwsector en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 juli 2015, wordt opgeheven.

§ 2. Het T-model bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2013 tot organisatie van een overgangsregeling voor de investeringssteun in de landbouwsector en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector, ingediend overeenkomstig dit besluit, blijft onderworpen aan de bepalingen van dit besluit.

De monitoring van de ontwikkelingsplannen en van de investeringsplannen betreffende steunaanvragen bedoeld in het eerste lid valt evenwel onder de artikelen 82 en 85 van dit besluit. Elk jaar van de looptijd van het plan wordt een jaarlijkse lijst in de zin van artikel 82 opgemaakt.

Art. 103. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2015.

Art. 104. Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 2020.

In afwijking van het eerste lid blijft het van kracht voor de dossiers die het voorwerp zijn van een gunstig ontvankelijkheidsbesluit voor 31 december 2020.

Art. 105. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 september 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN